Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14182 – 5 F

SAMEDI 1er SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les tractations diplomatiques, la perspective d'un conflit prolongé et ses conséquences

Washington entend faire partager à ses alliés le coût de la crise du Golfe

Les pourparlers entre le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, ont débuté vendredi matin 31 août à Amman. La veille, le président Bush avait expliqué, dans une conférence de presse, que les Etats-Unis allaient demander « que d'autres pays portent leur juste part » du fardeau financier résultant de la crise du Golfe. Alors que Bagdad continue à entretenir l'incertitude sur le sort des otages, on annonçait vendredi après-midi à Rome que dix-neuf femmes et enfants italiens, en provenance d'Irak, étaient arrivés à Amman.

WASHINGTON

de notre correspondant

La crise du Golfe a rétabli les Etats-Unis dans leur majesté de première puissance mondiale, mais pas dans leurs finances. Le président Bush a donc publiquement évoqué, jeudi 30 août, la question qui préoccupe de plus en plus manifestement l'administration et une partie au moins de l'opinion américaine : l'Amérique veut bien payer un peu, et même sans doute beaucoup, mais sûrement pas tout.

« Nous sommes plus que disposés à supporter notre part du fardeau », a déclaré M. Bush au cours d'une conférence de presse, mais *« nous souhaitons aussi que d'autres pays portent leur juste part »*. C'est la vieille idée du *« partage du fardeau » (burden sharing)*, caressée depuis des lustres à propos de la défense de l'Europe, mais appliquée cette fois à un objectif plus limité : la préservation d'un ordre acceptable pour l'Occident au Proche-Orient. A vrai dire, le président américain ne se préoccupe pas que de la cassette des Etats-Unis. Au contraire, il a pris soin de mettre en avant le besoin de venir en aide aux pays qui supportent le plus lourdement, par rapport à leurs ressources, les conséquences de la mise en quarantaine de l'Irak, citant dans l'ordre la Turquie, l'Egypte, puis la Jordanie, et enfin l'Europe de l'Est.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Le prix de la solidarité

QUOI qu'ils disent en public, et même parfois lorsqu'ils disent le contraire, beaucoup de gens dans le monde tirent au moins une leçon de la crise du Golfe : aucun autre Etat dans le monde n'aurait pu faire ce que font actuellement les Etats-Unis avec leur déploiement en Arabie saoudite ; sans eux, on ne voit guère qui aurait pu arrêter les ambitions du dictateur de Bagdad, et comment.

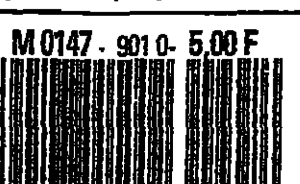
Mais si l'existence de ce « gendarme » est bienvenue quand il s'agit, comme aujourd'hui, de restaurer le droit, elle est lourde de frustrations et de sous-entendus. D'abord parce que les protégés, un peu écrasés par ce protecteur, n'ont guère d'autre moyen d'affirmer leur indépendance qu'en se démarquant de certaines de ses positions. Ensuite, parce que le gendarme est condamné de ce fait même à dénoncer la « mollesse » de ses amis et alliés. Plutôt que M. Bush, c'est pour le moment Mme Thatcher qui a reflété cet état d'esprit en déplorant qu'en Europe, « les seuls pays qui aient fait plus que le minimum soient la Grande Bretagne et la France ».

LE président américain vient pourtant de soulever le même problème par un autre biais, celui du coût financier de l'opération. Si en effet l'Amérique est bien militairement le seul super-grand, elle est loin d'être la seule puissance économique, comme elle l'était au lendemain de la seconde guerre mondiale. En dehors des Etats arabes pétroliers, le Japon et l'Europe sont instamment invités à contribuer à l'effort parce que c'est en partie pour leur approvisionnement énergétique que les « boys » ont été envoyés dans le désert.

Il est vrai qu'aucun pays ne pourra régler à lui seul la double addition : d'une part, l'opération « Bouclier du désert » proprement dite devrait coûter près de 2,5 milliards de dollars (environ 1 % du budget annuel du Pentagone) d'ici à la fin septembre, et ce ne sera très probablement pas terminé à cette date ; d'autre part, l'engagement a été pris de dédommager les pays qui subissent les plus lourdes conséquences de l'embargo. L'Egypte, la Turquie et la Jordanie doivent d'autant plus recevoir ces compensations que c'est le meilleur moyen de les maintenir du bon côté de la barrière.

MAIS d'autres pays présentent déjà leur note : l'Union soviétique estime à 2 milliards de dollars son manque à gagner pour 1990, sans parler du pétrole irakien que Moscou revendait à l'Inde pour honorer ses engagements.

Le Japon est le pays qui a annoncé le plus gros effort jusqu'à présent, avec 1 milliard de dollars qui semblent devoir aller essentiellement aux pays qui contribuent à la force multinationale envoyée dans le Golfe. Après lui, l'Allemagne est dans la ligne de mire, malgré les charges de l'unification. En ce qui concerne la France, son rôle de deuxième contributeur de cette force lui a valu d'être retirée de la liste des pays sollicités. Avant même d'être arrivé sur les lieux, le « Clemenceau » aura déjà servi à quelque chose...



La TVA sur l'automobile baissera à la mi-septembre

La baisse annoncée du taux « majoré » de la TVA interviendra dès la mi-septembre pour les automobiles et probablement pour le matériel haute-fidélité. Cette baisse sera de deux, probablement trois points, le taux passant de 25 % à 22 % (éventuellement 23 %). Le prix des automobiles baissera de 2,4 %. M. Bérégovoy annoncera cette décision en présentant le 12 septembre le projet de budget pour 1991.

L'automobile – probablement aussi la hi-fi – va bénéficier d'un traitement privilégié pour deux raisons évidentes. La première est l'urgence qu'il y a à freiner la hausse des prix, hausse que va traduire un très mauvais indice d'août (+ 0,7 % environ). La seule opération concernant l'automobile qui prendra date au 14 ou 15 septembre freinera l'indice de plus d'un dixième de po... effet réparti sur septembre et octobre. Le résultat peut sembler faible pour un coût élevé (6 milliards de francs pour trois points de baisse). Mais, en période de tensions inflationnistes, chaque pas en arrière compte. Or cette année les prix de détail, qui devaient augmenter de 2,5 % selon les prévisions du gouvernement, vont atteindre 3,6 % selon l'INSEE qui ne prend pas en compte l'opération TVA (on aurait une prévision à 3,4 ou 3,3 % opération TVA comprise).

Le gouvernement annoncera une hausse de 3,1 %, mais en moyenne annuelle, après 3,6 % en 1989. La situation risque de se détériorer davantage l'année prochaine. Au lieu des 2,5 % jusqu'à présent prévus, le gouvernement annoncera une hausse de 2,8 % en moyenne annuelle, chiffre qui traduit une accélération si faible qu'il risque fort de passer pour beaucoup trop optimiste. Les effets du choc pétrolier conduisent plutôt à prévoir une hausse des prix proche de 4 % avec un pétrole à 25 dollars le baril. Cette augmentation peut être réduite au prix d'une politique économique très rigoureuse.

L'autre raison évidente de réduire la TVA dès la mi-septembre est commerciale si l'on peut dire : sachant que les prix des automobiles vont baisser, les candidats à l'acquisition suspendraient leurs achats jusqu'au début de janvier 1991, date prévue de la baisse de TVA. Il en résulterait des perturbations importantes pour les producteurs automobiles.

ALAIN VERNHOLES

Lire également

Les Télécoms dans la concurrence

« Je veux construire un grand service public européen des télécommunications », nous déclare M. Paul Quilès

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, présentera le 19 septembre un projet de loi modernisant en profondeur la réglementation des télécommunications. Il s'agit en particulier de permettre à France Télécom de jouer sans entrave le jeu de la concurrence sur le marché européen et mondial. M. Quilès nous explique son projet.

« Pourquoi une réforme de la réglementation dans les télécommunications ? Cédons-nous à un mouvement venu des Etats-Unis ou aux pressions de Bruxelles ?

– Cette loi résulte d'abord de l'obligation qui nous a été faite lors de la création du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de remettre de l'ordre dans la répartition des compétences entre le CSA et le ministre chargé des télécommunications.

» Elle nous donne ensuite l'occasion de nous mettre en conformité avec les décisions européennes. Mais attention, on ne nous impose rien ! Nous participons aux conseils des ministres de la Communauté ; la France les a même présidés pendant six mois l'an passé, et des décisions importantes ont été prises lors de cette présidence, en décembre 1989, en matière de télécommunications.

Propos recueillis par
FRANÇOISE VAYSSE

Lire la suite page 21

Jean-Paul II l'Africain

Le pape se rend pour la quatrième fois en deux ans sur le continent noir. Si le christianisme y progresse, la tutelle romaine et européenne reste forte

Le pape doit arriver, samedi 1er septembre en Tanzanie pour une visite de dix jours en Afrique. Il ira ensuite au Burundi, au Rwanda et fera une courte escale les 9 et 10 septembre en Côte-d'Ivoire, à Yamoussoukro, où il inaugurera la basilique construite par le président Houphouët-Boigny et réunira les dix-neuf évêques chargés de préparer le synode africain de 1993.

Au cours des dix premières années de son pontificat (1978-1988), le pape s'était fait plutôt rare en Afrique, n'y accomplissant, en tout et pour tout, que trois déplacements. Mais depuis deux ans, il a subitement accéléré l'allure et foule pour la quatrième fois de suite le continent noir. En janvier dernier, il avait visité les pays du Sahel. Cette fois, il traverse l'Afrique orientale (Tanzanie) et celle des grands lacs (Rwanda, Burundi), avant de se rendre au tout début de l'année prochaine en Guinée, au Sierra-Leone et au ... Libéria, voyage qui a toutes chances d'être reporté.

L'Afrique noire aurait donc cessé d'être le parent pauvre d'une Eglise catholique restée très européenne de tradition et de gouvernement, accaparée par le dégel du bloc marxiste et couvant des yeux une Amérique latine qui abritera en l'an 2000 un catholique sur deux et des communautés asiatiques, restreintes, dispersées, mais dynamiques.

Par rapport à un islam volontiers présenté comme conquérant, le christianisme ne fait pas si mauvaise figure dans le continent noir. Toutes confessions confondues, les baptisés y sont en nombre supérieur aux musulmans. La seule Eglise catholique aura plus que triplé en vingt-cinq ans, représentant aujourd'hui plus de quatre-vingt millions de fidèles noirs.

HENRI TINCQ

Lire la suite page 8

Frissons fin de siècle

1889-1900 — par Jean-Pierre Rioux



MUSÉE ÉMILE-ZOLA

En six mois, 51 millions de visiteurs sont venus parcourir les 112 hectares de l'Expo.

35. L'aube de l'Expo

Le métropolitain et le trottoir roulant, le pont Alexandre-III et la gare d'Orsay, le Grand Palais et le Petit Palais inaugurent le vingtième siècle. La Chine des Boxers, la Suisse des yodlers, l'Allemagne de Guillaume II s'exposent au pied d'une roue plus grande que celle de Chicago.

CHANGER de siècle méritait bien une Exposition universelle qui fût un bilan et une promesse. On y pensa dès 1892. Et *l'« Expo »* enchanta donc 51 millions de visiteurs à Paris, du 14 avril au 27 octobre 1900. Alfred Picard, le glorieux et abondant rapporteur de la précédente fête de 1889, devenu commissaire général de celle-ci (et sans baisser la plume : le *Musée rétrospectif* de la manifestation tiendra à peine en 59 volumes) a signifié l'ambition en faisant visiter le chantier au roi Oscar de Suède. *« C'est très beau !*, admira le souverain. *Cela couronnera le XIXe siècle. – Pardon, sire, répondit-il, ce sera l'inauguration du XXe ! »*. Un crépuscule et une aube à la fois, exhibés, disséqués, salués avec passion, au long d'une trêve sociale et politique dont on jouira en baguenaudant : nos anciens ont su aussi composer ce bouquet, pour tuer une bonne fois la fin de siècle et ses frissons, pour tourner la page avec panache et belle humeur, pour signifier aux temps à venir qu'ils n'effrayaient pas.

Ce n'est donc pas un hasard si l'Expo de 1900 fut la plus ludique de toutes celles qui avaient ému Paris depuis 1855. La pédagogie minutieuse des bienfaits du progrès, la démonstration appliquée des effets consensuels de l'effort conjugué de la Science et du Travail, le XIXe siècle les avait rabâchées jusqu'à plus soif et, somme toute, le phare de la tour Eiffel avait éclairé la bonne voie. L'entrée en XXe siècle exigeait d'autres passeports. 1900 inventa donc un grand défoulement qui réduirait les distances sociales, exciterait l'imaginaire collectif, exalterait la grandeur nationale et la vocation mondiale de la civilisation industrielle.

C'est pourquoi, une parade n'étant réussie que dans l'identification réciproque des badauds au spectacle et du défilé lui-même aux hourras qui le saluent, l'Expo fut une colossale exhibition des masses se contemplant elle-mêmes et admirant leur force étalée. On n'eut pas *recours à la propagande, cette future* invention totalitaire : on choisit le biais de la distraction et du plaisir, dans la cohue de millions de petits bonheurs agglutinés, sous un déluge de distractions et de démonstrations amusantes qui mirent à portée de main les productions internationales des arts libéraux et de l'industrie.

Pour lier le tout, on invoqua l'esprit du *« solidarisme »*, version radicale, alors fort en vogue, d'une harmonie sociale que le XIXe siècle avait tant souhaitée, on convoqua les associations laborieuses à exhiber leur force et leur talent, on gratifia les ouvriers des chantiers de cantines coopératives, pour bien signifier que la lutte des classes conduisait à une impasse et que le capital apprenait à composer avec la sueur : le bonheur viendra, pensait-on, d'une économie sociale, d'une harmonie publique des efforts privés, d'un élan commun vers le mieux-être et la consommation.

Un pouvoir consensuel et débonnaire – parfaitement démocratique, aurait donc dit Tocqueville – mit ainsi les foules en joie au spectacle de leur propre plaisir. Ainsi fut inventé le trottoir roulant, signe patent des bienfaits exponentiels du progrès mécanique, vrai « clou » de la fête, accessible pour 50 centimes, qui longeait l'Expo pour mieux pénétrer les visiteurs transbordés de leur hardiesse jubilatoire. Ainsi fut lancé le métropolitain, entièrement électrifié et décoré par Guimard, forme très « nouveau siècle », commode et symbolique du transport en commun.

Le 14 avril, donc, Loubet inaugure ce qui est achevé, au milieu des plâtras et des échafaudages, devant toutes les autorités de la République et le corps diplomatique au grand complet : l'univers, cette fois, ne boudera pas la France. Après le cérémonial obligé, note *le Petit Journal illustré*, le président et M. le ministre du commerce, Alexandre Millerand, ont fait assaut d'éloquence et *« échangé deux discours sans résultat »*. Le 15 juin, nonobstant l'effondrement d'une passerelle avenue de Suffren qui fit huit morts, tout est enfin prêt. On a vu grand : 112 hectares contre 96 en 1889, avec la Seine pour épine dorsale d'un tumultueux alignement de pavillons qui court sur ses deux rives, du Trocadéro aux Tuileries.

A l'entrée du Cours-la-Reine, la porte principale, avec ses guichets et portillons qui peuvent comptabiliser 100 000 visiteurs à l'heure, résume tout. René Binet, son architecte, a mis un zeste d'Art Nouveau et de grosses pelletées de pâtisserie fin de siècle dans cette arche : signalétique mais massive, aérée par une structure métallique en hommage à Eiffel mais succombant sous une ornementation proliférante et polychrome, la *« Salamandre »*, comme la surnommèrent aussitôt les Parisiens, chante la Paix et l'Electricité statufiées et émergeant d'une vasque où vomissaient deux lions, les Ouvriers et les Animaux détaillés en frises, dans le fauve de l'or et le pourpre du sang qui annoncent assez bien le XXe siècle. Coupoles et cabochons byzantino-mauresques, flanqués de deux minarets squelettiques ajourés d'azur, encadrent une Ville de Paris de huit mètres de haut, couronnée d'un coq gaulois et drapée dans une sorte de saut-de-lit dessiné par Paquin et qui laisse perplexe.

Tout le reste est à l'avenant, dans les six zones et seize sections du grand déballage, y compris dans l'annexe du parc de Vincennes qui abrite *« chemins de fer, agriculture, habitations ouvrières et aérostation »*. L'ordonnancement général avait été mis au concours. Dans les cent sept projets débattus, on avait pressenti le pire : la tour Eiffel transformée en cathédrale gothique par l'adjonction de quatre portiques jusqu'à son premier étage, des éléphants de soixante-quinze mètres avec ascenseurs dans les pattes. On désigna donc trois lauréats, mais en se gardant assez sagement de leur laisser mettre les projets retenus à exécution.

Gentil désordre, improvisation et ambivalences triomphent donc. Y compris dans tous les monuments en dur qui survivront à la démonstration : le pont Alexandre-III, où la prouesse technique de l'arche unique est surmontée de pierre, de bronze et d'or néo-rococo ; le Grand Palais et le Petit Palais, où l'Art Nouveau se niche timidement dans les supports d'escaliers et que des verrières exhaussent à temps d'un amoncellement de nougatine historiciste évoquant *la Science qui marche en dépit de l'Ignorance, l'Inspiration guidée par la Sagesse ou les Arts et les Sciences rendant hommage au nouveau siècle* ; la gare d'Orsay, boursouflée, et celle des Invalides, assez réussie. Sur la rive droite, les palais s'amoncellent, de l'Horticulture, de la Ville ou de la Danse, de l'Economie sociale, avec Théâtre des chansons ou maison de la *« danseuse électrique »* Loïe Fuller, panoramas (le *Maréorama* de Hugo Alési gonfle au rythme de ses vagues machinales une toile peinte de quinze mètres de haut et de huit cents de long, mais on peut admirer aussi un *Conseil de guerre à Rennes* et une *Mission Marchand*), puis une reconstitution du *Vieux Paris* par Robida, où l'on vide un pichet d'étain avec les ribaudes, mais dont on a fait ôter *in extremis* le gibet et son pendu qui émotionnaient les dames.

Sur la rive gauche s'étire la rue des Nations, avec les pavillons des puissances étrangères. Celui de l'Allemagne ne laisse pas d'inquiéter : Guillaume II lui-même viendra deux fois incognito, et de vieux patriotes décorés disent en le contemplant qu'il signe notre *« Sedan industriel »* : la foule, heureusement, se presse dans la ferme des Boers et sous l'aigle russe. Puis, du palais de l'Hygiène à celui des Armées et du Costume, on gagne les pentes de Chaillot, où s'étagent les empires coloniaux, avec les relents de la Chine des Boxers et la musique de cour de la reine Ranavalo. Au retour, on s'égare sur le Champ-de-Mars, où siègent les industries si diverses, les arts et les lettres. Les plus téméraires poussent jusqu'au Village suisse, avec vaches, précipices en trompe-l'œil et yodlers.

PARTOUT, des profusions de tableaux rares et d'objets précieux, des fontaines lumineuses, des trouvailles comme le télescope de soixante mètres de long qui permet de voir la *« Lune à un mètre »* au pavillon de l'Optique, ou la Grande Roue, *plus haute que celle de* Chicago en 1893. Du désordre aussi, un fouillis de brûle-parfums et de dames callipyges, *de marbres trop roses et d'algues* trop vertes, de temples bouddhiques et de fleurs de bronze, de moteurs et de canons au beau *milieu des mâchicoulis et des plé*siosaures : *« Les peignes et les plumeaux étaient classés dans les Arts décoratifs, la baignoire de Marat se trouvait à l'assistance publique et le sabre du vainqueur de Marengo était au troisième étage des Eaux et Forêts »*, constate Henry Houssaye. Mais le monde est là, offert : le château des Romanov, l'Espagne brûlante, le Capitole de Washington, les troupeaux de rennes de Laponie et les Jaunes mangeurs de poisson cru, les popes grecs et les Nègres, la façade de Saint-Marc et les usines d'or du Transvaal. Le Monténégro rivalise en opulence avec les Etats-Unis, sous l'œil intéressé des chiqueurs de bétel et des princes de Kirghizie.

Et surtout, éclatante et souveraine, l'Electricité, qui a définitivement vaincu le gaz et l'acétylène : *« La nuit*, se souvient Paul Morand, *des phares balayent le Champ-de-Mars, le Château d'Eau ruisselle de couleurs cyclamen ; ce ne sont que retombées vertes, jets orchidée, nénuphars de flammes, orchestration du feu liquide, débauche de volts et d'ampères. La Seine est violette, gorge de pigeon, sang de bœuf. L'Electricité, on l'accumule, on la condense, on la transforme, on la met en bouteilles, on la tend en fils, on la met en bobines, puis on la décharge dans l'eau, on l'émancipe sur les toits, on la déchaîne dans les arbres ; c'est le fléau, c'est la religion de 1900. »*

L'illusion est complète quand, le 19 juillet, les premiers voyageurs empruntent les frais couloirs aux mosaïques blanches et les voitures en bois verni du métropolitain. L'électricité, il va de soi, règne aussi sur la première ligne ouverte, de la porte de Vincennes à la porte Maillot. La devise (en latin) de Fulgence Bienvenüe, le bon génie constructeur du lieu, le souligne d'ailleurs avec emphase : *« Par la foudre ravie à Jupiter, la race de Prométhée est transportée dans les profondeurs »*. Et un employé ferme les portes dans chaque voiture en veillant au confort de chacun. En décembre 1900, le métro a déjà transporté 18 millions de voyageurs, et son réseau vite étendu en accueillera 150 en 1905.

Ainsi vint l'aube. *« L'Exposition avait été non seulement un succès, mais un bienfait*, note Paul Morand. *Elle avait détendu les nerfs des Français, elle avait marqué une trêve, sinon entre les partis, du moins entre les hommes ; [...] on avait fait connaissance ; les trains de militaires s'étaient changés en trains de plaisir : placide comme un garde-barrière, le pays avait regardé défiler des wagons pleins d'Iroquois, de Musulmans, de Vénézuéliens. Jamais Paris n'avait été plus beau. On avait rebronzé à neuf la tour Eiffel. »*

« Viens, tu m'affoles », chantait pourtant Paulus le soir au caf'-conc', après le numéro du Pétomane. Le siècle s'achevait dans ce bruit de vapeur haletante et ces matériaux tordus en style nouille, dans cet immense capharnaüm épicé. Sa sombre énergie entretenait, pensaient les esprits chagrins, une instabilité morale, un étourdissement factice : coupable, il fuyait en avant, car tout allait trop vite et l'accident d'une décadence n'était pas à exclure. D'autres le défendaient en soutenant que sa fin avait été si belle qu'elle allait porter de très beaux fruits : l'avion d'Ader et l'acier nickelé, la roue libre pour la bicyclette et les plaques animées de MM. Lumière, la paix universelle et l'hygiène pour tous, une certaine joie de vivre et mille commodités domestiques.

Rétrospectivement, on pourrait se prendre à juger cette fin de siècle tour à tour prometteuse et accablante, où se nouent tant de drames et d'espoirs futurs. Un témoin à l'œil vif a ramassé pour nous un argumentaire du plaidoyer ou du procès : Paul Morand, dans ce *1900* qu'il publia en 1931. *« Malgré tout, 1900, nous avons des reproches à te faire*, écrit-il : *pourquoi avoir tant mangé et tant bu qu'aujourd'hui nous avons la goutte ? Pourquoi nous avoir fait croire aux microbes, à l'électricité et à la race blanche ? Pourquoi le bas de laine et le gagne-petit ? Pourquoi nous avoir mis au monde, un soir, en revenant de la revue ? Pourquoi parler si haut et écrire si bas ? Pourquoi avoir mené une vie de pantin et nous faire porter ta croix ? Pourquoi étaler des cravates de chez Charvet et avoir les pieds sales ? Pourquoi, à tout propos, montrer les dents et nous avoir légué la guerre ? Pourquoi avoir été si laid, si riche, si heureux ? 1900, nous lisons notre avenir dans tes rides. »*

FIN

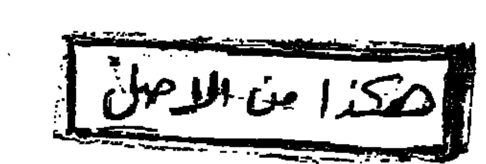
Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• *Vendredi 31 août : L'aube de l'Expo.*

Pour en savoir plus

▶ *Journal de l'Art Nouveau (1870-1914)*, de Jean-Paul Bouillon, Skira, 1985.
▶ *Histoire française des foires et des expositions universelles*, de Philippe Bouin et Christian-Philippe Chanut, Editions de Nesle, 1980.
▶ *La France et les Français (1900-1914)*, de Jean-Baptiste Duroselle, Richelieu-Bordas, 1972.
▶ « Les Expositions universelles à Paris », numéro spécial de *la Revue de l'économie sociale*, XIX, 1990.
▶ *L'Aventure du métropolitain*, de Roger-Henri Guerrand, La Découverte, 1986.
▶ « La fin de siècle n'aura pas lieu », de Daniel Milo, *le Débat*, 60, mai-août 1990.
▶ *Les Expositions universelles de Paris*, de Pascal Ory, Ramsay, 1982.
▶ *Les Français et la France (1859-1899)*, d'Alfred Wahl, SEDES, 1986.



LA CRISE DU GOLFE

L'Union soviétique a multiplié jeudi 30 août les mises en garde concernant une aggravation éventuelle de la situation dans le Golfe. Le général Vladimir Lobov, chef d'état-major des forces armées du pacte de Varsovie, a déclaré que le déploiement massif des forces américaines en Arabie saoudite *« modifie radicalement le rapport des forces stratégiques dans la région »*.

D'autre part, le vice-ministre des affaires étrangères soviétique, M. Alexandre Belonogov, a déclaré que l'URSS ne pouvait se réjouir de l'accroissement des forces américaines dans le Golfe, ni à court terme *« puisque la situation devient de plus en plus explosive »*, ni à long terme *« parce qu'il n'y a aucune garantie que les Etats-Unis se retireront d'Arabie saoudite après la fin de la crise »*.

Par ailleurs, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a lancé un *« appel à l'union »* aux pays arabes à la veille de la réunion au Caire des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe. Treize seulement des vingt et un membres de l'organisation panarabe ont accepté de participer à cette réunion, ce qui donne un certain poids au point de vue de l'Irak qui estime que ce rassemblement n'est pas représentatif. Après plus de deux heures d'entretiens dans la soirée de jeudi, les participants ont décidé d'ajourner leur réunion jusqu'au lendemain.

A Genève, par dix-neuf voix contre quatre et une abstention, la sous-commission de l'ONU pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités a demandé jeudi la libération de tous les étrangers retenus en Irak et au Koweït et exprimé sa préoccupation face à la situation des droits de l'homme en Irak.

Poursuivant sa tournée dans les pays arabes et en Europe, le roi Hussein de Jordanie est arrivé jeudi soir à Londres où il aura des entretiens sur la crise du Golfe avec Mme Margaret Thatcher. Le souverain hachémite sera reçu lundi à 19 h 15 à l'Elysée par le président François Mitterrand. A Bagdad, le président Saddam Hussein a reçu jeudi le président du Front islamique du salut Abassi Madani, avec lequel il a examiné les développements dans la région du Golfe. Le chef de l'Etat irakien a reçu par la suite le pasteur américain Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture présidentielle démocrate qui s'était auparavant entretenu avec M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne. – *(AFP-Reuter-AP.)*

En dépit de la libération de dix-neuf femmes et enfants italiens

Bagdad entretient l'incertitude sur le sort des otages

Les autorités irakiennes entretiennent l'incertitude sur le sort des otages étrangers qu'elles détiennent à Koweït et à Bagdad. Dix-neuf femmes et enfants italiens sont arrivés, vendredi 31 août en Jordanie, en provenance d'Irak, a annoncé à Rome le ministère des affaires étrangères. Bagdad a fait savoir par ailleurs que deux cent trente-sept femmes et enfants occidentaux retenus dans des installations stratégiques ont choisi de quitter l'Irak, alors que vingt-huit souhaitent rester avec époux et pères. Les autorités irakiennes n'en continuent pas moins à utiliser la pratique du « bouclier humain ».

Dix-huit groupes d'étrangers, parmi lesquels près de 200 Japonais retenus à l'hôtel Al Mansour Melia à Bagdad, ont été transférés le week-end dernier sur des sites stratégiques en Irak, a indiqué, vendredi 31 août, un responsable du ministère japonais des affaires étrangères. Ce responsable a précisé que des Européens, dont la nationalité n'a pas pu être identifiée, avaient été envoyés en même temps que les ressortissants japonais sur des sites tels que des aéroports et des installations militaires.

Pour sa part, Mme Kiyoko Ikeda, trente-sept ans, interviewée à Bagdad par le quotidien *Yomiuri*, a précisé qu'elle avait été conduite dans ce qui ressemblait à une installation militaire à environ 40 km à l'est de Bagdad, avec un groupe de 21 personnes, comptant 6 familles. Toutes les femmes et les enfants de son groupe ont été renvoyés mercredi à Bagdad, a-t-elle ajouté.

Aucune information n'a pu, en revanche, être obtenue sur le sort de 143 hommes de nationalité japonaise transférés sur des sites stratégiques en même temps que 53 femmes et enfants japonais le week-end dernier. Ce chiffre est largement supérieur à celui de 20, qui était fourni jusqu'à présent par le ministère japonais des affaires étrangères.

Selon les dernières informations en provenance de Bagdad, 68 femmes et enfants de nationalité japonaise devraient pouvoir quitter l'Irak *« très rapidement »*, probablement vendredi ou samedi, dès que leurs formalités de départ – compliquées à souhait par une bureaucratie aussi pesante que tatillonne – seront achevées. Quant aux ressortissantes de pays scandinaves, leur départ pourrait s'étaler, en fonction de leur pays d'origine, sur plusieurs jours.

Prétextes bureaucratiques

Les Etats-Unis, dont aucun citoyen n'a encore été libéré, se sont, pour leur part, élevés contre les prétextes bureaucratiques avancés par l'Irak. *« Une fois de plus, les promesses irakiennes ont été suivies de nouvelles restrictions et de procédures pénibles »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, qui a ajouté : *« Nous hésitons à qualifier ces exigences de procédures de départ, car elles changent constamment et sont extrêmement déroutantes. »*

A Paris, le Quai d'Orsay a indiqué que la France avait *« pris toutes les dispositions nécessaires pour pouvoir rapatrier ses ressortissants »* qui seront libérés, dès les fameuses formalités accomplies.

Cependant, plusieurs centaines de femmes et d'enfants britanniques pourraient être rapatriés ce week-end, après l'annonce qu'un avion de la compagnie Virgin Atlantic partirait vendredi pour Bagdad et que les Irakiens préparaient par ailleurs, selon le Foreign Office, l'évacuation de 132 femmes et enfants. Virgin Atlantic avait en effet annoncé jeudi soir que le gouvernement irakien l'avait autorisée à envoyer l'un de ses appareils à Bagdad pour évacuer environ 140 femmes et enfants bloqués en Irak depuis le début de la crise du Golfe.

De son côté, le Foreign Office a annoncé que les autorités irakiennes avaient pris des dispositions pour l'évacuation éventuelle de 132 femmes et enfants britanniques sur un vol direct à destination de Londres de la compagnie Iraqi Airways. Un porte-parole du Foreign Office a précisé que les formalités de visas de sortie pour le vol effectué par la compagnie irakienne étaient terminées, mais que, pour l'instant, les autorités irakiennes n'avaient pas délivré d'autres visas de sortie pour d'autres vols.

En attendant un éventuel départ, plus d'une centaine de femmes et enfants ont été regroupés dans un hôtel de la capitale irakienne où les journalistes étrangers ont été conduits sous bonne escorte pour les rencontrer. Parallèlement, des ressortissants occidentaux – notamment américains, italiens et français – ont disparu, les diplomates ayant totalement perdu leur trace. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Avant ses entretiens avec M. Tarek Aziz

M. Perez de Cuellar a fixé les limites de sa mission

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Ce n'est que vendredi 31 août que devaient s'ouvrir à Amman les entretiens du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, avec le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui est arrivé peu après 10 heures dans la capitale jordanienne.

Accueilli par le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marouan el Kassem, M. Tarek Aziz s'est déclaré *« optimiste »* tout en précisant qu'il attendait *« d'entendre ce que le secrétaire général des Nations unies avait à lui dire »*. Refusant de répondre trop précisement aux journalistes qui lui demandaient quand pourraient partir les femmes et les enfants autorisés par Bagdad à quitter l'Irak, M. Tarek Aziz s'est contenté de dire : *« En prévision de leur départ, ils ont été transférés des lieux où ils étaient accueillis dans un hôtel de Bagdad. »*

Pour sa part, M. Perez de Cuellar, à son arrivée jeudi en fin d'après-midi à Amman, avait réaffirmé sans équivoque les limites de sa mission, qui *« n'est pas de négocier »*. *« Je ne peux pas faire de concessions sur les résolutions du Conseil de sécurité qui ne sont pas miennes et qui ne m'appartiennent pas »*, avait-il dit, mais *« je peux procéder à un échange de vues, car je veux croire que le gouvernement irakien est aussi soucieux que nous d'arriver à une solution juste et définitive du problème »*.

Devant les très nombreux journalistes qui l'interrogeaient à l'aéroport de Marka, dans la périphérie d'Amman, M. Perez de Cuellar avait ajouté : *« Si une volonté politique existe, on peut arriver à quelque chose. »* Cette rencontre n'est-elle que la première d'une longue série, et M. Perez de Cuellar est-il appelé à revenir souvent dans la capitale jordanienne ? *« Je suis un homme patient*, a répondu le secrétaire général de l'ONU. *S'il faut que je revienne, je reviendrai pourvu que je note au début qu'il y a suffisamment de bonne foi. »*

Combien de temps vont durer ces conversations dans la phase présente ? Nul ne le sait vraiment, et M. Perez de Cuellar s'est contenté de dire : *« Je suis disponible et celles-ci peuvent durer autant que nos amis jordaniens nous acceptent. »*

Le secrétaire général de l'ONU avait toutefois précisé qu'il *« devait être à Paris le 3 septembre pour une conférence des PMA »* (Pays les moins avancés). Tout en n'excluant pas une éventuelle rencontre avec le président irakien, M. Perez de Cuellar a souligné qu'il devait d'abord *« discuter avec M. Tarek Aziz, un interlocuteur extrêmement valable »* et qu'il connaît bien. Le secrétaire général de l'ONU sera, pendant son séjour dans la capitale jordanienne, l'hôte du prince héritier Hassan Ibn Talal, ce qui ne signifie pas, souligne-t-on avec insistance de source jordanienne, la moindre implication d'Amman dans ces conversations bilatérales irako-onusiennes.

Le fardeau des réfugiés

Dès son arrivée, M. Perez de Cuellar a pu se rendre compte de l'importance du problème des réfugiés pour la Jordanie, ceux-ci encombrant avec leurs ballots toute l'aérogare civile et les routes y conduisant. Soixante-dix mille, dont un quart de femmes et d'enfants, sur les deux cent cinquante mille réfugiés passés par la Jordanie depuis le début de la crise, s'y trouvent toujours, et le prince Hassan a lancé jeudi un nouvel appel à l'aide internationale, soulignant que son pays a notamment besoin de tentes, de couvertures et de produits alimentaires et médicaux.

Ce chiffre de soixante-dix mille ne devrait d'ailleurs qu'augmenter. Pour la seule journée de jeudi, dix mille six cents personnes environ, en majorité des Egyptiens, ont franchi la frontière jordanienne alors que trois mille trois cent quinze seulement sont parties.

« Pour quatre cents Pakistanais évacués chaque jour, mille passent la frontière », nous disait, jeudi, un responsable. Les autorités jordaniennes craignent que nombre de ces hommes, qui ne savent pas vraiment où aller, cherchent à demeurer en Jordanie dans l'attente de voir comment va évoluer la situation.

Une crainte notamment partagée par le CICR, Médecins du monde et Médecins sans frontières, qui affirment ne pas vouloir développer trop de moyens d'accueil pour ne pas inciter tous ces gens à s'installer.

En attendant, sans trop d'espoir, les résultats des conversations entre MM. Perez de Cuellar et Tarek Aziz, la Jordanie cherche à faire face à ce nouveau fardeau qui ne peut qu'aggraver une situation économique déjà catastrophique.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **MM. Jacques Delors et Javier Perez de Cuellar à *« Sept sur Sept »*.** – MM. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, et Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, seront les invités, dimanche 2 septembre, de « Sept sur Sept », l'émission d'Anne Sinclair.

L'Irak menace d'attaquer l'Arabie saoudite et les « nids des Israéliens » en cas de guerre

Le commandant-en-chef des forces aériennes irakiennes a déclaré, jeudi 30 août, que si la guerre éclatait *« l'aviation et les missiles irakiens détruiront les nids de la trahison »* en Arabie saoudite et *« porteraient des coups destructeurs aux nids des Israéliens »*.

Les propos du commandant, dont l'identité n'est pas précisée par l'agence irakienne officielle INA, ne mentionnent pas explicitement Israël. La formule qu'il a employée – les *« nids des Israéliens »* – peut viser tout aussi bien le territoire israélien que l'Arabie saoudite, ses alliés arabes et les forces déployées dans ce pays.

« Si une guerre est déclenchée » contre l'Irak *« les nids de la trahison dans le royaume du mal du traître des Lieux saints, ainsi que ceux qui s'y trouvent, ne seront pas épargnés par la destruction »*, a-t-il dit, faisant allusion à l'Arabie saoudite et au roi Fahd. *« Nous ne disons pas que notre aviation et nos missiles atteindront la Maison Blanche mais ils joueront sûrement leur rôle honorable dans la destruction des forces de l'invasion et du mal »*.

Il a souligné, qu'en cas de guerre contre l'Irak, *« nos forces seront en mesure de porter des coups destructeurs aux nids des Israéliens qui ont joué et continuent à jouer un rôle sournois »* pour *« provoquer cette guerre »*.

M. Tarek Aziz et la « stabilité de la France »

Le porte-parole de la présidence du conseil israélien, M. Avi Pazner, a aussitôt affirmé que *« quiconque s'attaquera à Israël le regrettera amèrement »*, en réponse aux menaces du commandant en chef des forces aériennes irakiennes. *« Nous avons déjà prouvé par le passé que nous étions capables de nous défendre »* a ajouté M. Pazner dont les propos sont rapportés par la radio israélienne. Réagissant également aux propos du commandant irakien, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré que *« personne en Israël ne craint les menaces irakiennes »*. *« Nous continuons de suivre avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation dans le Golfe et nous prenons les précautions nécessaires »*, a poursuivi M. Arens en affirmant que *« Israël n'est pas impliqué dans ce conflit »*.

D'autre part, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz a implicitement menacé certains pays occidentaux d'actes terroristes estimant que l'Irak se considérerait *« libéré de tout engagement moral »* à l'égard de ces pays *« s'il était lui-même menacé »*.

Dans une interview au *Figaro*, M. Aziz déclare, en effet vendredi 31 août : *« Ou bien nous décidons de nous comporter les uns vis-à-vis des autres d'une manière civilisée (...) et alors nous disons que les actes de terrorisme sont à proscrire. (...). Ou bien le peuple arabe est menacé de génocide et alors, pourquoi devrions-nous nous préoccuper des intérêts américains dans la région, pourquoi devrais-je me soucier de la stabilité de la France ? »*

« Si vous utilisez des méthodes impérialistes, si vous menacez l'Irak avec vos navires et vos avions, alors je suis libéré de tout engagement moral à l'égard des gouvernements français, américain ou britannique », ajoute le chef de la diplomatie irakienne. – *(AFP.)*

La tournée européenne du souverain jordanien

Le roi Hussein a exposé à Madrid ses idées pour résoudre la crise

MADRID

de notre correspondant

Le périple européen du roi Hussein de Jordanie s'annonce difficile. Tout au moins si l'on en juge par sa première étape, celle de Madrid, où le souverain a passé cinq heures, jeudi 30 août. Il s'est entretenu avec le roi Juan Carlos, son ami personnel, ainsi qu'avec le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Le monarque jordanien s'est ensuite envolé pour Londres en fin d'après-midi.

De tous les pays de la Communauté, l'Espagne est sans doute traditionnellement le plus proche du monde arabe. Cela n'a pas suffi, toutefois, à rapprocher substantiellement les vues des deux parties. *« Je comprends très clairement la position du gouvernement espagnol et j'espère lui avoir fait comprendre la nôtre »*, n'a pu qu'affirmer en quittant Madrid le souverain jordanien, pour qui les conversations ont été *« très franches »*, ce qui évoque, dans le langage diplomatique, l'existence de sérieuses divergences.

Le roi Hussein espérait-il convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de son plan ? En public, le monarque en a en tout cas nié l'existence même. *« Je n'ai proposé aucun plan de paix, car nous ne sommes pas encore prêts pour présenter un projet de négociations ; je n'ai pas encore exposé mes idées à ce sujet »*, a-t-il assuré. Il a ajouté que son seul objectif, au stade actuel, était de *« poser le problème* (du Koweït) *dans le cadre global de la situation dans la région, afin qu'il soit compris dans son contexte »*.

Qu'il s'agisse ou non d'un véritable *« plan de paix »*, le souverain n'en a pas moins exposé à Madrid ses idées quant à la manière de résoudre la crise du Golfe. Du côté espagnol, on précisait, dans les milieux proches de la présidence, que le roi Hussein s'était déclaré favorable à un retrait du Koweït des troupes de Bagdad, mais à plusieurs conditions : que les intérêts de l'Irak soient pris en compte en ce qui concerne son accès à la mer et aux ressources pétrolières des régions frontalières, notamment. Et qu'une formule soit établie (le monarque n'a apparemment pas évoqué explicitement l'hypothèse d'élections) permettant aux Koweïtiens de décider de leur avenir.

Le roi Hussein a, par ailleurs, amèrement insisté, tant en public qu'en privé, sur la différence d'attitude de l'Occident face aux différents conflits du Proche-Orient. Sans citer nommément le cas des territoires occupés par Israël, il a déploré qu' *« il existe dans la région d'autres conflits à propos desquels les Arabes attendent en vain depuis de longues années que l'on fasse, là aussi, respecter les résolutions des Nations unies »*. M. Felipe Gonzalez n'en a pas moins fait savoir à son interlocuteur que l'Espagne n'entendait pas rompre le consensus communautaire.

THIERRY MALINIAK

LA CRISE DU GOLFE

Le Yémen et le Soudan dans le piège du conflit

Le secrétaire britannique à la défense, M. Tom King, a déclaré jeudi 30 août que *« la présence au Yémen de deux escadrilles d'avions irakiens de combat de type Mig inquiétait sérieusement le gouvernement britannique et pouvait être considérée comme une menace potentielle »*. Sanaa a déjà démenti à plusieurs reprises les informations concernant la présence d'avions militaires irakiens sur ses aérodromes.

La crise internationale provoquée par l'annexion du Koweït par l'Irak a plongé la nouvelle République unifiée du Yémen dans un abîme de perplexité et l'a placée devant un grave dilemme : comment préserver les liens d'amitié avec Bagdad tout en respectant les sanctions décidées par l'ONU ? La position des dirigeants de Sanaa est d'autant plus inconfortable qu'ils occupaient au mois d'août au Conseil de sécurité le siège réservé aux pays arabes. L'attention se portait donc particulièrement sur eux, ce qui a réduit singulièrement leur marge de manœuvre. Le Yémen s'est tiré habilement d'une situation embarrassante en s'abstenant de voter les sanctions, tout en s'engageant solennellement à les mettre en application. Il a cependant clairement laissé entendre que l'acheminement de produits alimentaires et de médicaments vers l'Irak n'entrait pas, selon lui, dans le cadre de l'embargo.

Risques de scission

Les relations Sanaa-Bagdad sont compliquées par le fait que le nouvel Etat yéménite, qui n'a que quelques mois d'existence – l'unification n'a eu lieu que fin mai – semble particulièrement fragile. Des observateurs occidentaux ont cru pouvoir déceler dernièrement quelques différences d'appréciation, voire un début de désaccord entre les dirigeants originaires du Nord et du Sud, actuellement dans le même gouvernement.

Certains sont même allés jusqu'à parler de graves risques de scission au sein de l'équipe au pouvoir. Le rapprochement avec l'Irak fut surtout l'œuvre d'Ali Abdallah Saleh qui a présidé aux destinées de l'ancienne République du Yémen du Nord pendant près de douze ans. Il a réussi à créer avec le président Saddam Hussein de solides liens personnels qui se sont surtout manifestés durant la guerre Irak-Iran.

Le Yémen du Nord a été le seul pays arabe à avoir officiellement participé aux hostilités contre l'Iran en envoyant des troupes régulières et des corps de volontaires recrutés parmi les tribus. L'attitude du Yémen du Sud a été toute différente : au début du conflit ses sympathies allaient plutôt vers Téhéran. Elle a graduellement évolué pour s'aligner finalement sur les positions du Nord, bien qu'Aden n'ait jamais envoyé de soldats combattre sur le front irano-irakien. Parallèlement, les relations avec Bagdad qui, il y a une dizaine d'années, s'étaient gravement détériorées à la suite d'assassinats d'opposants irakiens à Aden, se sont peu à peu normalisées sous l'influence de Sanaa.

En mai dernier, Bagdad fut d'ailleurs la seule capitale arabe à fêter solennellement et avec éclat l'unité entre les deux Yémens. Pour les anciens dirigeants d'Aden, l'alignement sur la politique pro-irakienne de Sanaa a été facilité par la méfiance que les deux Yémens nourrissaient à l'égard de cette Arabie saoudite qui a toujours été hostile à l'idée même d'un Etat yéménite unifié. S'ils peuvent avoir des divergences concernant les relations avec Bagdad, les dirigeants de Sanaa font bloc lorsqu'il s'agit des rapports avec Ryad, qui continue à financer les tribus du Nord dans le but de faire échec à l'unité. Les Yéménites n'oublient surtout pas qu'ils ont un important litige frontalier avec l'Arabie saoudite, qui occupe certaines parties, fort riches en pétrole, de leur territoire dans les trois provinces méridionales saoudites (Jizane, Assir et Najrane).

Aujourd'hui, il n'existe à Sanaa, la capitale du Yémen uni, qu'une seule politique. Les dirigeants du Nord et du Sud, qui forment le nouveau gouvernement, peuvent avoir des points de vue nuancés sur tel ou tel problème, mais l'esprit de compromis, sans lequel l'unification n'eût pas été possible, demeure toujours. Il est même devenu impératif pour la survie de la nouvelle République subitement prise dans la tempête, trois mois à peine après sa naissance.

L'opportunisme de Khartoum

Le problème des relations entre le Soudan et l'Irak est d'un ordre différent. Les rapports entre Khartoum et Bagdad n'ont jamais été au beau fixe. Ils étaient même franchement mauvais au cours des premières années du règne de M. Sadek El Mahdi (1986-1989) qui avait établi des relations privilégiées avec la Libye du colonel Kadhafi et, dans une moindre mesure, avec l'Iran de l'imam Khomeiny.

Le coup d'Etat islamique du 30 juin 1989 a surpris Bagdad comme la plupart des autres capitales arabes qui, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, s'empressèrent de féliciter les nouveaux dirigeants de Khartoum avec l'espoir d'influencer la suite des événements. Seul l'Irak, par le truchement de l'organe du Baas *Al Thawra*, formula de sérieuses réserves sur les orientations de la nouvelle junte, estimant que *« le renversement du gouvernement de Sadek El Mahdi ne pouvait à lui seul résoudre les problèmes »*.

L'attitude du gouvernement irakien était autant dictée par la déception – les officiers baasistes au sein de l'armée soudanaise préparaient eux aussi leur coup mais avaient été pris de vitesse par les putschistes du général Bechir – que par la crainte que les nouveaux maîtres de Khartoum (des islamistes purs et durs) ne soient influencés par Téhéran. En visite officielle à Bagdad, début septembre, le général Bechir réussit à l'issue d'un entretien de six heures avec le président Saddam Hussein à dissiper en partie les appréhensions irakiennes. En échange, il reçut l'assurance d'une importante aide militaire qui viendrait s'ajouter aux armements déjà fournis au cours des derniers mois du règne de Sadek El Mahdi.

Pour Bagdad, il s'agissait aussi bien de contrer l'influence de Téhéran que d'aider un mouvement qui, malgré son caractère islamiste évident, représentait les intérêts du nationalisme arabe menacé par des forces extérieures. Le général Bechir avait apparemment réussi à le convaincre que la rébellion du Sud constituait avant tout une tentative de combattre l'arabisme du Soudan grâce à l'aide fournie par Israël par l'intermédiaire de l'Ethiopie.

Pas d'autre choix

L'aide militaire irakienne n'a pas cessé, malgré un certain refroidissement des relations entre Bagdad et Khartoum à la suite de l'exécution en avril 1990 de vingt-huit officiers, dont huit baasistes. Ces derniers étaient-ils téléguidés par Bagdad ? Peu importe. Pour les militaires de Khartoum, l'important est de ne pas perdre l'appui du seul pays arabe qui, avec la Libye, leur fournit l'armement leur permettant de poursuivre une guerre qu'ils ne peuvent gagner sur le terrain, mais qui a fini par faire capoter toutes les tentatives de négociation avec les rebelles du Sud.

Le général Bechir et ses amis n'avaient donc pas d'autre choix que de soutenir l'Irak dans la crise actuelle. Ils se sont aperçus un peu tard qu'ils avaient misé sur le mauvais cheval. Leur soutien enthousiaste à Bagdad et les manifestations spectaculaires qu'ils ont organisées à Khartoum pour protester contre l'attitude de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe risquent de leur coûter cher. Les Soudanais travaillant dans les pétromonarchies injectaient, bon an mal an, près de 500 millions de dollars dans un pays presque en faillite. La manne risquait de tarir et le général Bechir a donc été contraint de modérer son enthousiasme à l'égard de l'Irak pour stopper le mouvement anti-soudanais qui a commencé à se développer en Arabie saoudite et dans les riches émirats du Golfe.

JEAN GUEYRAS

Les aides koweïtienne et irakienne remises en cause

Les malheurs de Djibouti

La crise du Golfe n'arrange pas les affaires de la République de Djibouti qui, sur les bords de la mer Rouge, bénéficiait des largesses du Koweït et de la sollicitude de l'Irak.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

La crise du Golfe a ruiné le fragile équilibre sur lequel Djibouti fondait sa relative prospérité, relative comparée au dénuement de ses voisins de la corne de l'Afrique. Financés par le Koweït et l'Irak, plusieurs projets de développement ont été abandonnés tandis que la hausse du prix du pétrole menace d'une grave récession ce pays grand comme le petit coin de France qu'il a longtemps été. Une fois de plus, l'ancien Territoire des Afars et des Issas fait les frais de sa situation géographique, au cœur d'une région déchirée par des conflits incessants.

Djibouti supportait déjà le poids des dizaines de milliers de réfugiés qui, ces dernières années, ont fui l'Ethiopie et la Somalie limitrophes. Ces étrangers sans papiers, sans ressources et sans espoir représentent près de 9 % d'une population totale de 510 000 habitants. Et voilà qu'aujourd'hui la crise du Golfe remet en cause des liens de bon voisinage patiemment tissés avec les pays arabes, tous les pays arabes (la population djiboutienne est musulmane dans sa quasi-totalité).

Pourtant, entre sa fidélité à la France et ses entreprenants amis irakiens, Djibouti aurait préféré ne pas avoir à choisir. A quai pour quelque escale technique, le porte-avions *Clemenceau* aurait continué de côtoyer innocemment les cinq vedettes de surveillance côtière offertes récemment par Bagdad. En bons termes elle-même avec l'Irak, la France aurait été mal venue de s'alarmer des avances que le régime de M. Saddàm Hussein faisait depuis quelque temps à la minuscule Djibouti comme à d'autres pays africains (*le Monde* du 25 août).

La crise du Golfe a malheureusement obligé celle-ci à sacrifier son amitié avec l'Irak. Depuis, la position officielle de Djibouti est exactement *« celle des Nations unies »*, a expliqué il y a quelques jours le premier ministre, M. Barkat Gourat Hamadou, qui exprimait le point de vue de son pays en l'absence du président Hassan Gouled Aptidon, en vacances en France. Une position dont il aurait été surprenant qu'elle fût très éloignée de celle des principaux bailleurs de fonds de Djibouti que sont, dans l'ordre, Paris, l'Arabie saoudite et le Koweït.

Projets « compromis »

Djibouti s'inquiète malgré tout d'apparaître comme le principal point d'appui du dispositif français contre l'Irak. Et plus encore de n'avoir pas le choix. Que les quatre mille militaires français stationnés en permanence à Djibouti et leurs familles (deux mille personnes) s'en aillent, que le *Clemenceau* et les quatorze bâtiments déployés par Paris de la mer Rouge au Golfe renoncent à relâcher dans le port, et l'économie djiboutienne serait exsangue.

Pour l'instant, elle risque seulement l'anémie. Ont d'ores et déjà été renvoyées à plus tard la construction d'un collège d'enseignement secondaire et celle d'un centre de formation professionnelle financées par le Koweït. Plus préoccupant à court terme, l'extension du secteur « conteneurs » du port et la modernisation de l'aéroport de Djibouti sont, elles aussi, remises en cause.

Avec l'Arabie saoudite, le Koweït s'était engagé à supporter le coût de tout ou partie de ces projets. L'invasion irakienne a également *« compromis »*, selon les autorités djiboutiennes, la construction de cent cinquante logements sociaux ainsi que la plantation de cinquante-cinq mille palmiers-dattiers qui, les uns et les autres, avaient été promis par Bagdad. Cela fait beaucoup pour un petit pays qui n'a guère de ressources propres et importe la totalité de son énergie dont il voit avec inquiétude flamber les prix.

C'est dire si les autorités djiboutiennes guettent avec anxiété les rebondissements de la crise du Golfe. Véritable poumon de l'économie du pays, qui a fondé sur elle ses maigres espoirs de développement, l'activité portuaire avait déjà passablement souffert des entraves causées à la navigation dans la région par la guerre Iran-Irak.

Les mois qui viennent s'annoncent pires encore. Les bâtiments de guerre et leurs hommes en goguette – français mais aussi américains et italiens, – qui faisaient ces jours-ci escale à Djibouti, y étaient accueillis comme des bienfaiteurs. Mais ils ne remplaceront jamais les navires marchands que Djibouti peut espérer voir affluer de nouveau en grand nombre si jamais la paix revient un jour dans la région.

BERTRAND LE GENDRE

Partager le coût de la crise

Suite de la première page

Et plus, qu'en demandeur, M. Bush s'est présenté comme l'organisateur de l'aide, désignant aussi bien les récipiendaires que les donateurs supposés, en commençant par ceux qui sont les plus riches et qui se sont abstenus d'envoyer des troupes ou des navires dans la région : Japon, Allemagne, Corée du Sud, et en poursuivant par l'Arabie saoudite, les émirats et le *« Koweït libre »*. L'idée est que, pour permettre à l'embargo d'être maintenu le temps nécessaire, il faut que son coût soit supportable pour ceux qui en paient le prix, et donc supporté par les autres.

Blessés dans leur dignité nationale

Pourtant, il est clair que si M. Bush entend, selon son expression, *« aider à déterminer qui doit aider qui »*, il n'oubliera pas de demander une contribution aux frais engagés par les Etats-Unis eux-mêmes : nous allons *« demander un partage du fardeau pour une partie de nos efforts »*, a-t-il explicitement indiqué, tout en récusant l'idée que les troupes américaines puissent du coup apparaître comme des *« mercenaires »*.

Certains élus ont pourtant fort mal pris la chose, comme blessés dans leur dignité nationale : *« La plus grande puissance militaire au monde peut payer ses soldats et devrait le faire »*, s'est écrié le sénateur Leahy, tandis qu'un de ses collègues, également démocrate, le sénateur Kerrey, exprimait plus douloureusement encore le nouveau *« complexe »* américain : *« Je ne veux pas que nos hommes soient payés avec des yens... »* C'est pourtant la préoccupation opposée qui se manifestait le plus clairement ces derniers jours parmi les membres du Congrès, qui l'avaient exprimé au cours de leur rencontre de mercredi avec le président Bush. Certains électeurs, avaient-ils expliqué, commencent à nous demander pourquoi nous devrions envoyer nos *« boys »* se battre pour du pétrole essentiellement destiné à l'approvisionnement de l'Europe et du Japon.

Interrogé à plusieurs reprises, M. Bush s'est refusé à *« chiffrer »* l'addition, et encore moins à préciser qui devrait recevoir quoi. Mais selon la chaîne NBC et le Washington Post, l'effort représenterait 23 milliards de dollars pour la première année, la moitié de cette somme étant prise en charge par les Etats-Unis.

L'une des formes d'aide envisagées par Washington serait l'effacement de la dette militaire de l'Egypte à l'égard des Etats-Unis, qui se monte à 7 milliards de dollars. Le président américain s'est aussi abstenu de critiquer qui que ce soit, et en particulier le Japon et la RFA, même si l'on dit la Maison Blanche un peu déçue par les engagements pris jusqu'à présent par ces deux pays. M. Bush a au contraire rappelé que, la veille, le premier ministre japonais, M. Kaifu, lui avait téléphoné pour lui annoncer *« une contribution significative »* (1 milliard de dollars) et s'était engagé *« à en faire plus pour d'autres pays »*.

Emissaires en Europe

Des émissaires américains de premier plan (le secrétaire d'Etat James Baker et le secrétaire au Trésor Nicholas Brady) vont à présent être envoyés en Europe, au Proche-Orient et en Extrême-Orient pour préciser les intentions américaines et jauger les besoins et les éventuelles contributions. Et dès jeudi M. Bush a commencé à préparer le terrain à sa manière, c'est-à-dire en téléphonant entre autres au chancelier Kohl, au premier ministre turc, M. Ozal, et au président égyptien, M. Moubarak.

Le président américain a profité de sa conférence de presse pour réitérer les buts que se sont fixés les Etats-Unis dans le Golfe, et qui se résument pour l'essentiel à *« effacer les conséquences de l'agression irakienne »*. Cela durera *« le temps qu'il faudra »*, et M. Bush n'a pas manifesté l'intention d'abréger les choses par une attaque contre l'Irak.

Ni l'élimination de Saddam Hussein ni la suppression de la menace représentée par les armes chimiques et les efforts d'acquisition par l'Irak de l'arme nucléaire ne figurent parmi les objectifs déclarés des Etats-Unis.

C'est pourtant ce que réclament à voix de plus en plus haute un certain nombre de commentateurs et d'éditorialistes, et en premier lieu les défenseurs traditionnels des positions israéliennes. Mais M. Bush a tout de même dit, sur un ton un peu badin, que si les Irakiens décidaient de se débarrasser de Saddam Hussein, *« il n'en serait pas déçu »*...

M. Bush s'est aussi efforcé de faire ce qu'on lui reproche beaucoup de n'avoir pas fait, ou du moins pas bien fait jusqu'à présent : expliquer à l'opinion ce qui est en balance dans cette affaire du Golfe, et pourquoi l'Amérique a raison de s'y engager si profondément. Il a donc énuméré différents enjeux, en tête desquels la confiance que doivent inspirer les Etats-Unis à leurs amis et alliés, la *« forme que doit prendre le monde de l'après guerre froide »*, le principe de l'opposition à l'agression, et *« la domination potentielle de sources d'énergie cruciales pour notre monde »*.

Enumérer les enjeux

Mais ceux qui espéraient des paroles éloquentes, allant droit au cœur et à l'imagination, une sorte de discours à la Reagan, ceux-là devront attendre une autre occasion, ou un autre président.

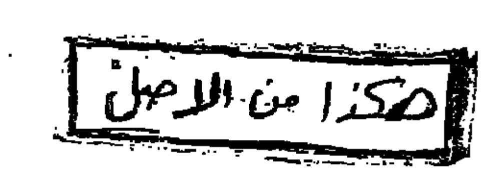
Le président Bush a naturellement été interrogé sur les *« otages »* - les Américains et les autres étrangers retenus contre leur volonté en Irak -, et il a tenu à dire, en termes très clairs, qu'en dépit de tout le *« souci »* qu'il se faisait pour eux il ne permettrait pas que *« la pratique de la prise d'otages détermine la politique des Etats-Unis »*.

Ce qui est conforme à la position régulièrement réitérée par l'administration pour ce qui concerne les otages du Liban, et, font valoir les représentants de l'administration, répond au désir de ne pas répéter les erreurs commises par les présidents Carter et Reagan, qui se sont fourvoyés en diverses circonstances pour avoir pris trop à cœur le sort de captifs américains, que ce soit en Iran ou au Liban.

On a aussi demandé au président américain si la crise actuelle ne lui paraissait pas l'occasion de s'attaquer à la solution du problème palestinien. Il a répondu, en termes très généraux, qu'il y avait *« une réelle chance d'établir un nouvel ordre pacifique »* dans la région, mais il a bien précisé qu'il fallait commencer par résoudre la question posée par l'agression contre le Koweït, et qu'ensuite on verrait.

JAN KRAUZE

SUR
AMMAN
ANKARA
BAGDAD
DJIBOUT
DUBAÏ



LA CRISE DU GOLFE

L'application de l'embargo

Deux cent cinquante navires ont déjà été interceptés par la marine américaine

Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a indiqué jeudi 30 août que quelque 250 navires marchands avaient été interceptés par l'US Navy dans la région du Golfe et dans la mer Rouge depuis l'entrée en vigueur, dimanche, de la résolution de l'ONU autorisant l'usage de la force. Il a précisé qu'à la date de jeudi, moins de dix avaient été effectivement abordés et visités par des marins américains.

Sur ce nombre figurent les deux cargos (un libérien et un sri-lankais), abordés mardi, et deux autres (un panaméen et un autre sri-lankais) qui ont reçu mercredi la visite de marins américains alors qu'ils se dirigeaient vers le port jordanien d'Akaba. Un seul de ces navires, le cargo sri lankais abordé mardi, et qui transportait *« une cargaison autre que des fournitures médicales »* (seules fournitures autorisées par l'ONU) a jusqu'à présent été contraint de rebrousser chemin, a ajouté M. Williams.

Rationnement en Jordanie

Par ailleurs, le déploiement américain en Arabie saoudite se poursuit *« de manière satisfaisante »* selon le porte-parole du Pentagone : en trois semaines les responsables du transport aérien et maritime estiment avoir déplacé plus de soldats et de matériel que ce qui avait été envoyé en Corée au cours des trois premiers mois de conflit. Dix-neuf navires de transport américains sont déjà arrivés en Arabie saoudite et dix autres sont en route. En outre, après l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, le Qatar a, à son tour, autorisé le stationnement d'avions américains sur son sol. M. Williams devait préciser à ce propos que des chasseurs F-16 de la 401e brigade de chasse tactique, basée à Torrejon (Espagne), seraient déployés au Qatar. Le porte-parole du Pentagone a également confirmé le départ pour le Golfe d'unités d'hélicoptères de la 12e brigade d'aviation de combat basée en RFA. Un contingent de 1300 hommes du 5e corps d'armée américain de Francfort a également quitté jeudi la RFA pour l'Arabie saoudite, qu'il devrait rejoindre *via* l'Italie.

De son côté le Portugal a annoncé jeudi qu'il allait envoyer des navires rejoindre la force multinationale dans le Golfe, tandis que le premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis, confirmait le même jour que la frégate *Limnos* appareillerait dimanche pour la Méditerranée orientale.

Parallèlement les premiers effets de l'embargo se sont fait sentir dans plusieurs pays, et en premier chef en Jordanie où les denrées alimentaires de première nécessité seront rationnées à compter du 1er septembre, a confirmé jeudi le ministre jordanien de l'approvisionnement, M. Ibrahim Ayoub.

Ecraser les mouvements de résistance

L'embargo contre l'Irak aurait également déjà fait perdre cette année à l'Union soviétique près de 2 milliards de dollars que Bagdad lui doit au titre des échanges commerciaux de 1990, a révélé jeudi le secrétaire de la commission mixte soviéto-irakienne Boris Agafonov dans la *Pravda*.

Au Koweït où la pénurie alimentaire se serait dangereusement aggravée, les autorités irakiennes auraient commencé à déporter de jeunes Koweïtiens en Irak, dans la région de Bassorah, pour tenter d'enrayer les petits mouvements de résistance qui se sont formés, a déclaré jeudi un haut fonctionnaire de l'émirat parvenu à se réfugier en Arabie saoudite. Ce fonctionnaire affirme avoir eu directement connaissance de l'arrestation et du transfert en Irak d'au moins quatre hommes et de deux femmes, tandis qu'il a entendu parler de nombreux cas similaires. Enfin, les troupes irakiennes d'occupation auraient miné de nombreux puits de pétrole et des installations pétrolières au Koweït, a affirmé jeudi à Singapour le ministre koweïtien du pétrole Rashedb Salem Al-Ameeri, qui effectue une tournée en Asie pour obtenir des soutiens au gouvernement koweïtien en exil. – *(AFP, Reuter.)*

Selon la chaîne de télévision américaine NBC

La CIA et les « bérets verts » soutiennent la résistance koweïtienne

Une armée de résistance koweïtienne, soutenue par la CIA (centrale de renseignement) et les « bérets verts », force spéciale de l'armée de terre américaine, lance quotidiennement des opérations contre les forces d'occupation irakiennes au Koweït, selon la chaîne de télévision NBC. Citant des sources au Pentagone, NBC a indiqué mercredi soir 29 août que cette force tendait des embuscades aux convois irakiens et lançait des opérations de sabotage contre des structures militaires irakiennes. Elle serait installée en Arabie saoudite, à la frontière koweïtienne qu'elle traverserait la nuit pour mener ses opérations.

Cette armée, financée par les Saoudiens et les autorités légales koweïtiennes, est entraînée par les « bérets verts » à la manipulation des armes et aux tactiques d'infiltration. Mais, a précisé NBC, aucun soldat américain ne participe aux combats. La CIA fournit pour sa part des renseignements, des cartes, des cibles, des armes spéciales et du matériel radio, selon les mêmes sources.

Constituée pour l'instant de quelques milliers de soldats koweïtiens qui ont réussi à se réfugier en Arabie saoudite lors de l'avancée irakienne, ainsi que de civils recrutés dans les pays du Golfe, cette armée grossit et pourrait bientôt *« devenir un véritable casse-tête pour Saddam Hussein »*, a déclaré à NBC un responsable du Pentagone qui a requis l'anonymat. – *(AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions en France

Les parlementaires satisfaits de leur réunion d'information avec M. Rocard

La proposition faite par M. Michel Rocard, lundi 27 août, au cours de la session extraordinaire du Parlement, de réunir des représentants des groupes parlementaires afin de les *« informer de tous les aspects de la situation »* dans le Golfe a été concrétisée jeudi 30 août, en fin d'après-midi. Tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat étaient représentés à Matignon (*le Monde* du 31 août) pour la première réunion d'information. Le RPR n'avait *pas lésiné sur* les moyens, *puisqu'il* avait dépêché rue de Varenne les présidents respectifs du groupe sénatorial et de celui de l'Assemblée nationale, MM. Charles Pasqua et Bernard Pons, lesquels étaient accompagnés du secrétaire général du Rassemblement, M. Alain Juppé, et d'un ancien ministre de la défense, le sénateur Yvon Bourges.

La réunion a commencé par une brève intervention de M. Rocard. Le premier ministre a insisté sur le fait que la réunion n'avait en aucun cas comme objectif de rechercher un consensus entre la majorité et l'opposition au sujet de la gestion de la crise du Golfe. Il a indiqué qu'il souhaitait simplement, par ce dialogue, éviter des malentendus dûs à l'absence d'informations, ce dont s'est vivement félicité M. Pons. Cette précaution prise, la réunion s'est poursuivie dans un climat jugé *« très convivial »* par M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat.

Les collaborateurs de M. Rocard, M. Philippe Petit pour les questions diplomatiques, assisté par M. Bernard Kessedjian, directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et le général Jean-Marie Menu, pour la stratégie, ont fait le point de la situation. Après cette présentation qui, de l'avis général, n'a pas été l'occasion de grandes révélations, le premier ministre s'est soumis aux questions des parlementaires.

Tous les sujets ont été évoqués, de la situation des otages à l'efficacité du dispositif militaire français. Les représentants des groupes parlementaires ont également envisagé l'hypothèse d'une *reprise*, en France, d'actes terroristes commandités en sous-main par l'Irak. Ils se sont également interrogés sur la position qu'adopterait la France dans le cas d'une intervention militaire américaine. M. Rocard a convenu qu'il s'agissait là de la question fondamentale. Il a assuré que, dans ce cas de figure, la représentation nationale serait aussitôt informée des choix de la France.

Rien d'un « gadget »

La réunion s'est achevée après plus de deux heures de discussion. *« Il ne s'agit nullement d'un gadget*, estime M. Pierre-André Wiltzer, député, qui représentait l'UDF, *même s'il faudra voir à l'usage. Cette réunion nous permet au moins de poser des questions auxquelles le gouvernement ne pourrait pas répondre si on le faisait publiquement. »*

Le rythme des prochaines réunions n'a pas été établi. En raison du voyage au Chili de M. Rocard du 3 au 5 septembre, les participants, devraient se retrouver jeudi 6 septembre, à 18 heures, pour un nouvel échange d'informations. M. Rocard a indiqué que si la situation l'exigeait, une autre réunion pourrait être organisée par M. Dumas. Le chef du gouvernement n'a d'ailleurs pas hésité à demander les numéros de téléphone de tous les participants qui se sont exécutés de bonne grâce. M. François Mitterrand devait recevoir les chefs des principales formations politiques, samedi 1er et lundi 3 septembre.

M. Valéry Giscard d'Estaing devait être le premier reçu. L'Elysée a modérément apprécié la prestation de l'ancien président de la République, mercredi 29 août sur TF 1. On *considère que le président de l'UDF* a *« fait le brillant »* en procédant à un *« habile mélange »* entre des conseils sur ce qui, en réalité, a déjà été fait et des éléments d'analyse, et qu'il a posé des questions sans apporter de réponses. On estime notamment que M. Giscard d'Estaing donne *« délibérément une mauvaise interprétation »* du terme *« logique de guerre »* et que l'attitude de la France vise précisément à sortir de celle-ci.

G. P.

□ **M. Boucheron (PS) : la crise *« ne peut que se durcir »*.** – M. Jean-Michel Boucheron (PS), président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a jugé mercredi 29 août, à Djibouti, que la crise du Golfe ne pouvait *« que se durcir »*. M. Boucheron, qui conduisait une délégation de parlementaires à bord du porte-avions *Clemenceau*, a estimé que cette crise montrait la nécessité de *« commencer tôt le débat »* sur l'actualisation de la loi de programmation militaire, qui prévoit pour quatre ans les crédits affectés à l'équipement des armées. Il a jugé que ces crédits pourraient être *« légèrement moindres »* qu'ils ne le sont dans l'actuelle loi de programmation, votée à l'automne 1989, mais qu'ils ne sauraient *« décroître en dessous de 3 % du PIB »*.

M. Mauroy ne veut entendre parler ni de « rigueur » ni d'« austérité »

L'université d'été du Parti socialiste a été ouverte jeudi 30 août par M. Pierre Mauroy et devait être close dimanche 2 septembre par M. Michel Rocard. Dans son discours, le premier secrétaire du PS a reconnu qu'il y aurait « une note à payer » pour la crise du Golfe, mais il a réclamé que celle-ci soit « équilibrée ».

LA GARDE-FREINET

de notre envoyé spécial

L'actualité peut bousculer les meilleures prévisions . M. Gérard Lindeperg, le nouveau secrétaire général du PS à la formation, avait souhaité que la traditionnelle université d'été de son parti soit *« autre chose qu'un prétexte de rentrée politique pour les leaders de courant »*. S'il les avait tous conviés dans le village de vacances de La Garde-Freinet (Var), c'était pour réfléchir avec les militants-stagiaires aux grands thèmes qui sous-tendent bien des choix que doivent faire les socialistes depuis qu'ils ont acquis la fameuse *« culture de gouvernement »* : *« les dégâts du libéralisme sauvage »*, *« les conséquences de l'effondrement du modèle communiste »*, les rapports entre *« social-démocratie et socialisme démocratique »* .

La crise du Golfe a bousculé les prévisions. Certes le programme n'a pas été modifié, mais l'analyse de la position française depuis l'invasion du Koweït, les conséquences économiques et donc sociales du conflit, préoccupent chacun . Ainsi M. Pierre Mauroy y a consacré l'essentiel du discours d'ouverture qu'il a prononcé jeudi 30 août .

Toutes les hésitations créées dans les rangs du parti par l'attitude française ne sont probablement pas encore dissipées puisque le premier secrétaire du PS a jugé utile d'expliquer longuement que la position de la France est conforme aux orientations définies depuis longtemps par les socialites en faveur d'un *« ordre international »* et d'une *« sécurité collective »*.

La note à payer

S'il a reconnu que la majorité du parti, au début des années 30, avait été favorable aux thèses pacifistes, il a fait remarquer : *« Nous savons maintenant que ces socialistes-là s'étaient trompés. »* En tout cas, aujourd'hui, M. Mauroy, s'il est *« pour la paix »*, reconnaît *« aux nations le droit de recourir à la force si l'agresseur ne veut pas revenir sur son crime »* .

Toujours optimiste, l'ancien premier ministre assure que dans cette affaire *« les socialistes sont rassemblés sur l'essentiel »*. Le resteront-ils lorsque sera présentée la « note à payer » ? *« Bien sûr qu'il y en aura une*, dit-il. *Mais il ne faut céder ni à l'affrontement ni à la précipitation. »* Pour lui, il est évident qu'elle devra être *« équilibrée »*, pour que les efforts nécessaires *« soient apportés par tous les Français, avec le souci de la justice sociale »*. Il ne veut donc entendre parler ni d' *« austérité »* ni de *« rigueur »*, mais simplement de « discipline ». Pourtant, il reconnaît qu'il ne peut être question de *« remettre en cause la politique suivie depuis 1982-1983 »*. Il faut donc éviter un redémarrage de l'inflation et une chute de l'investissement. Il est ainsi prêt à soutenir celui-ci par *« des mesures sélectives »* ; il s'étonne toutefois que puisse d'ores et déjà être annoncé un accroissement de la diminution de l'impôt sur les sociétés, puisqu'il pense qu'il ne faut pas se précipiter, les différentes hypothèses d'évolution économique restant encore très aléatoires.

De même pour la contribution sociale généralisée, M. Mauroy ne voit pas en quoi la crise du Golfe pourrait amener à revenir sur les choix déjà faits. Il continue à penser que c'est une *« réforme nécessaire »* qui va *« dans le sens de ce que veulent les socialistes »*. Il souhaite donc qu'elle soit *« retenue »*, même s'il reconnaît qu'il faut encore *« en discuter »* ; car il ne faut pas *« avoir seulement un esprit de gestion, il faut garder un esprit de réforme »*. Malheureusement, M. Pierre Bérégovoy ne devait pas venir à cette université d'été. Les militants-stagiaires ne peuvent donc pas vérifier si, sur les conséquences financières de la crise du Golfe, les socialistes sont « rassemblés ».

THIERRY BRÉHIER

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Frontières

DANS ce conflit du Golfe (expression des plus réductrices qu'il conviendrait d'éclairer), le droit est invoqué de manière si persistante, pour ne pas dire si hautaine, de la part de ceux qui affirment l'avoir seul pour eux, qu'il ferait presque figure d'écran de fumée. Si le droit occupe tant de place dans cette épreuve de force, encore faudrait-il savoir quelle en est la portée, quel en est le crédit, afin qu'il n'apparaisse pas comme une incantation.

Allons au plus simple et au moins contestable, droit et morale mêlés : les ambassadeurs et les otages. Le respect des premiers, dans les pays où ils sont dépêchés, est l'un des premiers acquis du droit dit international. Depuis les temps immémoriaux, les ambassadeurs sont tenus pour sacrés, ce qui n'a pas toujours empêché qu'ils fussent victimes de... sacrilèges plus ou moins appuyés.

Jadis, c'est-à-dire il y a vraiment très longtemps, il en allait de même des otages, à ceci près qu'ils étaient volontaires et valaient témoignages de bonne foi. Pour garantir l'exécution du traité de Madrid, en 1526, qui fait suite au désastre de Pavie l'année précédente, *(« Tout est perdu, fors l'honneur »)*, François Ier remet ses deux fils en otages à l'Espagne.

Mais tout cela sentait fort son hypocrisie et il y a plus de vérité dans le mariage contemporain des otages avec les représailles. C'est ce qui se passa sous la Commune, ou durant la deuxième guerre mondiale. Les otages, alors, ne sont dejà plus des hôtes et ne sont pas abrités dans des palais. On les tue.

Contre cela, les textes contemporains élaborés sous l'égide des Nations unies sont de peu d'effet. La convention internationale de 1979 sur le sujet ne se borne pas à un article unique, la prise d'otages, elle est longue et empêtrée ; c'est peut-être plus compliqué qu'on ne voudrait.

Comme l'écrit un auteur du dix-neuvième *siècle qui reste d'actualité : « Presque tout est violent et grossier dans le droit de la guerre. »* Il est d'abord celui du camp qui est maître du terrain, autrement dit de son bon vouloir.

⁂

SUR tous les autres sujets qui naissent d'un conflit de souveraineté armé (ce *qui est aussi une définition* de la guerre), il ne sort rien d'évident du droit international, et surtout rien d'indiscutable.

Si, aux termes d'un discours dont il faut souligner la qualité, la rigueur et l'absence d'esquive, le premier ministre français était fondé à dire qu'il ne s'agissait pas d'un affrontement entre pays riches et pays pauvres, ni entre le Nord et le Sud, pas davantage entre nations arabes et d'autres qui ne le sont pas, non plus qu'entre musulmans et « gentils », il ne peut être dissimulé que c'est un conflit entre des pays « faits » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) ou « refaits » (Egypte après la restitution du Sinaï) et un pays qui s'estime inachevé. C'est la question des frontières, de *laquelle découle la question* sur le droit de conquête.

Le paradoxe, et c'est peu dire, vient de ce *que les Etats qui sont aujourd'hui au premier* rang du front contre la conquête irakienne se sont bâtis par le fer et le feu.

S'il y a une légende de la « conquête de l'Ouest » aux Etats-Unis, elle ne relève pas seulement de la veillée des chaumières. Lorsque *Louis XI s'empare de la Bourgogne* à la mort de Charles le Téméraire, il annexe un Etat guère moins indépendant du roi de France *que ne l'est aujourd'hui* le Canada vis-à-vis de la reine d'Angleterre.

Louis XIV s'appropriant la Franche-Comté (après les tentatives infructueuses de son père et de son grand-père) ou Victor Emmanuel II mettant la main sur les Etats pontificaux, en *1870*, n'étendent pas leurs possessions autrement que par la conquête, c'est-à-dire par la plus absolue des violations *de souveraineté. Les Etats « achevés » se* sont constitués par la force bien plutôt que par le droit.

La question est dès lors celle-ci : les frontières des Etats du globe, les plus instables comme les plus récentes, sont-elles fixées pour l'éternité ? S'il y a *lieu*, pour un pays, d'être mal content des siennes ou de considérer que la paix qui lui est imposée est territo*rialement illégitime, le droit de conquête lui* est-il fermé ? Peut-on, sans illusions, le croire ? Sans hypocrisie le soutenir ?

C'EST pourtant à cela que se sont résolus, avec le chœur des autres nations respectueuses de la charte des *Nations unies, la Syrie dont il faudrait croire* qu'elle a reçu un pan du Liban en cadeau de Noël, Israël qui aurait gagné les « territoires *occupés » à la loterie et la Chine qui devrait le* Tibet à la générosité d'un oncle d'Amérique.

Il n'est pas jusqu'à la position de l'Alle*magne (encore) de l'Ouest qui ne puisse faire* sourire alors que, voilà si peu de temps, M. Helmut Kohl rechignait à reconnaître la *frontière Oder-Neisse comme devant être, à* l'Est, celle de l'Allemagne réunifiée.

N'est-ce pas à cette occasion que la Pologne avait prononcé le mot de *« guerre »* dans l'hypothèse où M. Kohl serait revenu sur la reconnaissance de cette frontière par le chancelier Willy Brandt en décembre 1970 ?

Lorsque M. Edouard Balladur, répondant à M. Michel Rocard à la tribune de l'Assemblée nationale, a cité la Constitution selon laquelle, depuis 1946, *« la République (...) n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête »*, il ne peut pas ne pas convenir que cette formulation est un engagement unilatéral, qu'elle n'est même pas une condamnation, autre que très implicite, encore moins *une interdiction pour autrui.*

Plus : un tantinet de mauvaise foi suffirait pour se demander s'il n'y avait pas comme un *petit parfum de (re)-conquête dans les opéra*tions militaires menées par la France, de 1946 à 1962 en Indochine puis en Algérie face aux peuples qui en étaient les indigènes ?

⁂

LE comportement, actuel et passé, de M. Saddam Hussein remet en mémoire *une anecdote qui courait du temps de* John Kennedy. Comme un de ses conseillers lui reprochait de soutenir un dictateur qui était *« un salaud »*, le président des Etats-Unis avait rétorqué : *« Oui, mais c'est* notre *salaud. »*

Il y a bien longtemps que M. Saddam Hussein était *« un salaud »* ; mais comme c'était *« notre salaud »*, et celui de l'URSS, et celui de quelques autres, nul ne trouvait à redire. Même lorsqu'il balançait des armes chimi*ques, lesquelles demeuraient tout à fait tolérables* lorsqu'elles atteignaient des Kurdes et des Iraniens, des déshérités qui n'étaient à *personne et des salauds qui n'étaient pas les* nôtres.

Et puis, n'est-ce pas ? s'il y a une activité qui se doit d'être politiquement neutre, c'est bien celle de commerçant. Fût-ce avec une ardoise, *M. Saddam Hussein était un client.*

Il n'y a pas de quoi ironiser. Tout autant que l'interrogation sur le droit de conquête, qui ne peut être balayée d'un revers de main, c'est la neutralité politique du commerçant qui est maintenant sur la sellette, *a fortiori* lorsque son commerce est celui des armes. Le conflit du Golfe montre qu'il n'est pas seulement « pas bien », mais aussi dangereux, y compris pour le vendeur, de vendre n'importe quoi à n'importe qui.

Pourtant, et rien moins qu'accessoirement, ce conflit, n'en déplaise aux Verts, ne plaide pas précisément pour un désarmement unilatéral et *M. Mitterrand* était plus que dans le vrai en rappelant, le 16 septembre 1989, à Valmy : *« Le vide des armes appelle l'ingérence extérieure »* ; en termes moins diplomatiques : l'invasion, la conquête.

Est-ce contre un tel risque de contagion que se sont levées les Nations unies ? On serait plus certain qu'il ne s'agit que de cela si les hasards d'une recherche n'avaient pas fait ressortir des archives un texte contenant la phrase suivante : *« Si Bagdad contrôlait les gisements du Koweït, l'Irak pourrait non seulement dicter sa loi dans le golfe Persique, mais aussi jouer un rôle déterminant sur le marché pétrolier mondial. »*

Cette phrase figurait dans le « Bulletin de l'étranger » publié dans *le Monde* du 27 juin *1961 et intitulé « Convoitises irakiennes »*. Y a-t-il un mot à changer dans ce texte vieux de vingt-neuf ans ? Le discours actuel sur l'injure *faite au droit en est bien affadi. Une guerre* n'est-elle d'ailleurs pas par nature une lutte du droit et de la force, le premier ne pouvant *l'emporter qu'avec les moyens de la* seconde ?

Au Front national

M. Sergent persiste à se démarquer des positions de M. Le Pen

TOURS

de notre envoyé spécial

M. Pierre Sergent est avant tout un soldat. A la retraite, certes. L'ancien responsable de l'OAS-métropole n'a *« pas d'états d'âme »*, mais, comme il se plaît à le dire, *« des états de service »*. Membre du bureau politique du Front national, il a fait une arrivée remarquée à l'université d'été du parti d'extrême droite, jeudi 30 août, à Tours (Indre-et-Loire).

Le capitaine Sergent sentait le soufre, précédé qu'il était de déclarations peu conformes à la ligne de la maison. Il s'était démarqué, mardi sur France-Inter, de *« certaines expressions »* du chef du Front qui, selon lui, allaient au-delà de la résolution du bureau politique fixant la position du parti sur la crise du Golfe. *Il avait précisé sa pensée* le lendemain sur FR 3 : *« Il faut que nous soyons bien clairs dans nos positions. Cela me gênerait énormément que le FN apparaisse comme pro-irakien et que nous nous désolidarisions de nos soldats. »* Le message du conseiller régional de Midi-Pyrénées et conseiller municipal de Perpignan (Pyrénées-Orientales) était on ne peut plus clair : il suffisait de lire chacune de ses remarques à l'envers.

Sa sortie a provoqué un branle-bas de combat parmi les dirigeants. MM. Bruno Mégret, délégué général, Carl Lang, secrétaire général, Bernard Antony, organisateur de l'université, étaient en conciliabule permanent, tandis que M. Jean-Marie Le Pen ne cessait de téléphoner de La Trinité-sur-Mer (Morbihan). Le président du FN a finalement rejoint, dès mercredi soir, le théâtre des opérations pour resserrer quelques boulons.

Ses lieutenants avaient déjà commencé le travail. Selon le bon principe qui n'autorise à laver son linge qu'en famille, ordre a été intimé à M. Sergent de s'abstenir, durant sa table ronde sur la politique de défense, de répondre à d'éventuelles questions de cadres sur l'affaire du Golfe, pour éviter de faire une « affaire Sergent ». Discipliné, le capitaine, qui n'envisage pas de donner sa démission, est rentré dans le rang : il a été chaperonné, tout au long de sa conférence, par M. Antony, assis à côté de lui.

« La France est concernée »

Il reste que les dirigeants du Front n'ont pu empêcher le capitaine d'émettre ses réserves au cours d'une conférence de presse informelle. Elles ne sont pas minces. *« Nos intérêts directs ne sont pas concernés »*, mais *« la France est concernée »*, remarque M. Sergent, contrairement à M. Le Pen. Alors que le président du Front national rejette la notion de droit international pour *« ne pas avoir à se lamenter sur les frontières de feu le Koweït »*, M. Sergent accepte ladite notion.

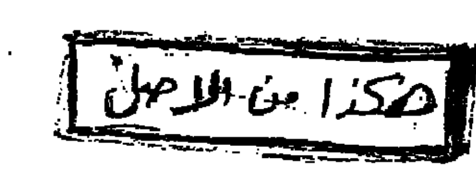
Si l'on ajoute que l'élu de Perpignan ne prise guère les formules à l'emporte-pièce de M. Le Pen (1), car *« une petite phrase ne forme pas forcément une grande politique »*, on mesure que les réserves, mises bout à bout, prennent l'allure d'une divergence d'appréciation.

Les dirigeants d'extrême droite subissent la pression invisible de leur électorat. Ainsi, les résultats détaillés d'un sondage de la SOFRES publié dans *le Figaro*, jeudi 30 août (2), montrent que, réserve faite quant à l'importance de l'échantillon, les électeurs du Front sont plus nombreux que la semaine précédente (56 % au lieu de 39 %) à approuver M. Mitterrand. *« Je ne veux pas que mon nom soit lié à un appui à Saddam Hussein »*, confiait M. Sergent. Il eut sans doute été préférable pour lui de s'en apercevoir lors de la dernière réunion du bureau politique, lorsque M. Le Pen a présenté, seul, un plan de paix qui fait la part belle au dictateur de Bagdad.

OLIVIER BIFFAUD

(1) « Qu'allons-nous faire dans ce bourbier », avait déclaré récemment M. Le Pen au *Figaro* pour dénoncer *« l'engagement français dans une aventure inconsidérée »*.

(2) Sondage réalisé le 28 août auprès de huit cents personnes.



EUROPE

ALLEMAGNE : après un accord de dernière minute sur l'avortement

Le traité d'unification entre la RFA et la RDA est signé à Berlin

Un obstacle inattendu a failli, jeudi 30 août, empêcher la conclusion d'un accord définitif entre Bonn et Berlin-Est sur le contenu du traité d'unification réglant les modalités de l'adhésion, le 3 octobre prochain, de la République démocratique allemande à la République fédérale : le sort à réserver aux archives de la police politique est-allemande (Stasi). Par un vote à la quasi-unanimité, la Chambre du peuple s'est en effet opposée au transfert de ces dossiers aux archives fédérales de Coblence. La solution de ce problème ayant été reportée à plus tard et un compromis étant aussi intervenu sur la question de l'avortement, le traité d'unification a été signé vendredi après-midi 31 août à Berlin.

BONN

de notre correspondant

Les députés est-allemands estimaient que les documents de la *Stasi, qui* concernent plus de six millions de citoyens est-allemands, devaient rester sur le territoire de la RDA et sous la responsabilité politique des Länder orientaux. Mandat était alors donné au négociateur est-allemand, M. Günter Krause, de régler cette question avec le ministre ouest-allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schauble, faute de quoi le Parlement de Berlin-Est repousserait le traité.

Une peur panique s'était emparée de la plupart des députés est-allemands *de voir* les dossiers les concernant tomber entre les mains d'une administration sur laquelle il n'aurait plus aucun contrôle – voire *dans celles des services de renseignements* fédéraux. MM. Krause et Schauble appliquèrent alors dans la nuit de jeudi à vendredi la méthode *magique permettant, d'écarter* les obstacles : tout restera en l'état jusqu'à ce que le Parlement de l'Allemagne unifiée en décide autrement.

Cette attitude a également prévalu pour la conclusion *in extremis* d'un accord entre la majorité et l'opposition social-démocrate sur le problème de la réglementation de l'interruption de grossesse. Les législations existant dans chacune des parties du pays resteront en vigueur pendant une période transitoire de deux ans, les deux parties s'engageant à élaborer et voter dans ce laps de temps une nouvelle loi *s'appliquant à toute l'Allemagne.* Les chrétiens-démocrates avaient fait un pas en direction du SPD et des libéraux, en renonçant à faire poursuivre par la justice les femmes demeurant en RFA qui iraient se faire avorter sur le territoire de l'ex-RDA, où l'IVG peut être pratiquée sur seule décision de la femme pen*dant les douze premières semaines* de la grossesse. Le SPD, de son côté, est revenu sur son exigence de porter à cinq ans cette période transi*toire, mais a tenu en revanche* à faire préciser que, si une nouvelle loi ne pouvait être votée dans les délais fixés, la réglementation resterait sans changement sur le territoire de l'ancienne RDA.

Les finances des Länder

Faisant suite au traité instituant l'union économique, sociale et monétaire signé le 18 mai dernier et entré en vigueur le 1er juillet, ce traité d'unification parachève le cadre constitutionnel et juridique de l'unité allemande. Comportant un préambule et quarante-cinq articles, il définit les conditions de l'intégration d'un Etat et d'une économie centralisés dans la structure fédérale définie par la Loi fondamentale ouest-allemande. Tous les aspects, ou presque, de la vie politique et sociale sont abordés, de la répartition des ressources fiscales de l'Etat *et des Länder, jusqu'aux affectations* d'institutions spécifiques à la RDA.

Ainsi, par exemple, est garanti par le traité le maintien de l'institut de recherche sur la culture physique de *Leipzig et du laboratoire de contrôle* anti-dopage de Kreischa près de Dresde. C'est dire que ce traité va fort loin dans les détails, et s'efforce *de répondre par avance à nombre de* difficultés qui ne peuvent manquer de surgir lors de cette fusion de deux systèmes qui se sont opposés *pendant quarante* ans.

Sur le plan économique et social, le traité prévoit pour les cinq Lander établis sur le territoire de la RDA un traitement spécifique qui tient compte de leur besoin de financement pour les cinq prochaines années : durant cette période, Länder et collectivités *locales recevront une proportion* plus importante de l'impôt sur le revenu et de la TVA que leurs homologues occidentaux. La ques*tion, très controversée, de la pro*priété foncière a été réglée dans un sens souhaité par l'opposition social-démocrate. Les expropriations effec*tuées entre 1945 et 1949 sous* l'administration militaire soviétique ne seront pas remises en question. Les biens revendiqués par des ressortissants ouest-allemands *sur* le territoire de l'ex-RDA ouvriront des droits à dédommagement s'ils ont été confisqués ou occupés après 1949, mais ne reviendront pas automatiquement à leurs anciens propriétaires. On veut ainsi éviter des conflits juridiques interminables entre des Allemands de l'Est *ayant* construit de bonne foi leur maison sur un terrain mis à leur disposition par l'ancienne administration et des Allemands de l'Ouest *revendiquant* ce terrain... Il s'agit également de donner aux investisseurs potentiels – ils ne se précipitent pas pour l'instant en RDA – l'assurance *que* leurs acquisitions foncières ne risquent pas d'être remises en cause.

Controverse autour de la capitale

D'autres questions, tout aussi controversées, restent cependant ouvertes, comme celle de l'avenir de Berlin. L'article 2 du traité stipule bien que *« Berlin est la capitale de l'Allemagne »,* mais ajoute aussitôt : *« La question du siège du Parlement et du gouvernement sera tranchée après la réalisation de l'unité de l'Allemagne. »* Voilà qui promet de belles empoignades dans le nouveau Parlement allemand : Berlin et son bourgmestre se heurtent à une coalition des partisans de Bonn où l'on retrouve presque tous les ministres-présidents des Länder, qu'ils soient SPD ou CDU.

« La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande décident dans le cadre d'une libre autodétermination de parachever l'unité de l'Allemagne dans la paix et la liberté comme membre à part entière de la communauté des peuples », affirme le préambule de ce traité.

Les dirigeants ouest-allemands et les responsables est-allemands issus des premières élections libres *en* RDA souhaitaient que cette union se fasse dans la dignité, et n'apparaisse pas, aux yeux de la population allemande mais aussi de l'étranger, comme un *Anschluss* pur et simple d'une RDA en pleine déconfiture. Il s'en est fallu de peu que, mus par des soucis de tactique électorale, les responsables *allemands* ne jettent *une ombre* sur cette journée du 3 octobre 1990, qui, fête nationale enfin incontestée, sera à l'avenir commémorée chaque année.

LUC ROSENZWEIG

Un engagement de Bonn et de Berlin-Est devant la conférence de Vienne

L'armée de l'Allemagne unifiée ne dépassera pas 370 000 hommes

La RFA s'est engagée formellement jeudi 30 août, *devant* la conférence sur les forces *conventionnelles* en Europe (CFE) à réduire à 370 000 hommes les effectifs de l'armée de la future Allemagne unifiée. Une déclaration en ce sens, faite à Vienne par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a reçu le soutien de M. Lothar de Maizière, chef du gouvernement est-allemand qui a également pris la parole devant la conférence.

VIENNE

de notre correspondante

La réduction de près de moitié des effectifs actuels des armées de la RFA et de la RDA (environ *600 000 hommes) devrait* commencer dès l'entrée en vigueur du premier accord sur le désarmement conventionnel, dont la signature est attendue d'ici le sommet de la CSCE à Paris en novembre et être *réalisée en trois ou quatre ans. Sur* ces *370 000* hommes, 345 000 appartiendront aux forces terrestres et aériennes, qui seules font l'objet des négociations de désarmement de Vienne (les forces navales n'en font pas partie).

La démarche de Bonn découle de l'accord conclu entre MM. Kohl et Gorbatchev le 16 juillet dernier à Jeleznovodsk, dans le Caucase, par lequel l'Union soviétique avait accepté l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'alliance atlantique.

Mais cet engagement unilatéral de l'Allemagne n'est pas une démarche isolée. L'OTAN a soumis en même temps, jeudi à Vienne, une proposition selon laquelle le premier accord de désarmement devrait engager ses signataires à réduire par la suite les effectifs de toutes les forces armées en *Europe* et à renoncer pendant la durée des négociations à augmenter les effectifs de leurs armées. Les négociations à ce sujet devraient s'ouvrir immédiatement après le *sommet de* Paris.

Les effectifs en Europe centrale

Le chef de la délégation soviétique, M. Grinevski a salué l'engagement de l'Allemagne et a favorablement accueilli la proposition de l'OTAN. En même temps, il a annoncé *que son gouvernement « retirait »* la proposition soviétique de février dernier concernant la réduction, pour chacune des alliances, à *700 000 ou 750 000* hommes, des effectifs en Europe centrale.

Affirmant que, compte tenu de l'unification de l'Allemagne, de son inclusion dans l'OTAN et du retrait des troupes soviétiques d'Europe centrale, *il y aura un « déséquilibre d'environ 2 contre 1 en faveur de l'Occident »,* M. Grinevski a proposé de limiter dans cette zone les plafonds des deux alliances au nombre dont le pacte de Varsovie *disposerait de fait* dans *cette région,* soit 4 000 à 4 500 chars, 6 000 véhicules blindés de combat et 3 500 pièces d'artillerie.

WALTRAUD BARYLI

URSS : importante réunion à Moscou

M. Gorbatchev favorable à une transition très rapide vers l'économie de marché

Après plusieurs années de tergiversations, l'Union soviétique pourrait être sur le point d'engager un programme de transition rapide vers l'économie de marché. C'est du moins ce que laissent à penser les conclusions d'une réunion conjointe du Conseil présidentiel et du Conseil de la fédération de Russie tenue à Moscou, jeudi 30 août.

Selon la télévision soviétique, ces deux instances auraient en effet retenu le projet de réformes économiques défini par une commission *conjointe formée début août,* et présidée par MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, le leader de la fédération de Russie. Une telle décision constituerait un désaveu du premier ministre, M. Nikolaï Ryjkov, *dont un timide projet* de réforme avait été rejeté par le Parlement en mai dernier ; le premier ministre devait en principe présenter un nouveau projet en septembre.

Si les idées de MM. Gorbatchev *et Eltsine étaient retenues, deux évolutions majeures* seraient entérinées. Ce projet prend en effet en compte pour la première fois le rythme d'évolution des différentes Républiques soviétiques. *C*'est sur *la base d'un nouveau traité* régissant les relations économiques entre Républiques souveraines que les dirigeants des quinze entités choisiraient de préparer l'avènement d'une économie de marché. Rien n'empêcherait donc en théorie certaines Républiques d'avancer plus vite que les autres.

Ce projet consacrerait aussi le passage à l'économie de marché bien plus rapidement que ne le prévoyait M. Ryjkov. *Les détails* du projet ne sont pas encore connus, mais ils s'inspirent très vraisemblablement du *« programme des cinq cents jours »* formulé par M. Eltsine *pour la fédération* de Russie *(le Monde* du 22 juillet). En l'espace d'une année et demie, une grande partie des biens industriels et agricoles seraient privatisés, les prix seraient libérés, un nouveau système de protection sociale mis en place. Contrairement au projet de M. Ryjkov, *la libéralisation des* prix n'interviendrait pas au début du processus, mais seulement une fois la libéralisation entamée.

Protestations et révolte

Il est trop tôt pour dire si les réunions qui se tiennent ces jours-ci à Moscou marquent le début d'une véritable réconciliation entre MM. Gorbatchev et Eltsine sur le terrain économique. On ne connaît pas encore la réaction de M. Ryjkov. Mais il avait affirmé à la mi-août que *« s'il s'avère que M. Eltsine a raison* [en ce qui concerne la forme du passage au marché] *alors, le gouvernement devra démissionner ».*

Il paraît en tout cas acquis que toute idée de passage très progressif au marché est abandonnée. Durant l'été, d'ailleurs, plusieurs décrets allant dans le sens d'une libéralisation rapide de l'économie *ont été publiés à Moscou.* L'un, instituant un « fonds de la propriété d'Etat soviétique » chargé de la privatisation de ces biens ; un *texte prévoit que les étrangers* pourront acquérir des entreprises du pays à hauteur de 100 %, et un troisième autorise les particuliers soviétiques à détenir des devises.

Aucune réforme économique ne sera possible sans le soutien de la population, qui multiplie actuellement les actes de protestation et de révolte contre la dégradation de la situation *économique.* On l'a vu récemment lors des émeutes provoquées par les pénuries de cigarettes.

M. Gorbatchev n'a pas hésité à déclarer le 30 août, lors de la réunion des conseils, que *« certains se demandent si la direction actuelle n'a pas plongé le pays dans une nouvelle expérience mortelle »,* ajoutant que *« tourner la loi est devenu un sport national. Si nous ne mettons pas fin résolument à cette tendance, elle pourrait provoquer la faillite de l'économie et l'affaissement de l'Etat ».*

F. L.

Les cercles de la réforme

Plusieurs cercles officiels ou officieux travaillent sur les réformes économiques à l'échelon national. Le plus ancien, mis en place en juillet 1989, est la Com*mission d'Etat pour la réforme économique présidée par Léonide* Abalkine, dont la principale réussite est d'avoir fait admettre le concept de réforme économique.

Le plus proche du soleil est le Conseil présidentiel, constitué par M. Gorbatchev au printemps : on y trouve *notamment* le *président du Gosplan, M. Maslioukov, et* l'économiste Chataline. Semi-officiel est le groupe dit des Sosni (Les Pins), une maison de repos où ont planché au mois d'août les *principaux ministres économiques sous la houlette de M. Ryjkov.* A l'échelon de la République de Russie, le Conseil supérieur de l'économie, présidé par M. Botcharov, *a élaboré le « programme des cinq cents jours ».*

Le conseil des ministres a créé une Commission d'Etat pour la réforme économique qui pourrait être le pendant russe de la commission Abalkine. *Par ailleurs, le ministre des finances, M. Fiodorov,* aurait lui aussi formé un groupe de réflexion au cours de l'été.

Enfin – synthèse politique – MM. Gorbatchev et Eltsine ont *constitué au début du mois d'août* l'« Union des leaders », qui compte actuellement treize personnes mais s'ouvrirait bientôt aux représentants des différentes Républiques.

□ **La pénurie de tabac coûte son poste à un vice-premier ministre.** – M. Mikhaïl Gorbatchev a limogé jeudi 30 août, par décret présiden*tiel, un de ses vice-premiers ministres,* M. Vladilen Nikitine, jugé responsable de la pénurie de cigarettes qui provoque la colère de la population soviétique depuis plusieurs semaines. – *(AFP, UPI.)*

□ **Un nouveau porte-parole pour M. Gorbatchev.** – *M. Vitali Ignatenko,* rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Temps nouveaux,* vient d'être nommé assistant du président de l'URSS – poste nouvellement créé – et responsable de son *service de presse, en remplacement* de M. Arkadi Maslennikov, qui retourne au service de presse du Soviet suprême, a indiqué l'agence *Novosti.*

□ **M. Reagan va rencontrer *M. Gorbatchev et d'autres dirigeants* européens.** – L'ancien président américain Ronald Reagan entamera le mois prochain une visite en Europe et rencontrera notamment Mikhaïl Gorbatchev, les dirigeants des deux Allemagnes et M. Lech Walesa, a annoncé *jeudi 30 août son attaché* de presse. M. Reagan, accompagné de sa femme Nancy, doit aussi s'entretenir avec le pape et les diri*geants italiens, lors de la dernière* étape de ce voyage de onze jours qui débutera le 10 septembre. – *(Reuter.)*

□ **Le fils de Khrouchtchev va diriger *un séminaire à Harvard.*** – *M.* Serguei Khrouchtchev, le fils de M. Nikita Khrouchtchev, va mener des recherches et diriger un séminaire à l'automne à l'Institut politique de l'université d'Harvard, a annoncé jeudi 30 août cet établissement. Serguei Khrouchtchev, qui est agé de cinquante-cinq ans, et *un de ses concitoyens, M. Melor* Sturua, ancien responsable du journal les *Izvestia* à Washington, seront les premiers Soviétiques à *être invités par l'Institut.* *(AFP.)*

ALBANIE : selon Leka Ier

Un massacre aurait eu lieu à Tirana au début du mois de juillet

Trois cent quatre-vingts personnes environ auraient été tuées, lundi 2 juillet, en Albanie, lors d'une manifestation, a affirmé jeudi 30 août au cours *d'une conférence de presse à Créteil,* le roi Leka Ier d'Albanie. Selon le prétendant au trône, qui vit généralement en exil en Afrique du Sud, la police secrète aurait chargé à Tirana sur *« la ruée de réfugiés qui prenaient d'assaut les ambassades ».* Près de quatre-vingts protestataires auraient été exécutés sur place, tandis que les autres auraient été transportés par camions près du mont Dajti, tués et jetés dans des *« fosses communes mal recouvertes ».*

Les autorités ont expliqué aux familles des disparus qu'ils faisaient partie des cinq mille Albanais partis se réfugier à l'Ouest. Les ambassades à Tirana n'ont néanmoins jamais fait état de ces événements, ce dont s'étonne Leka Ier, qui estime *que* des agents *« téléguidés par la Sigurimi »* auraient *« infiltré »* la masse des réfugiés, dont les 543 Albanais arrivés récemment en France. *« Tout a été très bien arrangé par les autorités albanaises pour mettre les réfugiés dans une situation difficile »,* affirme-t-il à partir de témoignages.

Estimant qu' *« après quarante-cinq ans de pression sur le peuple albanais, le régime est dans le désarroi »,* Leka Ier a lancé, en albanais, un message à ses compatriotes : *« Attendez le signal pour faire tomber ce régime qui a tué tant des nôtres ! »*

L'armée nationale arménienne a annoncé sa dissolution

L'Armée nationale arménienne (ANA), mouvement militaire nationaliste, a annoncé jeudi 30 août sa dissolution après la prise de son quartier général à Erevan par les troupes du ministère de l'intérieur, a rapporté l'agence Tass. Deux dirigeants de l'ANA, Razmik Vasiliyan et Vartan Vartanyan, sont apparus à la télévision pour annoncer la dissolution du groupe et demander à *tous* ses membres de rendre leurs armes et d'aider au maintien de l'ordre, ajoute l'agence.

La dissolution de l'ANA constitue une victoire pour les dirigeants arméniens *qui tentent de mettre* fin aux agissements des groupes paramilitaires, responsables de la mort de six personnes, dont un député, lors d'affrontements dans *la nuit de mardi à mercredi.*

Les soldats ont investi à l'aube les locaux de l'ANA, au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence par le Parlement de la République d'Arménie (*le Monde* du *31 août). Une cinquantaine de* militants armés ont réussi à prendre la fuite avant l'intervention des soldats, alors que les autres se sont *rendus sans tirer un seul coup de* feu, a déclaré le président de la République d'Arménie, M. Levon Ter-Petrossian, devant le Parlement. *Plus d'une demi-tonne de munitions* et des armes ont été saisies lors de l'opération. – *(Reuter.)*

BULGARIE

M. Andreï Loukanov est chargé de former le prochain gouvernement

Le premier ministre bulgare sortant, M. Andreï Loukanov, a été *chargé jeudi 30 août de former* le nouveau gouvernement sur proposition du Président de la République, M. Jélio Jelev.

Membre du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), M. Loukanov était depuis février dernier à la tête d'un gouvernement composé exclusivement de communistes, *mais avait présenté sa démission le* 7 août dernier à la suite des élections législatives de juin. Il accepte aujourd'hui de former un cabinet de *« confiance nationale »* qu'il souhaite *voir soutenu par toutes les forces* représentées au Parlement. La désignation de M. Loukanov traduit la volonté des dirigeants de mettre un terme à la vacance du pouvoir et au désordre qui règne *dans le pays.* Elle *intervient cinq jours* après l'incendie du siège du PSB et le même jour que la démission du ministre de l'intérieur, M. Stoyan Stoyanov, qui endosse ainsi la responsabilité de la passivité *des forces de police au cours de ces émeutes.* – *(AFP, AP.)*

AFRIQUE

Jean-Paul II l'Africain

Suite de la première page

Les pays que Jean-Paul II vient visiter comptent des communautés nombreuses et vivantes : 60 % de catholiques sur cinq millions d'habitants au Burundi, 45 % au Rwanda (sur sept millions d'habitants), 22 % en Tanzanie (sur vingt-quatre millions).

Mais, jeune, fragile, et encore marginal, le catholicisme africain fait face à des obstacles démesurés. Pauvreté en moyens et en hommes : la filière des congrégations missionnaires européennes s'épuise, et si la crise des vocations n'est pas une spécificité africaine, on ne compte aujourd'hui qu'un prêtre pour cinq mille fidèles, contre un pour mille huit cents en 1960. La courbe du recrutement sacerdotal n'a pas suivi l'explosion démographique.

L'hétérogénéité des situations, des langues, des ethnies, des rites, dans un continent pauvre et morcelé, ne facilite pas la tâche d'Eglises qui gardent un fonctionnement centralisé et autoritaire. Elles sont soumises à la concurrence de l'islam et des sectes, aux caprices des pouvoirs locaux, à la dépendance des bailleurs de fonds traditionnels, comme le Vatican (par la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, l'ex-Propaganda Fide), les Eglises allemande, hollandaise, américaine ou française.

Le sida, fléau majeur

Visitant des Eglises plutôt classiques et conservatrices, en Tanzanie, que domine la figure de l'ancien président catholique Julius Nyerere, au Rwanda et au Burundi, le pape va pouvoir mesurer quelques-uns des handicaps majeurs de l'Afrique : l'enclavement, le sous-développement, l'explosion démographique, dans un pays comme le Rwanda qui, petit comme la Belgique, n'arrive pas à nourrir une population dont la croissance est l'une des plus fortes du continent. Le Burundi se relève laborieusement des massacres interethniques, qui avaient opposé en 1987 les Tutsis et les Hutus, et des persécutions antireligieuses qui avaient marqué le régime de Jean-Baptiste Bagaza. Dans ce pays, les évêques ont pris part à l'œuvre de réconciliation nationale et, à Bujumbura, le pape lancera des appels à l'oubli et au pardon. Mais que dira-t-il de la progression foudroyante du sida dans des villes qui comptent des taux de séropositivité (de 10 % de la population adulte à 30 % dans une capitale comme Kigali au Rwanda) parmi les plus élevés d'Afrique ?

Un synode spécial

Voulant rompre l'isolement d'un catholicisme africain méconnu, Jean-Paul II avait créé la surprise en annonçant le 6 janvier 1989 un synode des évêques africains, capable d'engager une réflexion et une action à l'échelle du continent. Lot de consolation pour des Eglises en pointe, mais minoritaires, comme celles du Zaïre ou du Cameroun qui réclamaient un véritable « concile noir » ? Il aura fallu attendre plus de dix-huit mois pour obtenir du Vatican le document de lancement de ce synode, qui ne devrait pas se tenir avant 1993. Les *lineamenta* (lignes directrices) ont été présentés le 24 juillet dernier à Lomé, non sans que certains évêques, comme Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, ne se soient émus d'une telle lenteur.

Ces délais et les grandes lignes du document traduisent à la fois l'ambition et les limites d'une entreprise qui reste sous tutelle romaine. Le projet en est de définir l'horizon de l'Eglise à l'aube du troisième millénaire, les conditions de son « inculturation », du dialogue avec les autres confessions chrétiennes, l'islam et les religions traditionnelles, de la justice et de la paix dans le continent noir (1).

Si le texte traite sévèrement de la corruption qui continue d'empoisonner en Afrique la plupart des rapports sociaux et politiques, il est muet sur la croissance démographique, le sida ou les atteintes à l'environnement. L'apartheid y est traité en termes généraux. Mais les pages les plus contestées portent sur l'« inculturation », c'est-à-dire l'ambition qu'ont toutes les jeunes Eglises du tiers-monde d'enraciner la foi chrétienne dans une culture locale. *« Chaque culture doit être évangélisée et purifiée de ses éléments négatifs »*, déclare le document romain. *« La foi assume de la culture les éléments aptes à illustrer ses mystères, tandis que la culture cherche à s'approprier les vérités révélées »*, ajoute-t-il, selon une conception fort restrictive de l'inculturation. Si l'Eglise catholique en Afrique n'est pas absente des luttes pour les droits de l'homme et remplit les tâches d'éducation, de santé, d'assistance pour lesquelles elle a un réel savoir-faire, son principal handicap demeure l'adaptation de son message, de ses rites, de sa discipline à des cultures ancestrales, mouvantes et composites.

Le Vatican a attendu vingt ans avant d'autoriser, à certaines conditions, un rituel liturgique africain, appelé *« rite romain de l'Eucharistie à l'usage des Eglises du Zaïre »* ! Peut-elle continuer à tenir son discours sur le mariage religieux dans des pays où le droit coutumier oblige les futurs époux à une longue période de vie commune ? Sur la confession individuelle dans des sociétés où la confession publique ne fait aucun problème, sur la contraception à des familles qui n'arrivent pas à nourrir leurs enfants ?

Yamoussoukro à contre-cœur

C'est au moment où l'émancipation de la tutelle romaine et latine et l'« africanisation » de l'Eglise deviennent des revendications majeures pour une grande partie des théologiens, du clergé et des communautés noires (2) que le pape se voit dans l'obligation d'aller bénir, en pleine savane africaine, à Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, une basilique qui se veut la réplique exacte de celle de Saint-Pierre à Rome. C'est pour le moins incongru !

Jean-Paul II s'est fait prier pour accepter ce « cadeau » du président Houphouët-Boigny, qui a fait construire cette basilique sur ses deniers personnels, sans jamais associer à sa conception ni à sa réalisation l'épiscopat catholique de son pays. La polémique a été telle à propos de cet *« acte de paranoïa »* coûteux (600 millions de francs) que le cardinal Yago, archevêque d'Abidjan, est intervenu à Rome pour retarder la visite du pape et encore tout récemment pour prier son clergé et ses fidèles d'accueillir *« comme il se doit »* Jean-Paul II. La contrepartie exigée pour la bénédiction papale – la création d'une fondation à vocation hospitalière – sera-t-elle suffisante pour dissiper l'impression de malaise que suscitera l'étape finale, et en coup de vent, du pape à Yamoussoukro ?

HENRI TINCQ

(1) Selon des ordres de grandeur, de source catholique africaine, recueillis en mai 1990, les catholiques seraient sur le continent 87 millions, les coptes d'Ethiopie et d'Egypte 26 millions, les protestants 60 millions, les anglicans 26 millions. 34 millions de baptisés adhèrent à des Eglises africaines indépendantes. Quant aux musulmans, ils seraient environ 200 millions en Afrique, pour une population globale estimée à 534 millions de personnes.

(2) On lira en particulier *Laisse aller mon peuple. Eglises africaines au-delà des modèles*, de René Luneau. Editions Karthala. 1987.

MOZAMBIQUE : selon la presse sud-africaine

Le Kenya servirait de sanctuaire aux rebelles de la RENAMO

Selon le quotidien *Daily Mail* de Johannesburg, le Kenya serait devenu le nouveau soutien de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO, opposition armée), le gouvernement du président Daniel arap Moi ayant notamment autorisé le chef des rebelles de la RENAMO, M. Alfonso Dhlakama, à installer au moins un camp d'entraînement militaire sur le sol kenyan.

Citant jeudi 30 août, sans les nommer, des sources internationales et mozambicaines, le journal précise que les rebelles, après avoir suivi leur entraînement au Kenya, quittent ce pays pour le Malawi en avion et traversent la frontière jusqu'à la province de Tete, dans le nord-ouest du Mozambique.

Les armes achetées par la RENAMO, principalement en RFA, sont débarquées au Kenya, avant d'être acheminées au Mozambique, écrit encore le journal, citant des sources militaires. *« Après l'Afrique du Sud et la Rhodésie, le Kenya est devenue la troisième mère de la RENAMO »*, a confié une source diplomatique occidentale au *Daily Mail* dont le reportage est daté de Maputo.

Ces révélations publiques – les premières du genre – constituent une accusation très grave, et d'autant plus embarrassante pour Nairobi que la capitale kenyane avait servi de théâtre aux premiers pourparlers de paix entre des représentants des églises mozambicaines et les dirigeants de la RENAMO, en 1989. Le président arap Moi, déjà fragilisé sur le plan intérieur par les émeutes de février et de juillet, risque de voir son image se dégrader encore sur la scène internationale

LIBÉRIA

Des milliers de ressortissants nigérians et ghanéens retenus en otage par Charles Taylor

A Monrovia, la force d'interposition ouest-africaine se préparait, vendredi 31 août, à évacuer par bateau plusieurs milliers de ressortissants ghanéens et nigérians. Bloqués au Libéria du fait de la guerre civile, ils constituent des otages potentiels pour les rebelles de Charles Taylor. Sur les quelque sept mille personnes qui se sont déjà fait enregistrer, six mille devraient être embarquées à destination du Ghana d'ici à la fin de la semaine.

Usant de son habituel cynisme, le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL) a confirmé, dans une interview à la BBC diffusée jeudi, qu'il détenait déjà plusieurs milliers de ressortissants étrangers, principalement nigérians et ghanéens. Ce kidnaping de civils vise à assurer *« leur propre sécurité et la nôtre »*, a soutenu Charles Taylor. De source diplomatique, on précise que deux mille Ghanéens ont été rassemblés dans le port de Buchanan, contrôlé par le NPFL.

Tandis que les « casques bleus » africains poursuivent leur difficile mission, les marines se retirent peu à peu du guêpier libérien. Les trois navires américains, qui mouillaient au large de Monrovia, ont été relevés par seulement deux nouveaux bâtiments. Au total, près de cent cinquante Américains et plus de mille six cents autres étrangers ont quitté le pays grâce aux fusiliers-marins américains. – *(AFP, AP, Reuter.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : Nelson Mandela reçoit le prix Kadhafi pour les droits de l'homme.** – Le dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, en visite officielle en Libye, a reçu le prix international Kadhafi pour les droits de l'homme, a annoncé, jeudi 30 août, l'agence libyenne JANA. – *(AP.)*

□ **CAMBODGE : Phnom-Penh exige des garanties.** – Le régime de Phnom-Penh ne rejette pas le nouveau plan de paix des Cinq Grands, mais réclame des garanties. *« Nous ne rejetons pas ces propositions, car nous ne sommes pas contre un rôle important de l'ONU au Cambodge, mais celle-ci doit montrer son impartialité en modifiant préalablement la représentation du Cambodge dans ses instances et garantir un désarmement effectif des Khmers rouges »*, a déclaré, jeudi 30 août à Phnom-Penh, M. Hor Nam Hong, ministre chargé de la négociation. D'autre part, Hanoï a confirmé que la deuxième session de pourparlers américano-vietnamiens sur le Cambodge devait avoir lieu vendredi 31 août à New-York. La première s'était tenue le 6 août. – *(AFP, Reuter.)*

□ **MAROC : expulsion d'un journaliste.** – L'envoyé spécial de *l'Evénement du jeudi*, M. Philippe Eliakim, a été expulsé, mardi 28 août, sans qu'aucun motif ni notification écrite ne lui aient été fournis par les autorités marocaines. Le journaliste, interrogé pendant six heures par la police, avait été interpellé alors qu'il venait de rencontrer, à Casablanca, les responsables du journal communiste *El Bayane*.

□ **M. Chevardnadze en Extrême-Orient.** – Le ministre soviétique des affaires étrangères a entamé, vendredi 31 août, une importante tournée d'une semaine en Extrême-Orient, dont le point fort sera une visite au Japon pour y préparer un voyage de M. Gorbatchev l'an prochain. Le chef de la diplomatie soviétique se rend d'abord à Harbin, dans le nord-est de la Chine, où il aura samedi des entretiens avec son homologue chinois, M. Qian Qichen. Il se rendra dimanche à Pyongyang et sera mardi à Vladivostok pour y prononcer un discours qualifié d'important sur la politique asiatique de Moscou. De là, il gagnera Tokyo. – *(Reuter.)*

صورة من الاصل

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après les réformes constitutionnelles

Les trois présidents libanais se sont rendus à Damas

Fort du vote, la semaine dernière, des réformes constitutionnelles, dites « de Taëf », qui, en rééquilibrant le pouvoir au Liban au profit de l'islam, instituent une sorte de collégialité à la tête de l'Etat, les trois présidents libanais (MM. Elias Hraoui, président de la République ; Selim Hoss, président du conseil, et Hussein Husseini, président de l'Assemblée nationale) se sont rendus, mercredi 29 août, à Damas pour obtenir l'aval du président syrien Hafez El Assad.

BEYROUTH

de notre correspondant

L'objectif des trois présidents libanais – les *« trois H »*, comme on les appelle ici, – est essentiellement d'évincer le général Aoun et d'asseoir leur pouvoir, ne serait-ce qu'à Beyrouth et dans ses environs.

Cet aval leur a été accordé. *« La Syrie demeure prête à offrir toute aide possible aux frères libanais pour qu'ils puissent réaliser l'entente nationale »*, a souligné en effet le porte-parole présidentiel syrien, après s'être référé à *« l'extension de l'autorité de la légalité libanaise à l'ensemble du territoire libanais »*.

Mais ce n'est finalement qu'un accord de principe et, pour autant que l'on sache, aucun délai n'a été fixé. *« Ce pourrait être dans dix jours ou dix mois... »*, dit-on à Beyrouth où l'on rappelle que la situation actuelle – dans laquelle tous les pôles de pouvoirs chrétiens s'affaiblissent tandis que se renforcent les pouvoirs musulmans – convient très bien à la Syrie.

Damas constate avec satisfaction que le Liban, dans toutes ses composantes – officielle et milicienne, musulmane et chrétienne, du nord au sud – s'est comporté en vassal docile dans la crise du Golfe...

De multiples rumeurs courent néanmoins sur un prochain assaut contre le général Aoun. Certaines mentionnent la date du 10 septembre. Après trois mois d'apaisement, une certaine nervosité s'est de nouveau emparée de la population, particulièrement dans les deux sous-réduits chrétiens.

Le fait est que l'actuelle mainmise de la Syrie permet au Liban de traverser sans turbulence les graves événements qui agitent le Moyen-Orient. *« Pour une fois, la guerre concerne tout le monde, sauf nous »*, relève-t-on. Il est vrai qu'en d'autres circonstances, une telle conjoncture aurait encore aggravé le chaos au Liban.

Sur le plan économique et financier, en revanche, les retombées sont désastreuses : le dollar a atteint, mardi, 1 200 livres libanaises et se maintient depuis lors au-dessus de 1 000 livres. Soit une chute vertigineuse – près de 50 % – en quelques jours du pouvoir d'achat des revenus limités, qui assène un coup plus dur à la population que tout un mois de bombardements...

Le gouvernement, déjà sans pouvoir et déconsidéré sur le plan gestionnaire, se retrouve de nouveau impuissant.

LUCIEN GEORGE

AMÉRIQUES

CHILI : les difficultés d'un débat politique faussé par la dictature

Le grand désarroi de la gauche

Grande perdante des élections parlementaires de décembre dernier, où ses diverses composantes obtinrent à peine 25 % des voix, la gauche chilienne est en plein désarroi. Le malaise atteint même le Parti socialiste, dont cinq membres siègent au gouvernement. Pour la première fois de leur histoire, les communistes ont dû admettre, eux aussi, que leur parti est en crise.

SANTIAGO

de notre correspondant

Rien ne va plus au sein du Parti communiste chilien, qui vient d'enregistrer une chute spectaculaire de ses effectifs : s'il revendiquait 50 000 militants avant le coup d'état de 1973, le PC court aujourd'hui après les 30 000 adhérents nécessaires à sa légalisation. Cette désaffection n'est bien sûr étrangère ni à l'effondrement des régimes d'Europe orientale, ni aux zigzags politiques du parti, lequel après avoir misé, au début des années 80, sur l'affrontement violent avec la dictature, se retrouva en porte-à-faux lorsqu'il apparut que le retour à la démocratie passait par les urnes. Même si les principaux cadres militaires ont rompu avec le parti en 1987 pour proclamer l' *« autonomie »* de son bras armé, le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), auteur de plusieurs attentats depuis l'entrée en fonction du gouvernement de Patricio Aylwin, un certain nombre de militants communistes ne cachent pas leur nostalgie pour le *« gauchisme »* des années passées. Ainsi, la « brigade Chacon », spécialiste de l'agit-prop, recouvre-t-elle les murs des principales artères de la capitale d'inscriptions qui fleurent le romantisme révolutionnaire, ou sont d'une ironie mordante à l'égard des autorités.

Partisans d'un « aggiornamento »

S'identifiant au secrétaire général, M. Volodia Teitelboim, le « centre » du parti est le principal support de la ligne officielle, dite de *« soutien dans l'indépendance »* au gouvernement. Soucieux de réinsérer son parti dans le jeu politique, M. Teitelboim multiplie les rencontres avec les ministres et dirigeants démocrates-chrétiens. Mais il prend soin de ménager son aile gauche, prompte à dénoncer *« la continuation de l'œuvre économique et sociale de la dictature »* dont se chargeraient les autorités.

Aussi ce recentrage est-il jugé insuffisant par quatre « opposants » de renom : MM. Contreras et Samaniego, qui animaient il y a encore quelques semaines le principal institut de recherches du PC, M. Luis Guastavino, ancien député, et Mme Fanny Pollarolo, pasionaria des luttes populaires contre le régime militaire. Ils ont démissionné avec fracas du comité central, en déplorant *« l'absence de conditions nécessaires au débat fraternel et démocratique dans le parti »*.

Soutenus par bon nombre de dirigeants des jeunesses communistes, ils plaident en faveur d'un aggiornamento et réclament, à cette fin, la tenue d'un congrès extraordinaire et la reconnaissance du droit de constituer des courants internes. Ils attendent aussi de leur parti une condamnation sans équivoque du FPMR. Mais pour toute réponse, la direction du PC a procédé à l'exclusion de M. Guastavino et d'un syndicaliste. Les autres dissidents connaîtront-ils le même sort, ou préféreront-ils claquer la porte, comme l'ont déjà fait plusieurs personnalités communistes et la moitié des dirigeants de l'organisation de jeunesse ?

Guerre des chefs

S'il en est ainsi, ils participeront sans doute au regroupement de la « gauche indépendante » dans une nouvelle formation, qu'appellent de leurs vœux certains militants de petites organisations, telles que la Gauche chrétienne et une fraction du MIR qui s'est considérablement éloignée de ses origines castristes. Les conversations vont bon train entre rénovateurs de toutes confessions, lesquels espèrent gagner à leur projet l'un des plus prestigieux leaders de la gauche, M Luis Maira.

Mais le fondateur de la Gauche chrétienne hésite : l'heure n'est-elle pas venue de rejoindre le Parti socialiste, dont les portes sont grandes ouvertes aux dissidents communistes comme aux petites formations ? Réunifié depuis le début de l'année, après douze ans d'extrême fragmentation, fort d'un groupe parlementaire consistant et présent au gouvernement, le PS exerce un attrait certain sur l'électorat et s'efforce d'occuper le terrain laissé vacant par le PC.

Cependant, l'avance des socialistes se trouve entravée par leurs conflits internes. A l'instar d'un jeune député, M. Camilo Escalona, des militants provenant de la formation que dirigeait M. Clodomiro Almeyda avant la fusion se plaignent du manque de démocratie interne, et reprochent à la direction de ne pas impulser une *« ligne socialiste clairement affirmée »*. Une gageure, en ces temps de collaboration gouvernementale avec la démocratie-chrétienne, d'ailleurs non exempte de frictions, qu'il s'agisse de la façon de traiter le dossier des droits de l'homme, de l'évocation des responsabilités dans la fin tragique du régime de l'Unité populaire, ou encore de la reprise des relations diplomatiques avec Cuba, réclamée par toute la gauche, mais jusqu'à présent écartée par le président Aylwin.

Mais plus que par la surenchère de son aile gauche, l'unité du PS pourrait être mise à mal par la *« guerre des chefs »* qui menace d'éclater, d'ici à la tenue du congrès prévu en novembre, entre M. Jorge Arrate, actuel secrétaire général et artisan de la réunification, et M. Ricardo Lagos, ministre de l'éducation. Enjeu immédiat du conflit, le contrôle du parti servira en fait un dessein plus lointain : la candidature à l'élection présidentielle de 1993.

Aussi talentueux qu'ambitieux, les deux hommes divergent sur la marche à suivre pour porter leur parti au pouvoir. Pour M. Arrate, le PS doit rester ancré à gauche tout en préservant son alliance avec la démocratie-chrétienne, quitte à appuyer, dès le premier tour de la prochaine échéance électorale, un candidat de la formation centriste, et à n'avancer un pion qu'à l'élection présidentielle suivante.

Plus impatient et se sachant très populaire dans l'électorat de gauche, M. Lagos entend faire de 1993 l'année de la victoire socialiste, et du même coup la sienne. Pour cela, il lui faut chasser sur les terres de ses rivaux et néanmoins alliés gouvernementaux. Au grand dam de M. Arrate et de ses amis, il n'a pas accepté de mettre en sommeil le Parti pour la démocratie (PPD), son « enfant », dont il demeure le vigilant président d'honneur. Sans référence idéologique précise, même si les socialistes, ses créateurs, y sont très largement majoritaires, le PPD a pour M. Lagos la vertu de ratisser les électeurs du centre-gauche qui balancent entre le socialisme et la démocratie-chrétienne.

Maître du PPD, il lui faut maintenant devenir celui de son parti d'origine : aussi est-il pour beaucoup dans la décision prise le 27 juillet par M. Ricardo Nunez, sénateur et socialiste de vieille souche, de se porter candidat au poste de premier secrétaire contre M. Arrate. Surprenant à la fois ses partisans et ses adversaires, ce dernier a décidé de ne pas briguer sa réelection pour aplanir la voie conduisant à une éventuelle *« solution de consensus »*. Mais les deux Ricardo ignorent jusqu'à présent cet appel du pied : s'ils l'emportent, la route de M. Lagos s'en trouvera toute tracée.

GILLES BAUDIN

□ **HONDURAS : une Française arrêtée pour contrebande d'armes au profit de la guérilla du Salvador.** – Une Française arrêtée lundi 27 août au Honduras a été inculpée de tentative de contrebande d'armes au profit des rebelles de gauche du Salvador, a annoncé jeudi un porte-parole militaire. Eve Florence de Mazière a été arrêtée au poste-frontière de La Fraternidad, à une centaine de kilomètres de Tegucigalpa. L'armée a déclaré avoir découvert des pièces de mortiers, des détonateurs et des plans d'installations militaires salvadoriennes dans son véhicule. Elle en était au moins à son sixième voyage entre le Nicaragua et le Salvador, en passant par le Honduras. – *(AFP.)*

POLITIQUE

L'université d'été des jeunes du CDS

Les centristes maintiennent leur volonté d'autonomie

RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

Cent fois sur le métier de l'opposition les centristes entendent remettre leur ouvrage de la rénovation. Soucieux d'éteindre au plus vite les feux de l'impatience, voire du découragement nés dans leurs rangs, MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot ont tracé jeudi 30 août devant leurs jeunes ouailles réunies en université d'été un même cap : le poids des idées plutôt que le choc des hommes.

Le secrétaire général du CDS a très bien compris le mal qui frappe la vie politique française et dont il entend à tout prix préserver son parti : le syndrome de l'homme miracle. *« La Ve République*, a-t-il expliqué, *a introduit dans les mouvements politiques français le syndrome du présidentiable. Ce mal traverse tous les partis. Il divise le RPR, meurtrit le courant libéral du CDS, il a transformé le congrès de Rennes en un pugilat politico-médiatique de grande ampleur. Nous glissons vers la république des clans. Des looks, les Français en ont vu passer tant de fois, ils ne s'y retrouvent plus. Rien ne se fera si nous ne prenons pas clairement les initiatives de l'alternance. »*

Pénétrés de cette conviction, échaudés par les tempêtes passées de la rénovation, les dirigeants du CDS entendent avant tout faire de leur formation *« un mouvement de pensée »* digne de ce nom pour montrer qu'il est possible de faire de la politique autrement, de s'imposer autrement, pour devenir au sein de l'opposition, comme l'a expliqué M. Méhaignerie, *« les accélérateurs du changement »*. Les centristes comptent d'abord sur eux-mêmes, ce qui signifie qu'ils n'ont pas l'intention d'abandonner l'autonomie particulière que leur procure à l'Assemblée nationale leur groupe UDC. *« Cela est acquis une fois pour toutes pour cette législature »*, a confirmé M. Barrot, avec d'autant plus de conviction que les centristes relèvent la brutale « droitisation » dont fait preuve, à leurs yeux, le président du groupe UDF, M. Charles Millon. Pas davantage ils n'entendent se laisser *« satelliser »* au sein d'une UPF giscardisée. Devant la presse, M. Méhaignerie a clairement signifié que M. Giscard d'Estaing, qui ne comprend que les rapports de force, serait mal venu aujourd'hui de lui en demander plus. *« L'UPF est un cartel électoral*, a-t-il tranché, *il n'a pas vocation à devenir un parti. »*

Avec MM. Noir et Léotard

Les centristes comptent également sur eux-mêmes lors de leur convention extraordinaire de Saint-Malo les 19 et 20 octobre prochain pour inventer *« une autre génération de parti politique »*, pour imaginer un centrisme plus moderne et plus urbain, pour dégager une politique nouvelle, que ce soit sur l'ouverture, la décentralisation, les institutions ou encore l'éducation et la défense. *« Nous n'en sommes plus*, a expliqué M. Barrot, *au temps où le gaullisme inventait le sursaut national, à une IVe République impuissante à faire des choix, nous n'en sommes plus à l'heure où la tension collectiviste exigeait la réaction libérale. Un chemin nous est ouvert : face au nouvel opportunisme socialiste, à bout de souffle idéologique, les héritiers de la démocratie-chrétienne ont quelque chose à dire, mais il leur faut presser le pas pour être une force capable de donner à l'alternance de demain les repères et les références dont elle a besoin. »*

Pressentant sans doute les risques de la méthode Coué et l'ampleur de la tâche, M. Méhaignerie a l'intention de drainer toutes les bonnes volontés au sein de l'opposition. Le président du CDS a confirmé qu'il était décidé à s'engager dans cette nouvelle entreprise de rénovation avec MM. Michel Noir et François Léotard, qui ne fondent plus trop d'espoir sur leur Force unie. De nombreux contacts ont été établis durant l'été. A cette fin, l'attitude de l'opposition face au Front national serait, dans cette hypothèse, la première croisade menée par ces trois associés de l'opposition. Cette alliance *sine die* laisse tout de même beaucoup de centristes circonspects, pas encore convaincus que M. Noir et M. Léotard auront le souci de privilégier à leur tour le mouvement d'idées sur ... le mouvement d'hommes.

DANIEL CARTON

Un adjoint au maire de Marseille traite M. Tapie de « personnage nuisible »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans une interview qu'il a accordée, jeudi 30 août, au journal *le Méridional*, M. Richard Armenante, adjoint (Maj. Marseille) au maire de Marseille, délégué à l'économie, prend très vivement à partie M. Bernard Tapie, député des Bouches-du-Rhône, auquel il reproche ses déclarations dans un récent numéro du magazine *Parcours* diffusé par la compagnie Air Inter. M. Tapie avait notamment estimé que l'Olympique de Marseille, dont il est président, faisait oublier à la population *« le Marseille misère, Marseille galère, le Marseille qui perd »*.

« Je ne supporte pas, déclare M. Armenante, *que ce monsieur qui porte les couleurs de Marseille, se permette de dire ce qu'il dit et je ne le laisserai pas continuer impunément (...). Comment peut-on, à la fois courir après les suffrages électoraux et considérer ceux qui vous les donnent comme de parfaits crétins ? »*

M. Armenante qualifie, d'autre part, le président de l'OM de *« personnage nuisible et néfaste »* et se dit convaincu que *« plus personne ne le veut à la mairie »*, car *« il en fait trop »*. *«Ici*, ajoute-t-il, *on travaille au service de Marseille. Pas au service de Bernard Tapie. »*

M. Armenante nous a déclaré s'être exprimé *« sans avoir consulté personne »* au sein de la majorité vigouriste du conseil municipal. Mais il affirme que plusieurs de ses collègues lui ont téléphoné *« pour l'approuver »*.

G. P.

La disparité des indemnités des conseillers généraux

Y aurait-il deux poids et deux mesures dans le traitement des conseillers généraux de l'Hérault ? C'est la question que pose aujourd'hui M. Jean-Pierre Grand, maire RPR de Castelnau-Le-Lez, dans la banlieue de Montpellier, et élu départemental depuis 1988. Ayant appris, en consultant la liste des indemnités des élus français (*le Monde* des 19 et 20 août) qu'un conseiller général de son département devait percevoir 167 169 francs en 1987, il s'est publiquement étonné de n'avoir touché en 1990 qu'une somme de 32 000 francs.

Immédiatement au fait de la polémique, le président socialiste du conseil général, M. Gérard Saumade, a réagi en rappelant la règle en usage sur le territoire français, impliquant qu'un élu soit indemnisé en fonction du travail qu'il fournit. Ainsi, pour 1988, le conseiller général le moins assidu aux séances a perçu dans l'Hérault 11 985 francs, alors que les délégués à l'exécutif les plus actifs, cumulant des fonctions représentatives, et participant à des réunions de commissions, ont perçu des sommes pouvant atteindre 240 000 francs.

Il est admis, ajoute M. Saumade, que *« les départements les plus importants, parce qu'ils demandent plus de travail à leurs élus, indemnisent mieux leurs conseillers généraux »*. Par ailleurs la somme communiquée par le ministère de l'intérieur faisait état, indique-t-il, d'une prévision votée en séances qui a été revue à la baisse par la suite.

Loin de se contenter de cette mise au point, M. Grand persiste et signe, dénonçant une injustice de principe qui, selon lui, frappe l'opposition dans les assemblées. Limitée de fait, et contre sa volonté, dans sa participation aux différentes commissions, elle est, dit-il, *« victime d'une double discrimination politique et financière, la majorité se versant des indemnités largement supérieures à celles de l'opposition »* .

M. Grand s'interroge enfin sur la réalité du travail du conseiller général, dont le rôle ne se limite pas aux fonctions officielles et aux travaux en séances ou commissions. *« Affirmer que nous sommes moins payés car nous travaillons moins est insultant*, insiste-t-il, *car un mandat électif nous donne des devoirs accaparants dans nos cantons auprès de nos concitoyens. Or ce travail de terrain, bien qu'effectif, n'est pas reconnu. »*

JACQUES MONIN

Le revenu minimum d'insertion à la Réunion

Une lettre de M. Thien Ah Koon

A la suite de la publication d'un reportage sur les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) à la Réunion (*le Monde* du 17 août) nous avons reçu de M. André Thien Ah Koon, député (non-inscrit) de la Réunion, maire du Tampon, une lettre dont voici les principaux extraits :

« Le volume des crédits RMI, et donc le nombre des personnes directement concernées par cette mesure d'assistance, est révélateur de l'état de la société réunionnaise. Ainsi souffrons-nous de handicaps structurels considérables en matière de développement : l'insularité, le manque de matières premières, la survenance, relativement fréquente, du phénomène cyclonique. Par ailleurs, si l'on prend en compte les données historiques, la Réunion n'est un département français que depuis moins d'un demi-siècle : bien peu de temps, à la vérité, à l'échelle des problèmes, pour surmonter les séquelles de l'époque coloniale, la forte croissance démographique, les insuffisances dont nous souffrons en matière de prestations sociales par rapport aux Français de métropole. Là est le premier point essentiel : si nous bénéficiions des droits sociaux métropolitains, de tous les droits, à leur niveau hexagonal, en bref si nous avions ce que nous appelons l'égalité sociale, bon nombre de nos familles ne seraient pas éligibles au RMI. Tout notre combat pour la Réunion vise à obtenir l'égalité des droits et, bien entendu, des devoirs. Combat légitime, pour les Français que nous sommes et dont l'évolution heureuse mettrait précisément à mal l'importance du phénomène RMI à la Réunion. Qui saurait critiquer cette légitime revendication, conforme à la fois à notre philosophie républicaine, à la lettre de la Constitution, à l'ambition de la France, à la diginité des Réunionnais ? (...)

» Les Réunionnais sont les premiers à souffrir de la situation d'assistance dont ils dépendent encore, même si celle-ci tend à s'estomper au fil des ans, sous l'effet d'une salutaire prise de conscience, elle-même née du combat constant mené par les élus réunionnais. (...) Au terme d'assistance, ils préfèrent d'ailleurs celui de solidarité. Toujours affaire de dignité. Mais, surtout, ils persistent à prendre leur destin en main dans le cadre des institutions françaises. Cette prise de responsabilité, c'est pour eux essentiellement la conduite du développement économique. (...) Le dossier RMI, dans ce contexte, ne reflète pas tout à fait la réalité réunionnaise même s'il est effectivement révélateur d'un déséquilibre social et économique que seule une immense bonne volonté générale, alliée à beaucoup de détermination, parviendra à effacer. (...) Le parlementaire que je suis, avec tous les autres que je sais animés de ces mêmes convictions, sauront faire face au défi du chômage et de la désespérance qui guette encore l'outre-mer, au-delà des réels progrès enregistrés. »

SOCIÉTÉ

L'ancien chef du GIGN consultant d'un club de football

Le nouveau commando de Philippe Legorjus

Chef du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) lors de l'assaut lancé en mai 1988 contre la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, Philippe Legorjus s'est aujourd'hui reconverti comme PDG d'un cabinet « de gestion de risques ». A l'âge de trente-neuf ans, ses nouvelles fonctions l'ont conduit vers la Bretagne de ses ancêtres et le football de sa jeunesse : il « positive le stress » des joueurs du Brest-Armorique, mais répugne à dévoiler ses secrets.

BREST

de notre envoyé spécial

Au premier étage, huit Irakiens assignés à résidence ; sur les marches d'escalier et dans le hall d'entrée, des policiers assignés à surveillance ; au bar de l'hôtel Océania, Philippe Legorjus. Les services de garde n'ont droit qu'à quelques regards amusés. Aujourd'hui, l'ancien patron du GIGN, « l'homme » de la grotte d'Ouvéa, discute ballon rond et condition physique. Il est consultant auprès du Brest-Armorique, actuel deuxième du championnat de France de football de première division.

Philippe Legorjus s'est mis en disponibilité de la gendarmerie il y a un an. *« Les huit années passées au GIGN furent si fortes qu'il me fallait un aboutissement plus complet »*, explique-t-il. Il proposa alors à sa hiérarchie d'utiliser ses compétences dans *« une cellule capable de gérer de façon globale les problèmes de sécurité du pays »*. *« On m'a répondu « carrière » et je suis parti »*, ajoute Philippe Legorjus.

Son idée, il ira donc la poursuivre dans le secteur privé, en fondant la ERIC SA (Euro Risques International Consultants), société spécialisée dans la gestion de risques et de crises, employant une quinzaine de consultants. Sa firme *« prépare les replis »* pour une entreprise en cas de catastrophe naturelle ou de conflit social de longue durée. Elle réfléchit aux dispositifs de sécurité sur des lieux ouverts tels que le réseau de la RATP et un campus universitaire belge, ou pour des manifestations comme les Jeux olympiques d'Albertville ou des congrès divers.

Ce langage technocratique surprend. L'homme d'action serait-il au repos ? Il avait pourtant abandonné une confortable carrière de professeur à la faculté de droit de Caen pour servir dans les commandos, puis dans les troupes d'élite de la gendarmerie. Il se défend en répondant que *« l'action est avant tout une morale* (1) *faite de valeurs dynamiques »* et que, dès lors, *« si le niveau d'action a changé, l'esprit est le même »*. Philippe Legorjus s'est également engagé dans des activités de formation à destination de chômeurs de longue durée et d'immigrés : *« Nous voulons intégrer, mais pas par des discours. J'ai policé mon côté révolutionnaire mais je l'ai sans doute rendu plus efficace. »* En mai 1968, à la faculté de droit de Caen, il se trouvait derrière les barricades, en face de ses futurs collègues gendarmes.

La démonstration serait belle et convaincante, si elle n'était floue. L'homme de terrain refuse le discours concret. Au présent en tout cas. Quand il parle du passé, Philippe Legorjus étale sa mémoire et son sens du détail. Dans son livre paru ce printemps, il raconte comment, avant de dénouer une prise d'otages ou de maîtriser un forcené, il décortiquait patiemment, parfois durant plusieurs jours, les positions du camp adverse.

La discrétion, compréhensible en matière de *« schéma directeur de plan de sécurité »*, étonne quand on en vient au football. Philippe Legorjus ambitionne, dans les périodes creuses de la saison, *« de faire prendre conscience de toutes les potentialités individuelles et collectives du groupe »*, *« de positiver le stress inhérent à tout sportif »*, *« de développer la motivation en dehors du football »*.

« No dreaming, training ! »

Pour le reste, il se range derrière un *« je veux une surprise totale »*...

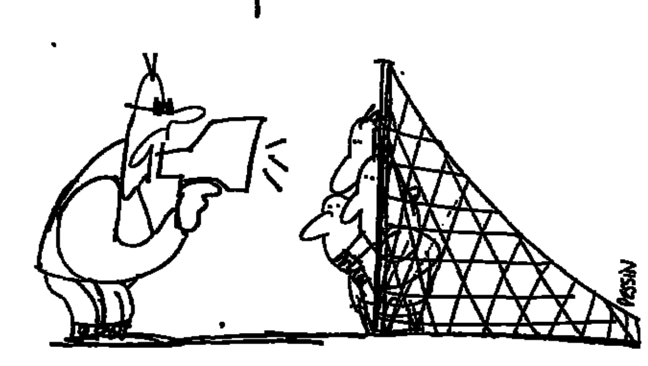
Les joueurs brestois, les seuls avec les Marseillais à n'avoir pas encore connu la défaite dans l'actuel championnat, ne s'en inquiètent pas trop. Ils blaguent sur les rumeurs de parcours du combattant et de footballeurs en treillis, se disant que, *« tant qu'ils engrangent les points, ils ne risquent pas grand-chose »*. Ils n'imaginent pas pire que les stages du préparateur physique Zarko Nedeljkovic, à la joyeuse devise : *« No dreaming, training ! »* (pas de rêve, de l'entraînement !). Celui-ci avait dû réviser ses programmes à la baisse l'an dernier après des protestations de joueurs. *« Il nous aurait bien aidés au GIGN »*, commente simplement Philippe Legorjus.

François Yvinec, président du Brest-Armorique, a rencontré l'ex-patron du GIGN par l'intermédiaire de Charlie Chaker, le mécène qui a sauvé le club du dépôt de bilan en juin dernier. Tout de suite, le courant est passé entre les deux hommes. *« Nous avons la même conception du football physique, collectif, à une touche de balle »*, dit le président. *« J'aime son esprit commando »*, répond le gendarme, faisant référence aux mésaventures de François Yvinec en 1987 avec les narcotrafiquants colombiens lors du transfert du joueur Roberto Cabanas.

Philippe Legorjus aime le foot. A condition qu'il y ait un jeu offensif, un esprit de corps, *« un véritable spectacle populaire, sans le clinquant du show-biz »*. En ce sens, le Mondiale, avec son *« football calculateur et sans souffle »*, l'a beaucoup déçu. Dire qu'il avait failli aider Michel Platini à motiver l'équipe de France lors des éliminatoires ! Toujours prêt à bondir sur une crise nouvelle, à s'enthousiasmer pour un « commando » d'un autre type, le PDG d'ERIC SA n'a pas épuisé les projets qui trottent dans sa tête. Il réserve des *« surprises »* pour les prochains mois et se contente de sourire aux demandes de précisions. Un sourire de gamin qui s'entoure de mystères et qui se joue des contrôles d'aéroport ; un sourire d'homme qui doit son équilibre à *« une vie familiale brève mais intense avec Chantal et les quatre enfants »*.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

(1) Philippe Legorjus, *la Morale et l'Action*, Fixot, 294 p., 109 francs.



ESPACE

Ariane à la recherche du temps perdu

En réussissant pour la deuxième fois consécutive la mise sur orbite de deux satellites, la fusée européenne efface son échec de février

Lancée vendredi 31 août à 0 h 46 (heure française) du Centre spatial guyanais de Kourou, la fusée européenne Ariane-4 a mis *sur orbite le satellite britannique* de télécommunications militaires Skynet-4-C et le satellite de télécommunications européen Eutelsat-II-F1. Suivant le précédent lancement du 24 juillet, ce *deuxième succès consécutif*, après l'échec du vol 36 essuyé en février dernier, redonne confiance aux clients et aux promoteurs du lanceur.

KOUROU

de notre envoyé spécial

Une lueur orangée illumine l'horizon de la forêt guyanaise. En jaillit un trait de feu qui s'élève majestueusement avec une lenteur apparente, toute de puissance contenue. Du balcon de Jupiter, le bâtiment de contrôle des opérations situé à 15 kilomètres du pas de tir, les techniciens et les invités d'Arianespace ont, pour suivre l'ascension d'Ariane, des mines d'enfants assistant à un feu d'artifice. Les cris d'admiration en moins. Tous ont encore à l'esprit l'explosion du lanceur lors du vol V36, moins de douze minutes après le décollage, le 23 février dernier... et les gorges sont nouées.

Comme si elle voulait se racheter, Ariane a offert, ce vendredi 31 août, un vrai festival à ses admirateurs. Le temps lui-même s'était mis de la partie. Et dans un ciel exceptionnellement clair, les spectateurs ont pu suivre à l'œil nu les largages successifs des propulseurs d'appoint à poudre et à liquide du lanceur et même la séparation du premier et du deuxième étage. La fusée était alors à quelque 150 kilomètres d'altitude !

Dix-huit minutes plus tard, elle mettait sur orbite ses deux passagers, sous les applaudissements des personnes présentes dans la salle de contrôle. Devant leurs yeux, sur les tableaux lumineux, les voyants sont restés obstinément au vert. Pas le moindre incident pendant les vingt-cinq minutes cinquante-deux qu'a duré le vol.

Le succès de ce tir, tout à fait *« nominal »*, selon le jargon des techniciens, s'est confirmé avec la publication des paramètres d'une orbite pratiquement conforme aux prévisions (200 km de périgée et 36 041 km d'apogée pour 200 km et 36 019 km visés). Une précision à laquelle le capitaine de vaisseau, M. Christopher Sloane, qui représentait le ministre britannique de la défense à Kourou, s'est montré très sensible. Les corrections à apporter pour parfaire la trajectoire sur laquelle les satellites ont été placés seront en effet pratiquement inutiles et les économies de carburant ainsi réalisées *« permettront d'augmenter de cinq ans la vie du satellite Skynet-4 »*.

Des carnets de commandes pour quatre ans

Pour M. Charles Bigot, président d'Arianespace, cette année 1990, bien mal commencée, se présente désormais sous de meilleurs auspices. *« L'échec est inéluctable dans notre métier, mais nous avons su l'intégrer*, a-t-il déclaré à l'issue du tir. *En lançant quatre satellites en cinq semaines, un record historique, nous avons pu prouver que les retards induits se rattrapent. »* Les clients semblent d'ailleurs ne pas avoir perdu confiance. Le carnet de commandes de la société européenne est plein pour quatre ans et les taux d'assurances n'auraient pas monté. Mais la concurrence américaine, et bientôt japonaise, chinoise et soviétique, se fait de plus en plus pressante. Arianespace devra lutter pied à pied pour garder sa place de leader sur le marché des lancements civils.

L'Organisation européenne de télécommunications par satellites (Eutelsat) fait partie de ces clients exigeants qui savent faire jouer la concurrence. Avec ses 1 878 kilos au décollage, Eutelsat-II-F1, lancé vendredi matin par Ariane, représente, pour elle, le premier des cinq exemplaires d'une nouvelle série de satellites qui lui permettront de tripler, à terme, les capacités de son réseau.

Le temps presse et, face à l'explosion de la demande (*le Monde* daté 17-18 juin), Eutelsat a un besoin urgent de lancer deux satellites d'ici au début de 1991. *« Je ne croyais pas qu'Arianespace tiendrait son calendrier pour ce vol. J'ai douté »*, a reconnu, jeudi soir à Kourou, son président, M. Jean Grenier. Mais, s'il s'est déclaré enchanté et même *« impressionné »*, il n'en a pas moins mis en concurrence, pour le lancement d'Eutelsat-II-F2, en janvier prochain, espère-t-il, Arianespace et une société américaine, General Dynamics, qui exploite la fusée Atlas. Le premier prêt emporte le marché, même si Ariane a mis jusqu'à présent sur orbite tous les satellites d'Eutelsat.

JEAN-PAUL DUFOUR

Le lancement de la navette « Columbia » est à nouveau ajourné

La NASA a annoncé, jeudi 30 août, le report du lancement de la navette spatiale américaine *Columbia* initialement prévu pour le 1er septembre. Contrairement aux précédents reports dus pour l'essentiel à des fuites de carburant, ce nouveau contretemps est le fait d'une défaillance de l'électronique d'un des quatre télescopes embarqués dans la soute de *Columbia*.

Selon les responsables du vol, ce problème découvert sur le télescope X de l'expérience ne devrait pas être résolu avant le 5 septembre. Les astronomes, qui attendent ce vol avec d'autant plus d'impatience que la NASA n'a guère brillé dans la conduite de ses dernières missions scientifiques, devront donc une nouvelle fois prendre leur mal en patience. Car ce nouveau vol aurait dû partir ... il y a quelques années déjà, sans l'explosion en vol de la navette *Challenger*.

ENVIRONNEMENT

Pour lutter contre les incendies de forêt

Les Bouches-du-Rhône vont équiper les piscines privées de moto-pompes

MARSEILLE

de notre correspondant régional

En deux jours, les 10 juillet (feu de La Barben) et 21 août (feux de Marseille-Cassis, Lambesc et Gemenos), les incendies de forêt ont détruit près de 7 000 hectares dans les Bouches-du-Rhône. Tirant les enseignements de ces sinistres, M. Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, a annoncé, jeudi 30 août, plusieurs mesures destinées à renforcer les moyens de prévention et de lutte dans le département. Coût de ces mesures : de 10 à 20 millions de francs par an pendant cinq ans (1).

Au chapitre de la prévention, ces nouvelles dispositions se veulent imaginatives. Ainsi pour éviter le renouvellement de grands feux, le conseil général envisage de participer, financièrement, à la création et à l'entretien d'*« espaces interstitiels agricoles »* (plantations d'amandiers, oliviers, chênes truffiers, vignes ou aménagement de pacages), en collaboration avec les communes et les organisations professionnelles agricoles.

Les autorités du département projettent aussi l'installation, sur certains sites, de réseaux d'extinction automatiques, par canons à eau ou brumisateurs, qui ont déjà été expérimentés avec succès aux abords du campus de Luminy, à Marseille.

Elles se proposent de subventionner – avec le concours de l'Entente interdépartementale pour la protection de la forêt méditerranéenne, les communes concernées et certains sponsors – l'acquisition de mille moto-pompes qui seront mises, progressivement, à la disposition de propriétaires de piscine dans des zones forestières à hauts risques. Les aides accordées pourront, dans certains cas, couvrir la totalité de la dépense, d'environ 5 000 francs par engin, à charge pour les bénéficiaires de souscrire un contrat d'entretien.

Les effectifs de sapeurs-pompiers professionnels du département, qui sont actuellement un peu moins de quatre cents hommes, hors Marseille – soit un pour 2 400 hectares, – seront augmentés, à terme, de deux cents hommes et trois nouvelles unités de forestiers-sapeurs seront créées. Le conseil général des Bouches-du-Rhône s'est enfin prononcé pour la constitution d'une flotte européenne de bombardiers d'eau, complétant les moyens nationaux dans les pays du bassin méditerranéen.

GUY PORTE

(1) Le budget du service départemental d'incendie et de secours est de 100 millions de francs par an. A cette somme, s'ajoutent les charges supportées par les communes, soit 125 millions de francs.

EN BREF

□ **Un père de famille écroué pour mauvais traitement à son fils.** – Un père de famille, qui maltraitait son fils âgé de treize ans, a été inculpé de blessures volontaires sur ascendant de moins de quinze ans et écroué, mercredi 29 août à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Depuis qu'il avait obtenu la garde de Cédric en décembre 1989, cet homme de trente-cinq ans le battait régulièrement. Les traces de coups sur le corps de l'enfant et ses cris ont alerté un voisin qui a averti la gendarmerie. La compagne du père a été inculpée de non-assistance à personne en danger et placée sous contrôle judiciaire.

□ **Un convoyeur de drogue remis en liberté à Bayonne.** – Un Espagnol de quarante-trois ans, Dominique Dominguez Resquete, qui comparaissait devant le tribunal correctionnel de Bayonne pour avoir tenté d'introduire en France 929 kilogrammes de résine de cannabis, a été remis en liberté, jeudi 30 août, grâce à une nullité de procédure. Il avait été arrêté à bord d'un semi-remorque contenant la marchandise, le 5 octobre 1988, au poste-frontière de Biriatou près d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Son avocat, Me Gérard Fort, a constaté que l'exemplaire de saisie remis à son client n'avait pas été signé par les douaniers. Le tribunal a donc estimé nulle la procédure et ordonné la remise en liberté de Dominique Dominguez Resquete. Des incidents de procédure du même genre s'étant déjà produits à Bayonne, le procureur a fustigé cette *« spécialité du tribunal qui inquiète les milieux judiciaires et l'opinion publique »*.

□ **Datcha des sables : Mme Francine Gomez désavouée par l'environnement.** – Le secrétariat d'Etat à l'environnement vient de rejeter la demande faite par Mme Francine Gomez, conseillère régionale du Languedoc-Roussillon, en vue d'une régularisation de sa Datcha des sables au Grau-du-Roi (Gard). L'ex-PDG de Waterman avait transformé un ancien mas en complexe hôtelier de grand luxe (*le Monde* daté 29-30 juillet), sur le site classé de l'Espiguette, sans avoir jamais sollicité la moindre autorisation auprès de la commission des sites, ni fait la demande d'un quelconque permis de construire. Le dossier est désormais entre les mains du procureur de la République de Nîmes, qui devra statuer sur les dix procès-verbaux dressés contre Mme Francine Gomez.

RÉPÈRES

MÉDECINE

Quinze mille cas de sida en Ouganda

Selon un rapport officiel, publié jeudi 30 août à Kampala par le ministère ougandais de la santé, plus de 15 000 cas de sida avaient été recensés fin mars dans le pays, qui compte environ 17 millions d'habitants. L'épidémie frappe avant tout la capitale Kampala et la région de Masaka, dans l'Ouest, où 1 400 enfants sont victimes de la maladie, mais aussi le Nord, qui était jusqu'ici épargné. Il y a trois ans, le nombre de cas de sida recensés en Ouganda s'élevait à 1 800.

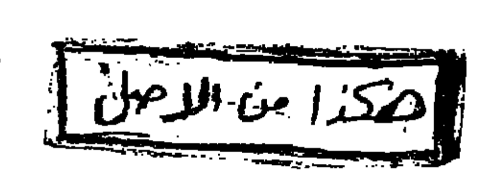
En mai dernier, le président Yoweri Museveni avait déclaré que la progression de l'épidémie dans son pays était due au fait que la population ougandaise était *« moralement pourrie »*. Il avait annoncé une loi interdisant les relations sexuelles chez les jeunes de moins de dix-huit ans.

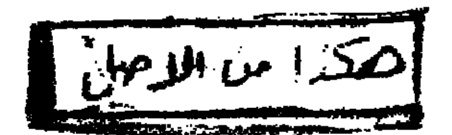
NUCLÉAIRE

Nouvelle campagne de Greenpeace contre les essais francais

L'organisation internationale Greenpeace a réitéré, jeudi 30 août, sa demande d'arrêt immédiat des essais nucléaires français sous l'atoll de Mururoa (Polynésie française). Les écologistes se fondent sur le rapport d'un scientifique américain, M. Norm Buske, repris dans la revue britannique *New Scientist*, qui affirme : *« La radioactivité provenant des explosions nucléaires pourrait affecter l'environnement marin dans moins de six ans. »* M. Buske a trouvé du césium 134 dans les eaux du lagon et il y voit la preuve que des fuites remontent des profondeurs.

Ses conclusions contredisent les déclarations officielles françaises assurant que l'atoll ne subira pas de contamination par fuite radioactive avant des centaines d'années. Cependant la mission scientifique effectuée en juin 1987 par le commandant Cousteau avait signalé des niveaux relativement élevés de césium 134 en certains points de l'atoll.





COMMUNICATION

L'université d'été de la communication

Les revendications des artistes menacent l'économie de la production

Le conflit opposant depuis plus de deux ans les artistes-interprètes à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a brusquement resurgi, entre mer et pinède, à Carcans-Maubuisson. Le ministre de la communication, Mme Catherine Tasca, a publiquement fait part, lors de l'université d'été de la communication, de sa *« préoccupation »*. Le PDG de l'INA, M. Georges Filioud, a dénoncé *« ses conséquences redoutables »*. En effet, un arrêt de la cour d'appel de Paris, rendu le 9 juillet dernier, fait de la rediffusion de feuilletons ou dramatiques télévisés l'un des dossiers les plus épineux de la rentrée.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

Ce n'est évidemment pas le principe même de la rediffusion qui est en cause, mais celui de la rémunération des artistes-interprètes des œuvres concernées. L'enjeu est crucial. C'est l'existence même d'un second marché de programmes – le marché de la rediffusion – qui est aujourd'hui menacé en France. Un second marché indispensable à l'amortissement des coûts de plus en plus élevés de la production originale, comme le montre l'exemple américain.

Le conflit s'est noué en 1987. Cette année-là, l'INA vend pour la première fois des émissions à la Cinq et à M 6. Des contrats qui, s'ils avaient été signés avec une grande chaîne (TF 1, Antenne 2 ou FR 3), auraient valu aux artistes une rémunération avantageuse calculée sur leurs cachets d'origine (de 25 à 50 %). Mais la Cinq et M 6 sont alors de « nouveaux diffuseurs » et la convention collective *prévoit dans ce cas une rémunération nettement moins généreuse, alignée cette fois sur le prix de vente des émissions (20 % du montant de la transaction répartis au prorata des cachets initiaux).*

Grogne des artistes, qui refusent de voir s'installer des disparités entre anciennes et nouvelles chaînes. Des négociations s'engagent, tournent court. La justice est saisie par les organisations syndicales, qui réclament l'extension à la Cinq et à M 6 des dispositions applicables aux trois premières chaînes. Le 23 mai 1989, un premier jugement du tribunal de grande instance de Paris les déboute et *« donne acte à l'INA de ce qu'il applique régulièrement les dispositions »* en vigueur.

Une nouvelle convention collective

C'est ce jugement que la cour d'appel de Paris vient d'infirmer partiellement. Parce qu'une nouvelle convention collective des interprètes a été conclue en mai 1988 ; parce que la Cinq et M 6 y ont adhéré le 1er juillet suivant, acceptant dès lors, selon le tribunal, de rémunérer les artistes selon un système analogue à celui de *TF 1, Antenne 2 et FR 3*. L'arrêt de la cour condamne donc l'INA, la Cinq et M 6, à verser aux ayants droit une rémunération complémentaire pour toutes les œuvres achetées à l'Institut et diffusées sur ces deux chaînes depuis leur adhésion à la convention collective.

La note s'annonce lourde – *« plusieurs dizaines de millions de francs »*, estime le PDG de l'INA, qui devront être partagés entre les trois partenaires. La Cinq et M 6 ont d'ores et déjà décidé de déposer un recours devant la Cour de cassation, l'Institut national de l'audiovisuel étudiant encore la possibilité de le faire. Recours non suspensif toutefois et qui n'empêche pas l'avenir immédiat d'être des plus sombres. *« Il est clair en effet*, précise une note confidentielle de l'Institut, *que le régime de rémunération décidé par les juges d'appel bouleverse de fond en comble l'équilibre économique de nos échanges avec les nouveaux diffuseurs. Ces derniers constituaient un second marché pour la rediffusion des archives de télévision. Ce marché est désormais fermé. »*

Jusqu'ici, le prix de vente moyen par l'INA d'une heure de programme s'établissait en effet entre 100 000 et 150 000 francs, rémunération des artistes comprise. Demain, le prix des rediffusions sur les jeunes chaînes pourrait doubler. A moins que celles-ci ne renoncent à acheter français et, arguant des coûts, abandonnent tout respect des quotas en diffusant uniquement américain. *« Une telle issue serait dommageable pour tout le monde*, conclut M. Fillioud. *Pour les téléspectateurs, pour l'INA, et pour les artistes. »*

PIERRE-ANGEL GAY

Tout en continuant la chasse aux programmes violents

Le CSA ne veut pas jouer les « gendarmes » de l'audiovisuel

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'a pas attendu le ministre de la culture pour se préoccuper du respect de la loi » : c'est, en substance, la réponse donnée, tour Mirabeau, au siège de l'autorité indépendante, à la lettre de *M. Jack Lang sur les dérapages* des chaînes privées (*le Monde* du 31 août). Deux jours avant la réception de la fameuse missive, le Conseil a en effet entamé une procédure contre la programmation par la Cinq à 20 h 30, les 30 et 31 juillet, de deux téléfilms particulièrement violents : *Dangereuse tentation* et *New-York : le justicier du métro*. Le CSA a, comme le veut la loi, saisi le Conseil d'Etat. Et, dès la semaine prochaine, les « sages » examineront quelques programmes litigieux de M 6.

Les membres du Conseil s'étonnent que le ministre de la culture puisse leur reprocher une quelconque *« mansuétude »* à l'égard des chaînes privées. N'ont-ils pas condamné, l'an dernier, M 6 à verser 5,5 millions de francs pour diffusion de films violents et exigé de la Cinq 72 millions de francs pour non-respect des quotas ?

Mais la majorité des membres de l'institution et son président, M. Jacques Boutet, ne veulent pas devenir, comme ils l'ont maintes fois expliqué, les « gendarmes » de l'audiovisuel. Ils continuent à penser que l'amélioration de la qualité des programmes dépend étroitement de celle des comptes d'exploitation des chaînes. Des comptes d'exploitation déjà fortement déficitaires et que l'accumulation de sanctions financières ne risquerait pas de ramener à l'équilibre.

J.-F. L.

La rentrée des chaînes

TF 1 renforce ses variétés et ses magazines

« Bien peu sont les chanteurs français qui méritent le prime time *! »* Cette petite phrase lâchée par Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1, lors de la présentation, le 30 août, de sa grille de rentrée, donne bien le ton d'un discours entièrement dominé par le souci commercial.

Cette logique est la clef de la grille, qui mise sur les stars, le strass et les jeux d'argent. Peu de changement, donc, dans une équipe qui gagne. Jean-Pierre Foucault (dont la « Sacrée soirée », sera pimentée d'un « invité-mystère »), Patrick Sébastien (toujours « fou ») et Patrick Sabatier (avec une nouvelle émission « Tous à la Une ») gardent leurs créneaux et leurs horaires, rejoints par le quatrième larron, Michel Drucker (qui célèbre son passage dans le privé par une nouvelle émission, « Stars 90 », dont le premier invité est Alain Delon).

La deuxième partie de soirée offrira les mêmes valeurs sûres. Des magazines (« Santé à la Une », « Chocs », « Médiations », « Duel »), avec deux innovations signées Pascale Breugnot : « La vie de famille » et « Perdus de vue » (le succédané du projet controversé « La trace »). Christophe Dechavanne continuera de s'exclamer « Ciel mon mardi ! » *et, le jeudi,* « *Ex-libris* », dorénavant en direct, cédera la place une fois par mois à un nouveau débat politique, présenté par Anne Sinclair (en plus de « 7 sur 7 »), « Le point sur la table ». Autre nouveauté : une émission d'investigation le vendredi, en alternance avec « Grands reportages » et « 52 sur la Une », confiée à Patrick Poivre d'Arvor, Gérard Carreyrou, Charles Villeneuve et Franz-Olivier Giesbert (*le Figaro*).

Un nouveau logo

Côté informations, on se félicite *bruyamment* de la couverture *« exemplaire »* des événements du Golfe. En remerciant Patrick Poivre d'Arvor pour son interview de M. Saddam Hussein, Etienne Mougeotte n'a pas craint d'affirmer que *« TF 1 est devenue l'une des grandes chaînes reconnues au plan international »*, et il a qualifié de *« jaloux »* ceux qui ont osé émettre des réserves.

Seule véritable nouveauté dans ce concert d'autosatisfaction, un nouveau logo : *« TF 1 et mon cœur fait boum ! »*, affiché sur 5 200 panneaux à Paris et en province, imprimé dans la presse et chanté dans des clips télévisés sur l'air bien connu, acheté (on n'a pas dit pour combien !) à Charles Trenet. Imaginée par l'agence Lintas, cette campagne, lancée le 29 août, durera jusqu'au 20 septembre.

ALAIN WOODROW

En RFA

Le bimensuel de Daniel Cohn-Bendit cesse sa parution

BONN

de notre correspondant

Pflasterstrand (Sous les pavés, la plage) est un « city magazine » de Francfort-sur-le-Main qui a porté pendant treize ans le drapeau de l'esprit de mai 68 sous la houlette de son directeur, Daniel Cohn-Bendit. On a appris jeudi 29 août qu'il allait disparaitre des kiosques de la métropole bancaire d'outre-Rhin, victime d'une maladie qui ne pardonne pas dans cette ville vouée depuis des siècles à l'argent : la non-rentabilité. La relance de ce magazine bimensuel, qui voulait sortir du ghetto gauchiste de Francfort pour s'adresser aux « yuppies » libéraux n'est pas parvenue malgré d'importants investissements à assurer la bonne santé financière de l'entreprise.

Pflasterstrand, comme d'autres journaux de la scène alternative ouest-allemande, est également victime de la crise politique traversée par une extrême gauche et un parti Vert désorientés par les événements qui se sont déroulés dans le pays l'an passé : viscéralement hostiles à l'unité allemande. englués dans des débats internes alors que l'histoire se faisait sans elle, cette mouvance de l'opinion est à la recherche d'un second souffle. L'extrême gauche pure et dure ne pardonnait pas à des journaux comme *Pflasterstrand* de faire des concessions à l'« esprit du temps », ce *Zeitgeist* snob qui fait le succès de mensuels comme *Wiener* ou *Tempo*. Daniel Cohn-Bendit, qui vient d'être père pour la première fois à quarante-inq ans d'un petit garçon prénommé Bela, va pouvoir se consacrer entièrement à ses fonctions d'élu municipal francfortois : il occupe depuis maintenant dix-huit mois les fonctions d'adjoint au maire chargé des relations multiculturelles dans une ville qui compte plus de 20 % d'étrangers.

L. R.

SPORTS

ATHLÉTISME : championnats d'Europe à Split

Le ballet de Monique Ewanje-Epée

Après quatre jours de compétition aux championnats d'Europe d'athlétisme à Split (Yougoslavie), sept Français ont accédé au podium. Comme Christian Plaziat (décathlon) la veille, Monique Ewanje-Epée (100 mètres haies) y est montée, jeudi 30 août, pour entendre *la Marseillaise*.

SPLIT

de notre envoyé spécial

« Le 100 mètres haies ? Mais c'est un ballet ! » La phrase est lancée par Monique Ewanje-Epée dans la bousculade du couloir qui mène au podium. Les perles de sueur accrochées à ses épaules brillent. Elle tente d'enfiler la veste d'un survêtement. Elle est pieds nus. Elle ne veut boire qu'avec une bouteille cachetée dans l'attente du contrôle anti-dopage. Elle sait qu'elle a une heure pour rendre son prélèvement. Elle rit, fait toutes sortes de mimiques, se recoiffe, parle. Elle ne sait comment traduire en mots le bonheur qui la transfigure. Les micros se tendent, les stylos se braquent, une question chasse l'autre, elle n'a pas le temps de peser ses mots pour répondre. Elle réagit. Dans le prolongement de l'effort qui l'a propulsée vers la victoire. Par impulsions.

Un ballet, donc ! Un ballet, bien sûr ! Car la danse est l'autre face de la vie de cette jeune femme qui bouge si bien, avec l'élégance d'un mannequin, parée de bagues, boucles et chaînes d'or, toute de grâce. Monique Ewanje-Epée est championne d'Europe du 100 mètres haies. Elle est incontestablement l'une des trois meilleures spécialistes mondiales de cette discipline. Mais il n'y a pas longtemps, en 1987, elle dansait. Si bien qu'une compagnie lui a fait des offres. Et elle a sérieusement pensé abandonner les stades. C'était l'année de tous les doutes, le point charnière, sinon de rupture.

Cette année-là, Monique Ewanje-Epée a vingt ans. A son palmarès, il y a un titre de championne d'Europe junior du 100 mètres haies et une place de demi-finaliste aux championnats d'Europe de Stuttgart, mais elle n'a pas été sélectionnée pour les championnats du monde de Rome. Elle y a vu une injustice qui affectera son goût pour l'athlétisme. D'autant que le professeur de maths, Dominique Biau, qui l'a formée à Montpellier avec sa soeur Maryse, la championne de saut en hauteur, renonce à l'entraînement.

Elle néglige donc le chemin du stade. Ses muscles et sa résistance ont fondu. Elle vaut une seconde de plus sur 100 mètres haies que deux ans auparavant. La danse l'occupe presque à plein temps. Stéphane Caristan, qui est alors tout auréolé par sa victoire sur 110 mètres haies à Stuttgart, lui conseille d'aller voir son propre entraîneur, Jacques Piasenta, à Créteil. L'expérience est tentante, mais la vie parisienne l'effraie. Fille du Sud, Monique Ewanje-Epée n'envisage pas de se couper de ses attaches.

Le premier contact avec la vie de l'Institut national des sports (INSEP), dans le bois de Vincennes, est d'ailleurs peu encourageant. Mais « Pia » sait trouver les mots et façonner l'environnement qui lui conviendra. Un logement et un emploi à Créteil. Et cette façon de concevoir le 100 mètres haies : comme un ballet. La danse et le sport réunis, les morceaux d'une ambition sont en place. Désormais, elle ne veut plus que gagner.

La plus jeune à Séoul

Dès 1988, Monique Ewanje-Epée retrouve sa place en équipe de France. Elle termine septième de la finale olympique : *« J'étais la plus jeune des huit filles sur la piste de Séoul »*, précise-t-elle. Autrement dit, celle qui a la plus grande marge de progression. Techniquement, en effet, elle est loin d'être parfaite, passant beaucoup trop haut par-dessus les obstacles, perdant ainsi de précieux centièmes de seconde. Le travail ne l'effraie pas. « Pia » s'emploie à le rendre le plus attrayant possible, inventant au besoin des exercices nouveaux pour tromper la monotonie des figures imposées sur les obstacles. Investissements qui rapportent bientôt dividendes.

L'an passé, Monique Ewanje-Epée devient championne de France, gagne les Universiades et descend le record national de Laurence Elloy à 12 s 65. Elle se retrouve deuxième dans les bilans mondiaux. Elle commence alors à se voir avec la médaille d'or européenne au cou, à Split. Elle n'est pas la seule : on s'intéresse de plus en plus à elle. Cette pression médiatique la fait se cabrer quelque peu. On la dit alors sauvage ou pimbêche. Elle est simplement secrète, ne dit rien de ses intentions et de ses ambitions. Mais les résultats sont excellents. Monique Ewanje-Epée n'est pas statistiquement la plus rapide de la saison, mais elle est imbattable ou presque. Lorsqu'au meeting de Zurich, devant un public passionné de soixante mille personnes, elle bat sur le fil sa principale rivale soviétique, il semble acquis que le titre européen doit lui revenir.

Reste à franchir ces dix haies. A aller au bout d'une journée dalmate moite. A vivre son destin sans penser à celui des autres, tous les camarades de l'équipe de France qui, ce jour-là, accumulent déboires et blessures, comme Stéphane Caristan (lombalgie), Gilles Quénéhervé (occlusion intestinale) et Philippe Collet (luxation du coude). A tenir finalement moins de treize secondes : un coup de pistolet, dix fois quatre foulées, dix enfourchements, un sprint final sans rien d'autre dans le champ de vision que la ligne, deux bras qui se lèvent au ciel, et un sourire qui se termine comme un sanglot, les dents plantées dans la lèvre inférieure.

Championne d'Europe ! Le rêve est réalisé. Monique Ewanje-Epée est de l'autre côté de son miroir. La voilà ballerine. C'était vraiment une danse, comme un ballet.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

200 mètres femmes

Déjà championne du 100 mètres, l'Allemande de l'Est Katrin Krabbe (vingt ans, 1,82 m, 64 kg) s'est imposée à nouveau dans le 200 mètres (21 s 95) avec deux mètres d'avance sur ses suivantes, sa compatriote Heike Drechsler, ancienne recordwoman de la distance, (22 s 19), et la Soviétique Galina Malchugina (22 s 23) .

100 mètres haies femmes

Deuxième meilleure performeuse de la saison (12 s 56, record de France), Monique Ewanje-Epée (vingt-trois ans, 1,73 m, 62 kg) a gagné son premier titre européen en 12 s 79. Elle a battu l'Allemande de l'Est Gloria Siebert (12 s 91) et la Soviétique Lydia Iurkova (12 s 92).

Lancer du javelot femmes

Championne olympique et détentrice du record du monde, l'Allemande de l'Est Petra Felke n'a pu terminer que troisième (66,56 m) du concours gagné à la surprise générale par la Finlandaise Pavi Alafrantti (67,68 m), devant une autre Allemande de l'Est, Karen Forkel (67,56 m). La Française Nadine Auzeil (56,88 m) a été éliminée au cours des qualifications.

200 mètres hommes

Médaille de bronze du 100 mètres, le Britannique John Regis (vingt-trois ans, 1,81 m, 86 kg) s'est imposé sur 200 mètres – distance où il avait été troisième au mondial de Rome 1987 – en 20 s 11, meilleur temps européen de la saison. Il a devancé le Français Jean-Charles Trouabal (20 s 31, record personnel) et le Britannique Linford Christie (20 s 33).

400 mètres hommes

Champion d'Europe 1986, le Britannique Roger Black (vingt-quatre 24 ans, 1,90 m, 83 kg) a conservé son titre en 45 s 08, devant le champion du monde 1987, l'Allemand de l'Est Thomas Schoenlebe (45 s 13), et son compatriote Jens Carlowitz (45 m 27).

3 000 mètres steeple hommes

Champion du monde 1987, l'Italien Francesco Panetta (vingt-sept ans, 1,75 kg, 64 kg) s'est imposé dans le temps de 8 min 12 s 66 . Il a précédé le Britannique Mark Rowland (8 min 13 s 27) et l'Italien Andrei Lambruschini (8 min 15 s 82).

Saut en longueur hommes

Ancien champion du monde junior, l'Allemand de l'Ouest Dietmar Haaf (vingt-trois ans, 1,73 m, 63 kg) a gagné le concours avec un bond de 8,25 m au deuxième essai. Il a devancé l'Espagnol Angel Hernandez (8,15 m) et le Yougoslave Borut Bilac (8,09 m).

Saut à la perche hommes

Médaille de bronze au mondial de Rome (1987) et médaille d'argent aux Jeux de Séoul (1988), le Soviétique Rodion Gataufine (vingt-cinq ans, 1,89 m, 78 kg), qui a été le deuxième homme à franchir 6 mètres, a gagné le concours de saut à la perche en franchissant 5,85 m au premier essai. Il a devancé son compatriote Grigory Yegorov et l'Autrichien Hermann Fehringer (5,75 m). Philippe Collet, quatrième, qui avait franchi 5,60 m et 5,70 m à ses premiers essais, s'est luxé le coude droit en tentant 5,80 m. Ferenc Salbert, septième, a franchi, 5,60 m. Vice-champion du monde 1987, Thierry Vigneron, douzième, a raté trois essais à 5,40 m.

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Yannick Noah et Henri Leconte éliminés

La quatrième journée des Internationaux des Etats-Unis de tennis, jeudi 30 août à Flushing-Meadow, n'a pas été favorable aux Français. Si la défaite de Yannick Noah face à Boris Becker était attendue, Henri Leconte, qui a manqué plusieurs compétitions récentes, s'est effondré devant le Soviétique Andreï Cherkasov après l'avoir largement dominé dans le premier set.

Simples messieurs
(deuxième tour)

Gilbert (E-U, nº 8) b. Leach (E-U), 7-6, 6-4, 6-2 ; Krickstein (E-U, nº 9) b. Stoltenberg (Aus.), 6-4, 6-2, 6-4 ; Chang (E-U, nº 11) b. Arias (E-U), 7-6, 6-3, 6-2 ; Becker (RFA, nº 2) b. Noah (Fra.), 6-4, 6-2, 7-6 ; Muller (AfS) b. Courier (E-U, nº 14), 4-6, 6-4, 7-6, 7-6 ; Cherkasov (URSS) b. Leconte (Fra.), 1-6, 6-1, 6-4, 6-3 ; Ivanisevic (You., nº 15) b. Fleurian (Fra.), 6-4, 6-2, 3-6, 6-1 ; Agassi (E-U, nº 4) b. Korda (Tch.), 7-5, 5-7, 6-0, 6-4 ; Berger (E-U, nº 13) b. Carlsson (Suè.), 3-6, 6-1, 6-4, 6-2.

Simples dames
(deuxième tour)

A. Sanchez-Vicario (Esp., nº 6) b. C. Kuhlman (E-U), 6-1, 6-2 ; C. Martinez (Esp., nº 10) b. C. Bartos (Sui.), 6-0, 6-4 ; J. Capriati (E-U, nº 13) b. P. Hy (Can.), 6-3, 6-1 ; E. Reinach (AfS) b. A . Dechaume (Fra.), 6-3, 6-0 ; N. Tauziat (Fra.) b. E. Zardo (Sui.), 6-4, 4-6, 6-2 ; M. Seles (You., nº 3) b. R. Fairbank-Nideffer (E-U), 6-2, 6-2 ; K. Maleeva (Bul., nº 7) b. K. Kschwendt (Lux.), 7-5, 6-1 ; B. Paulus (Aut., nº 16) b. L. McNeil (E-U), 6-2, 4-6, 6-4 ; Z. Garrison (E-U, nº 4) b. A. Gavaldon (E-U), 6-4, 6-0 ; J. Novotna (Tch., nº 12) b. K. Rinaldi (E-U), 6-4, 6-3 ; S. Graf (RFA, nº 1) b. R. McQuillan (Aus.), 6-1, 6-3.

CULTURE

THÉATRE

Soleil grec

Deux ans après « l'Indiade », Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil répètent à la Cartoucherie « l'Orestie » d'Eschyle et « Iphigénie à Aulis » d'Euripide

Entre deux créations, le Théâtre du Soleil s'est habitué aux longues périodes d'attente. Deux ans après *l'Indiade*, ayant épongé quelques dettes, la troupe s'est remise au travail. Depuis le mois d'avril, le « Soleil » répète en effet *les Atrides : l'Orestie* d'Eschyle *(Agamemnon, les Choéphores, les Euménides)* et *Iphigénie à Aulis*, d'Euripide, une tétralogie qui sera présentée à la fin du mois d'octobre. Travailler sur des textes grecs est un véritable retour aux sources, nous explique Ariane Mnouchkine.

Quelques mois plus tard, le Théâtre du Soleil présentera *Voile noire, voile blanche*, d'Hélène Cixous, la vie de la poétesse russe Anna Akhmatova. Une pièce pour cinq comédiennes, de l'inédit pour une troupe si nombreuse.

« Avec Ariane Mnouchkine, le théâtre semble indissociable de l'histoire.

– Chez nous, il n'y a pas de théâtre sans l'histoire. Ce n'est ni un principe, ni une décision arbitraire. Je suis fidèle à mes goûts. Prenons les Shakespeare, par exemple. *Richard II* et *Henri IV* sont des pièces dans lesquelles le rapport à l'histoire, sa falsification même, sont importantes. Je crois en fait que le thème qui revient le plus souvent au Soleil, c'est la guerre intestine, fratricide, civile. *Méphisto* était un spectacle qui traitait du déchirement entre Allemands avant la seconde guerre mondiale. De même la Révolution française, et Shakespeare, et le Cambodge, et la partition de l'Inde dans *l'Indiade*, enfin. Peut-être, tout simplement, que le déchirement, la contradiction, la dualité, le bien et le mal contenus dans le même être composent « le » thème théâtral par excellence.

***– Le Théâtre du Soleil devait présenter un spectacle sur la Résistance, et voici* l'Orestie.**

– Nous avons reporté le projet de la Résistance pour des raisons purement artistiques. Je n'étais pas prête à théâtraliser quelque chose d'aussi proche, d'aussi présent dans le temps et dans l'espace. Je sentais que j'en étais encore à des images cinématographiques, et réalistes.

» Comment traiter l'image contemporaine d'une façon vraie mais non réaliste ? Je m'étais déjà posé cette question lorsque nous avons voulu faire quelque chose sur le Cambodge. J'ai préféré travailler sur Shakespeare. C'est seulement après que nous nous sommes penchés sur l'histoire contemporaine. Avant de nous attaquer à la Résistance, nous sommes retournés à la source des sources. Aux Grecs.

» Il n'y a rien de désuet dans ces textes. C'est même étonnant. Je m'attendais à trouver des passages « difficiles ». Mais dès qu'on les joue, dès qu'on les vit, dès qu'on les incarne, dès qu'on cesse de croire que ce sont des pièces que *l'on comprend juste en les lisant*, ils deviennent brûlants, aigus, alors que les traductions paraissent verbeuses, filandreuses.

» En ce sens, notre travail consiste à écarter les idées reçues, et surtout les idées non reçues. Parce que l'on ne sait plus lire ce qui est le berceau, l'architecture presque fondamentale d'une des pensées occidentales.

– Comment travailler sur des textes vieux de 2 500 ans ?

– En ce moment la troupe vit un bouleversement. Nous sommes en train de découvrir quelque chose à part. Il y a 2 500 ans, un matin du mois de mars, devant vingt mille personnes, un acteur a commencé à dire ces mots-là et on l'a écouté jusqu'à l'après-midi. Et nous dans un théâtre, 2 500 ans après, nous *arrivons le matin, nous disons ces* mots. Il y a des moments où l'on se dit « ça devait être comme ça ». Parce qu'ils ne pouvaient pas le faire autrement. Le texte est si dru qu'il n'existe pas cent mille solutions pour l'acteur de le dire.

» Dès qu'on échappe au réalisme, on s'exprime dans le rythme, le dessin du corps. C'est depuis toujours notre méthode de travail. Nous ne l'abandonnons pas, au contraire, on le cherche de plus en plus. C'est un bouleversement aussi de découvrir un théâtre où les mots sont essentiels, à une époque où la langue, les mots sont tellement oubliés, dévoyés, déformés, vidés de leurs sens, vulgarisés. Et si l'on ne nous écoute pas, si l'on n'arrive pas à entendre et *sentir ce texte, nous aurons raté* notre coup. Et puis, nous acceptons à chaque fois de nous laisser tournebouler par les spectacles, d'être *renvoyés à la case zéro*, à la découverte absolue, à l'ignorance fertile, à la culture donc. C'est aussi un bouleversement.

– Vous ressourcez aussi le spectateur.

– Monter les Grecs aujourd'hui, c'est un peu prendre parti contre le vide et la bêtise. On devient vite prétentieux à le dire, mais finalement, c'est une attitude très sévère, ce n'est *pas de la flatterie*. C'est montrer au public que l'on sait qu'il en veut plus. On me reproche souvent de faire des spectacles *longs. Les spectateurs ne s'en plaignent* pas. Ils sont prévenus, et nous leur faisons confiance. Cette fois, d'ailleurs, les spectacles seront d'une durée « normale », quatre fois deux heures, ou une journée complète.

– C'est un discours très militant...

– C'est très moraliste, je vous autorise à le dire.

– Presque austère...

– Je ne pense pas que la morale soit austère. Quand on parle de théâtre, on parle de jouissance, et comment jouir si l'on trahit le théâtre ? Nous parlons de quelque chose qui est un art et je ne peux *pas imaginer un art sans respect*, sans terreur, sans inquiétude, sans loi, sans responsabilité. Il n'y a rien de plus austère que la routine.

» Si l'on n'essaie pas d'atteindre l'objectif le plus haut, on ne s'amuse pas, et moi j'ai envie de m'amuser. Or on s'amuse plus à tenter d'escalader l'Himalaya qu'à patauger dans un marais. J'ai bien dit « tenter ».

– Vous êtes un nom dans le théâtre français et l'on attend toujours les spectacles du Théâtre du Soleil.

– Etre désiré. C'est pour cela que l'on vit. Pourtant, lors des répétitions, nous ne pensons pas au public. Nous pensons à Euripide, à Eschyle, à nous, lorsque nous avons *la chair de poule* ou que nous étouffons un sanglot. Peut-être est-ce la meilleure façon de penser au public que de lui faire découvrir la force implacable de ce que nous aurons éprouvé. Les Grecs sont implacables.

– Après* l'Indiade *comme après les Shakespeare, vous avez dû vous arrêter deux ans. Les problèmes financiers du Théâtre du Soleil semblent chroniques.

– En général il nous arrive tous les trois ou quatre ans de nous arrêter pendant quatre mois, six mois, un an, pour payer des dettes et recommencer. Nous avons toujours une subvention de retard. Là, ça a été deux ans, ce qui est quand *même plus embêtant*.

» Toutes les troupes indépendantes jeunes ou moins jeunes, petites ou grandes, ont des problèmes. Nous, nous en avons chroniquement. Nous les assumons : nos spectacles sont longs – *les Atrides* durent huit heures environ – et cela exige du temps de préparation. Le Soleil est aussi un lieu de *formation de jeunes comédiens*. Nous sommes des entreprises extrêmement fragiles à la merci d'un échec. La sanction de l'échec est un risque utile.

– Qu'est-ce que serait le rêve ?

– Le rêve, c'est ce que l'on vit. Je n'imagine pas du tout la vie de troupe et de théâtre sans ces problèmes. Ils pourraient être moins graves, mais je n'ai jamais rêvé à une institution. »

Propos recueillis par
BÉNÉDICTE MATHIEU


BRIGITTE ENGUERAND

Ariane Mnouchkine lors des répétitions de « Méphisto » en 1979, au Festival d'Avignon

VARIÉTÉS

Charlélie Couture, retour d'Australie

Des antipodes, le chanteur a rapporté un disque et un livre

En ce moment, Charlélie Couture est à Paris. Au fond d'une cours du onzième, il surveille les travaux de réfection d'une petite maison qu'il habitera plus ou moins. Avant l'été sont apparus deux objets signés Couture, un disque, normalement, et puis un livre. A eux deux, mais on peut les consommer séparément sans *danger, ils racontent* l'Australie de Charlélie Couture.

« Mon chemin avait croisé l'Australie en 1986, pour une tournée. Et ma sœur y habite depuis douze ans », donne-t-il comme prétexte a son dernier exil. Il parle aussi de sa curiosité à regarder des descendants d'Européens se comporter sur *« une terre vierge, grande comme les Etats-Unis, peuplée comme la Belgique »*. Et une fois lancé il aligne les images, les impressions, ce qui est déjà sur le disque et dans le livre et le reste. Il parle *« d'un pays horizontal, tellement plat que l'horizon semble toujours proche »*. Des Aborigènes qui ont *« vécu avec cette terre pendant quarante mille ans pour arriver à être 400 000 et des Européens qui l'ont transformée irriguée, exploitée et sont 17 millions au bout de deux cents ans, l'abnégation et l'orgueil »*.

Melbourne Aussie, c'est le disque, enregistré avec des musiciens aussie (australiens), rassemblés au hasard des rencontres. C'est Charlélie Couture tel qu'on a appris à le connaître depuis dix ans, ses incantations un peu marmonnées, sa lutte âpre et discrète (pas toujours victorieuse) avec les mots, avec, de plus en plus, le refuge de l'anglais. C'est une Australie plus proche des premiers disques de Midnight Oil que des gamineries macho de Crocodile Dundee.

Et puis il y a *les Dragons de sucre*. C'est *le livre*, un scénario qui a explosé et s'est décomposé en recueil de nouvelles. Voilà déjà un moment que Couture dit qu'il ne sera plus *chanteur à trente-cinq ans*. Trente-cinq ans, c'est l'année prochaine : *« Si les gens ont voulu comprendre que je ne chanterais plus à cet âge là, tant pis pour eux. Mais je ne veux plus me définir seulement comme ça. »* Un peu ingrat, il se sent prisonnier de la chanson, dessine (troisième souvenir des antipodes, ses dessins seront exposés à Genève) et écrit. *« J'ai réécrit* les Dragons de sucre *quatre fois. Au début, quand j'ai repris j'ai cru qu'il suffirait de travailler page par page. Et puis phrase par phrase. Finalement, j'ai repris chaque mot. » Les Dragons de sucre* font une galerie trompeuse : on croirait des scènes de genre, prises aux marges de l'*australian way of life*. Puis, d'histoire en histoire, se tissent des liens, les personnages s'invitent dans la nouvelle voisine, les situations se déclinent d'une nouvelle à l'autre, jusqu'à ce qu'une hypothèse de roman émerge.

Et la prochaine fois faudra-t-il encore le prétexte d'un disque pour écrire un livre ? *« Je voudrais écrire la suite, le prolongement des* Dragons de sucre *en Tasmanie. Mon prochain disque, je crois que j'irai l'écrire à Lisbonne. »* C'est le système Couture de réapprovisionnement, il ne croit pas à l'inspiration à la commande, aux Gainsbourg qui claquent des doigts et écrivent une chanson. Il a besoin de matière première, il se veut *« journaliste abstrait »*, et, c'est vrai, son errance n'a pas d'autre objet de que de nourrir ses chansons, ses histoires, ses dessins. *« Au début, j'étais plus généreux, je voulais entraîner les gens à ma suite. Maintenant, je mets des trappes à l'intérieur de ce que j'écris. Aujourd'hui encore, les gens viennent me dire ce qu'ils ont compris de* Comme un avion sans ailes, *et ce n'est jamais ça. D'abord on est meurtri et maintenant je crois que c'est ça, la poésie. »*

THOMAS SOTINEL

► ***Les Dragons en sucre*, Ramsay/J.-J. Pauvert, 258 pages, 75 F.**

► **Disque, K 7 et CD, EMI.**

□ **Mort du dessinateur d'affiches Gilbert Lesser.** – Le dessinateur d'affiches américain Gilbert Lesser est mort le mardi 28 août à New York des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq ans. Spécialisé dans les affiches de théâtre, décorateur et créateur de costumes, Gilbert Lesser avait également été directeur de la promotion pour plusieurs magazines du groupe *Time* dont *Life, Fortune et Money*.- *(AFP.)*

CINÉMA

L'amour en fuite

Film de comédienne ? Film de femme ? Le premier long métrage de Nicole Garcia, « Un week-end sur deux », n'a pas besoin d'étiquette pour séduire

Qu'est-ce qu'une bonne mère ? Celle qui est là, toujours ? Qui attend à la maison ? Qui fait bien la cuisine ? Peut-être, mais il y a d'autres façons. Qu'est-ce qu'un bon film ? Celui qui nous touche ? Qui nous fait croire, ne serait-ce que par moments, à une histoire ? Alors, *Un week-end sur deux*, le premier long métrage de Nicole Garcia, est un bon film. Un portrait juste, intelligent, personnel, de ce qu'on a coutume d'appeler *« une mauvaise mère »*.

Camille (Nathalie Baye) est punie. Bien fait. C'est elle qui est partie. Elle a quitté son mari, passe encore. Mais aussi Vincent (Joachim Serreau) et Gaëlle (Félicie Pasatti). Ses enfants, confiés à la garde de leur père, elle les a donc pour ainsi dire perdus, on les lui prête, de temps en temps, en gros « un week-end sur deux ». Qu'a-t-elle *gagné en échange ? La liberté ?* Pour ce qu'elle en fait... Comédienne au chômage, elle vient d'accepter l'animation d'une soirée du Rotary Club de Vichy. C'est là qu'elle craque, avec un fou rire joliment désespéré. Vincent et Gaëlle sont avec elle, elle ne les rendra pas, voilà.

C'est idiot, sans issue, voler ce *qui ne vous* appartient pas, ça peut coûter cher, et après ? Camille prend la route dans une voiture de location pas payée. Elle ne sait plus très bien comment ça marche, des enfants, comment ça mange, comment ça dort. Elle regarde ce petit garçon trop sérieux qui se dit astronome et ne veut plus la toucher, *elle regarde cette petite fille* incertaine dans son joli manteau chic, et voudrait qu'ils la reconnaissent.

N'importe quoi, Camille fait n'importe quoi, elle se cogne partout, fait la roue sur une plage, perd son sac, pleure. Elle a tout faux, sauf que ses gosses, elle les aime. Vincent le sait bien, qui, un *soir, dans une chambre de fortune*, lui prendra enfin la main.

Ce qui est très beau dans cette histoire, c'est qu'elle se fout des conventions, celles de la morale comme celles du mélodrame, qu'elle ne finit ni bien ni mal. Camille, entrée sans effraction dans le rêve de Vincent (voir des météorites tomber du ciel, une certaine nuit, en Espagne), se retrouve sans lui, une étoile filante pour seule compagnie. L'utopique *cavale est terminée. Ce n'est pas* grave. Camille et ses enfants auront fait beaucoup plus, beaucoup mieux qu'un bout de chemin ensemble.

Vrai, beau sujet, que Nicole Garcia maîtrise la plupart du temps avec *une énergie un peu désordonnée*, une hâte séduisante à convaincre de la primauté des sentiments. Se pressant ainsi, elle trébuche parfois, se prend les pieds dans le récit, rate l'épisode de la fugue de Vincent, s'essaye brillamment à la caricature (la scène du Rotary, celle du restaurant), puis s'en repent, et surtout abandonne en chemin (son coscénariste Jacques Fieschi avec elle) les rôles secondaires. Escale chez la belle-sœur, ah, il y avait une belle-sœur ? Le mari revient, mal rasé, on ne le voit que par la *fenêtre*, on ne le reconnaît pas, on a l'impression d'avoir sauté deux épisodes de « Santa-Barbara »... Comme si *Nicole Garcia n'avait pas eu* les bras assez grands pour y serrer tous ses personnages à la fois.

Mais sur le trio vagabond, que de variations étonnantes, de trouvailles heureuses, de gestes forts, d'inspiration. Quelle façon respectueuse, digne de Comencini, de diriger les enfants, de les laisser à leur vérité, à leurs silences, à leurs secrets. Et surtout quel cadeau magnifique offert à Nathalie Baye. Qui « tient » sa Camille, paumée et invincible, ne la lâche pas, lui donne beaucoup, l'investit corps et âme. Jamais, sauf peut-être dans *Une semaine de vacances*, de Bertrand Tavernier (il s'agissait là aussi d'une morceau de vie entre parenthèses), Nathalie Baye n'est apparue aussi limpide, aussi vaillante.

DANIÈLE HEYMANN

Tendresse en mineur

« Trois années », de Fabrice Cazeneuve d'après Tchekhov, sonne juste mais manqué de souffle

Alexandre est riche, balourd, en passe de ne plus être un jeune homme. Julia est jolie et vive, et se *consume d'amour pour un soupirant* disparu. Alexandre aime Julia comme un fou, et un soir d'audace il ose demander sa main. Elle dit *« non »*, le lendemain elle dit *« oui »*. Par fatalisme, par renoncement. Il faudra trois ans, de crises molles en silences lourds interrompus par le drame de la mort d'un enfant, pour qu'Alexandre découvre qu'il n'aime plus Julia, pour que Julia s'aperçoive que, sans passion, elle peut vivre heureuse aux côtés de son rondouillard époux. Au service de cette histoire toute en demi-teinte, le jeune cinéaste Fabrice Cazeneuve dépense des trésors de délicatesse, sans surmonter toutes les difficultés.

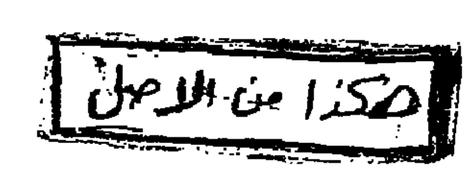
Trois années est adapté de Tchekhov (1) : *tout dans cette triste et* belle histoir/e d'amour non partagé fleure la Russie d'antan. Et il faut beaucoup de bonne volonté pour confondre une villa d'Aix-les-Bains avec une datcha, pour prendre cette *mélancolie slave* pour quelque poussée de romantisme fin de (dix-neuvième) siècle dans la province française. Dès les premières images, ce parfum de *Cerisaie* transplantée entête et dérange

Il faudrait pour y échapper un souffle qui fait cruellement défaut. Le producteur, Jacques Kirsner, a tenu à remercier les dirigeants de TF 1 *« sans qui le film n'existerait pas »*, selon la formule consacrée. *Merci à eux, donc*, mais peut-être est-ce leur bienveillante présence qui fait que *Trois années* ressemble à ce point à un téléfilm. *Un téléfilm haut de gamme*, comme on dit, pour lequel décorateur et costumière ont disposé de confortables moyens, mais un téléfilm tout de même. *Affaire de respiration*, d'espace et de rythme. Dans cette reconstitution où pas un accessoire d'époque ne manque, les comédiens semblent embarrassés par leurs costumes empesés et l'accumulation de bibelots. Même Sabine Azéma, qui donne une Julia un peu mécanique.

L'exception se nomme Jacques Villeret. Comédien exceptionnel en vérité, qui, loin des emplois comiques auxquels on l'a souvent confiné, exhale en un murmure, en un regard, toutes les nuances de la passion, du dégoût de soi, ou d'une sérénité un peu lasse. Paradoxalement, *Trois années*, qui raconte un double renoncement, restera comme une promesse et comme un appel. Promesse que le débutant Fabrice Cazeneuve, débarrassé d'une source d'inspiration aussi impressionante que Tchekhov, confirmera bientôt son talent. Appel à revoir le plus vite possible Jacques Villeret dans un cadre à sa mesure.

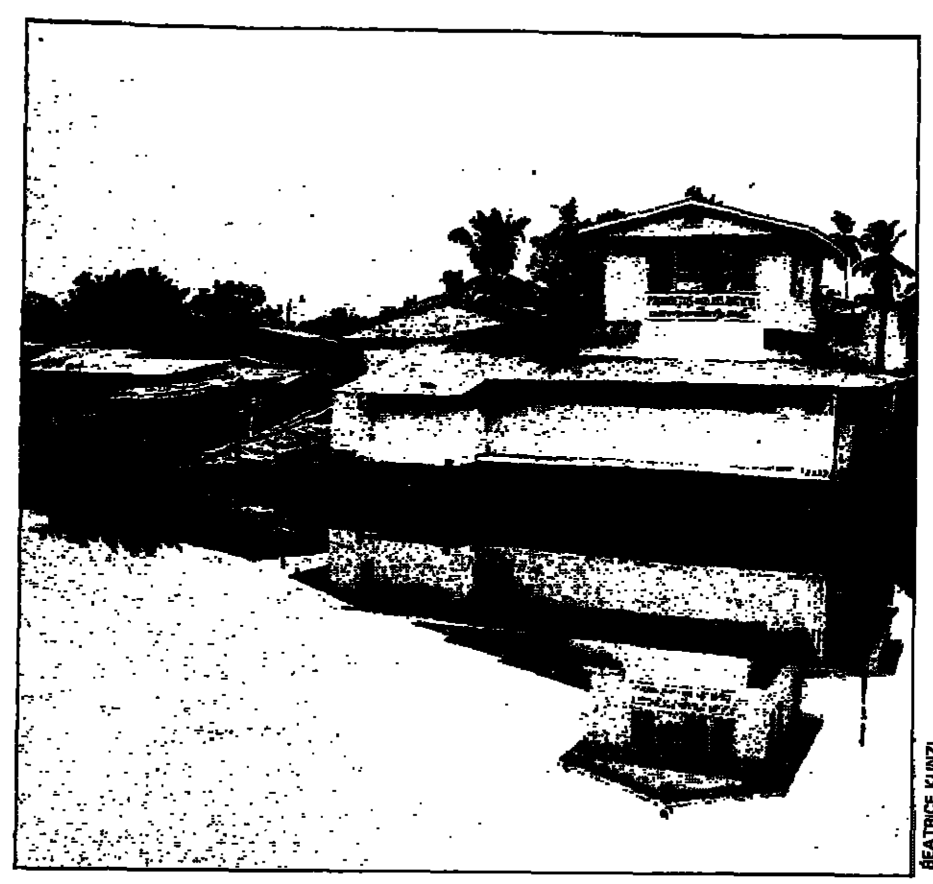
JEAN-MICHEL FRODON

(1) La nouvelle homonyme vient d'être rééditée par les Editions Complexe.



SANS VISA

Brillants en football, les Ticos habitent un pays, le Costa-Rica, pacifique et démocrate en une région de tumultes, une République accueillante aux réfugiés mais qui ne reçoit guère de visiteurs européens.



BEATRICE KUNZI



Costa-Rica des deux rives

IL est des noms trompeurs comme des souvenirs d'enfance : l'Ogaden résonne en arpège harmonieux et porte sur son sol une interminable guerre civile ; le Costa-Rica, aux consonnes retentissantes comme les *golpes* rituels du général Alcazar de Tintin, a peu connu la violence et vit dans la plus paisible des démocraties depuis un demi-siècle. La « côte riche » devinée par Christophe Colomb demeure en son continent une réalité improbable, porteuse d'un destin propre comme naguère l'Albanie, l'Uruguay ou la Tanzanie, et apparemment plus durable. Ces considérations politiques ne sont pas tout, cependant. Sa situation géographique désigne ce pays riverain des deux mers, à égale distance du Nord et du Sud américains, de l'Est et de l'Ouest océaniens : le Costa-Rica n'est-*il* pas à notre insu le vrai centre du monde ?

La bibliographie disponible sur le pays est courte : rien, hormis les classiques, Galeano, Rouquié. Les Français ne se sont guère penchés sur la patrie d'Oscar Arias Sanchez, président et prix Nobel de la paix 1987 ; ils sont sur place à peine un demi-millier et y font peu d'affaires, au contraire des Allemands et des Japonais. La LACSA, compagnie aérienne costaricienne à capitaux nippons, vient néanmoins d'acquérir des Airbus, et l'on se plaît à rappeler à San-José que l'emblème national contient du bleu, du blanc et du rouge, et que ces couleurs y figurent en même quantité que dans le drapeau français.

San-José n'est ni métropole ni carrefour; tout juste ville principale depuis l'indépendance, obtenue sans coup férir de la capitainerie générale du Guatemala en 1821 : le Costa-Rica est un pays sans *libertador* ou sans héros national, puisque son identité lui fut simplement octroyée. Si San-José sacrifie comme toute capitale latino-américaine à la manie commémorative du buste ou de la statue, elle manque pour ce faire de véritables événements, d'authentiques caractères.

L'armée, qui n'y fut jamais élite ou orgueil, n'existe plus depuis que José Figueres, récemment disparu, la supprima tranquillement en 1948. A démanteler la cause, on en élimine l'effet, et parler de coup d'Etat à San-José serait d'une rare incongruité, selon le chauffeur de l'un des taxis rouge sang-de-bœuf de la capitale : *« Tolérance, notre devise, notre fierté. »* On rencontre beaucoup de juifs d'origine germanique, de Nicaraguayens et de Salvadoriens fuyant la guerre civile, de Honduriens en mal de ravitaillement. Le Costa-Rica, longtemps enclavé faute de chemins de traverse, est perçu comme un havre ouvert au négoce : les taxis, justement, sont tous japonais comme la plupart des véhicules, les Québécois viennent en villégiature et bon nombre d'Américains y passent une retraite défiscalisée.

Calderon et Beethoven

Place de la Culture, principal carrefour de San-José, au petit matin. La terrasse du Café de Paris, avec sa colonnade crépie, commence d'accueillir ses premiers éventaires ; l'un d'entre eux expose des ocarinas, pierres à musique évidées et trouées. En face, l'entrée du Théâtre national, démarquée de notre Opéra-Comique, est flanquée des statues de Calderon et de Beethoven.

Pays « blanc » fier de la relative homogénéité de sa population, le Costa-Rica n'entretient aucun sentiment antigringo et fait de l'anglais une langue scolaire obligatoire, mais il maintient une relation particulière avec l'Espagne, *« qui n'a jamais pesé le poids du colonisateur »*, indique un haut fonctionnaire des affaires étrangères.

La matinée s'est avancée, des visiteurs descendent au Musée national, construit en sous-sol et où l'or est mis en scène comme à Bogota. Plus modeste, le portrait de Janata Morales est l'œuvre du Havrais Achille Bigol, arrivé au Costa-Rica en 1862. La chaleur s'est installée, mesurée, tenace, uniforme. Le vendeur de hamacs s'est allongé dans son fonds de commerce.

Les Indiens, peu nombreux lors de la conquête et moins de dix milliers de nos jours, ne s'y opposèrent pas, et tout serait pour le mieux dans ce pays sans aspérité apparente qui vient de renégocier fort habilement, dans le cadre du plan Brady, le rachat de sa dette extérieure à 17 % de sa valeur. Sans industrie, le pays s'est tôt appuyé sur les petits planteurs de café et de cacao, cette classe moyenne qui manque tellement à ses voisins. Il y a bien des Noirs dans l'équipe nationale de football, objet de toutes les attentions en cette période de Mondiale, mais on n'en voit guère dans les rues de San-José ; le temps n'est plus où il leur était interdit de s'y établir.

En route vers le Pacifique, vers Puntarenas et le Nicaragua, au volant du 4 x 4 indispensable à la saison des pluies, il faisait lourd et les fruits tropicaux achetés en chemin n'apaisaient la soif que médiocrement ; dans chaque village traversé, s'exprimait la fièvre du ballon rond. Les terrains les plus ruraux, sur les plateaux de semi-altitude, grouillaient d'apprentis joueurs, et le stade de Puntarenas renvoyait dès midi les clameurs de l'attente.

Viennent alors, bienfaisantes, les pluies écrasantes de l'après-midi. Alanguis par l'humidité ambiante, les habitants de la petite ville prennent un peu d'air dans la rue, assis sous des auvents qui les abritent de l'orage. Un char de mariage ou de carnaval saisi par la tempête quotidienne a été abandonné au milieu d'un carrefour ; ses guirlandes de crépon aux couleurs perroquet oscillent faiblement, défoncées et pendantes.

Pluie sur Puerto-Limon

Que serait la rive atlantique ? Ce fut la destination choisie un matin à 5 heures, en direction de Puerto-Limon, avec l'idée de rejoindre le Panama par la côte : les eaux de la nuit avaient fait leur œuvre, la route principale était bloquée par les éboulis, il fallait contourner la cordillère centrale. Vint d'abord Cartago, l'ancienne capitale au pied du volcan Irazu, avec sa cathédrale démesurée, puis les petites villes de Turrialba et Siquirres. Prairies vallonnées, maisons de village aux volets rouges et aux murs verts, cris d'enfants dans les cours d'école, robustes chevaux de trait : une Suisse des années 50, dont les alpages parfois abrupts seraient semés de caféiers, l'arbuste à baies vertes surtout exportées aux Etats-Unis. A Limon, la pluie recouvrait le port et la mer des Caraïbes ; forcés à l'inaction, les dockers regardaient l'eau dégoutter des toits de tôle. Noyés, l'édifice de la Lloyd Brasileiro, ceux des agents en douane, les comptoirs des exportateurs. Sous le kiosque du petit square jouxtant l'océan, au bout de l'avenue littorale, le tonnerre gronde et fait trembler les feuilles de palmiers et de cocotiers lissées, brillantes. Toute la population est noire, elle attend l'heure, apaisée, dans les petits restaurants du port, aux terrasses protégées des cafés. La lourde odeur caraïbe est dans l'air.

Tout s'est ralenti, la marche des semi-remorques chargés de fruits, celle des autobus scolaires orange. Dans la lagune en bord d'océan, un chalutier est échoué depuis des siècles, la mer étrangement teintée de rouille lui donne peu à peu de sa propre couleur. Des cochons noirs s'enfuient sous les arbres à fièvre tandis qu'une barque de pêche néglige l'intempérie et s'engage sur les flots. Avant d'atteindre Limon, on traverse un village au nom inattendu de Liverpool, remarquable par son cimetière de poids lourds. En travers de la route côtière qui mène, sans un virage, de l'aérodrome de Limon à la frontière panaméenne, une banderole défraîchie annonce la projection de *la Lambada, el film*, l'hymne entendu partout, à Singapour comme au Niger. Après Penshurst et Westfalia, autres villages de peuplement d'origine étrangère éloquemment dénommés, quittant la jungle en altitude, on pénètre, plus bas, dans la zone bananière qui fut longtemps le royaume de la fameuse United Fruit Company.

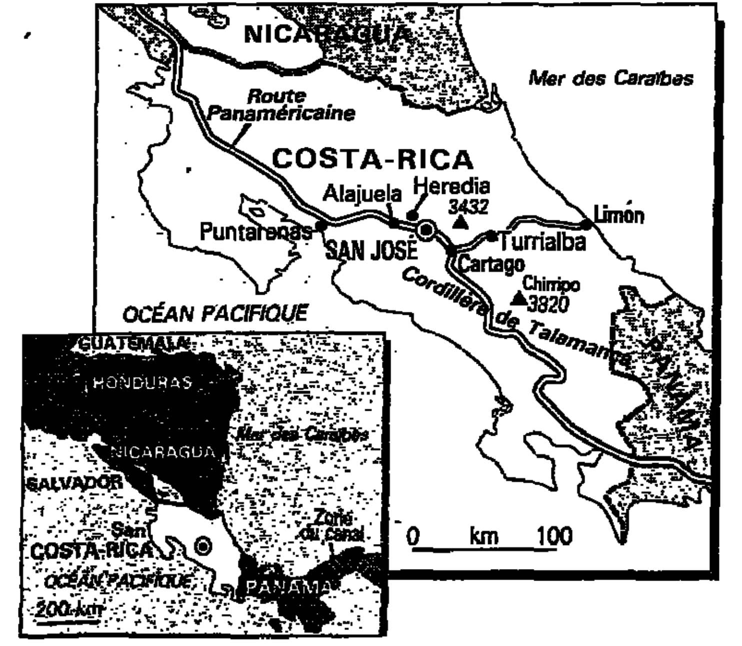
Comme le Honduras et le Guatemala, le Costa-Rica atlantique et sa population d'origine africaine ont connu l'emprise commerçante britannique, puis, pendant trois quarts de siècle, la mainmise économique nord-américaine. L'United Fruit n'est plus là depuis 1985 ; restent ses plantations, le chemin de fer et la hiérarchie sociale qu'elle avait installée. *« Elle avala ses concurrents (...), s'empara des ports et installa sa douane et sa police privées. Le dollar devint de fait, dans ces pays, la monnaie nationale »*, écrit douloureusement Eduardo Galeano.

Magistrature morale

Par divers biais, et d'abord sa prospérité posée qui octroie à ses citoyens une espérance de vie égale à celle des Européens, ce pays sans ennemi exerce discrètement une magistrature politique et morale sur l'Amérique centrale. Il n'a pas seulement hébergé les sandinistes puis les anti-sandinistes, il abrite le siège de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ainsi qu'une trentaine de parcs nationaux aux deux mille essences d'arbres, il se flatte que l'un de ses enfants, joliment dénommé Franklin Chang Diaz, à la fois chinois, américain et costaricien, ait participé en 1983 à un vol spatial. *« Pourtant, nous n'aimons pas payer d'impôts*, confie un élu, *même si nous sommes fiers de notre code du travail et de notre sécurité sociale. »* Et Aïda de Fishman, il y a peu nommée ministre de la culture, de se tourner naturellement vers l'industrie privée pour financer le développement régional de son département.

Le soir, la petite ville capitale s'illumine, plus belle la nuit que le jour. Si on veut gagner les montagnes et la regarder des hauteurs, montant vers le tunnel routier qui ouvre la route de l'Est, on distingue les enseignes des restaurants chinois de San-José et les lueurs entourant les clochers, car le très républicain Costa-Rica a bel et bien une religion d'Etat.

OLIVIER BARROT



Carnet de route

• *Y aller*

La meilleure desserte de ce pays encore peu touristique est assurée au départ de Paris par Panam. La compagnie américaine propose quatre fois par semaine un vol direct Paris-Miami avec correspondance immédiate vers San-José. *Au retour*, le temps d'escale à Miami permet de visiter la principale ville de Floride. Le prix de base est de 5 615 F l'aller simple en classe économique, mais il est conseillé de se renseigner auprès de Panam (42-66-45-45).

• Séjour

A San-José, le meilleur hôtel à l'américaine est l'Holiday Inn Aurola, *en plein centre* (tél. : 506-33-72-33 ; env. 100 dollars américains la nuit en *single*).

Plus traditionnel, le Gran Hotel Costa-Rica, place de la Culture (506-21-40-00).

• A lire

Deux ouvrages classiques évoquent le Costa-Rica, *l'Etat militaire en Amérique latine* d'Alain Rouquié (Le Seuil, 1982), et *les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, d'Eduardo Galeano (Presses-Pocket, 1990).

Le meilleur livre en anglais est *The Costa Ricans*, de Biesanz (Prentice Hall, 1987).

SANS VISA

JEUX

échecs

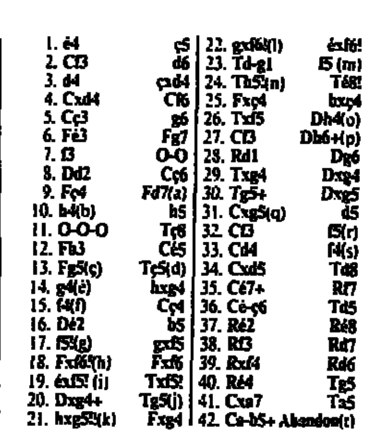
N° 1400

LA FOUGUE JUVÉNILE

(Championnat du monde Juniors par équipes, Singapour, 1990)

Blancs : I. MARKOVIC
Noirs : A. PAYEN

Défense sicilienne
Variante du Dragon.



1. é4	ç5	22. gxf6!(l)	éxf6!
2. Cf3	d6	23. Td-g1	f5 (m)
3. d4	çxd4	24. Th5!(n)	Té8!
4. Cxd4	Cf6	25. Fxç4	bxç4
5. Cç3	g6	26. Txf5	Dh4(o)
6. Fé3	Fg7	27. Cf3	Dh6+(p)
7. f3	O-O	28. Rd1	Dg6
8. Dd2	Cç6	29. Txg4	Dxg4
9. Fç4	Fd7(a)	30. Tg5+	Dxg5
10. h4(b)	h5	31. Cxg5(q)	d5
11. O-O-O	Tç8	32. Cf3	f5(r)
12. Fb3	Cé5	33. Cd4	f4(s)
13. Fg5(ç)	Tç5(d)	34. Cxd5	Td8
14. g4(é)	hxg4	35. Cé7+	Rf7
15. f4(f)	Cç4	36. Cé-ç6	Td5
16. Dé2	b5	37. Ré2	Ré8
17. f5!(g)	gxf5	38. Rf3	Rd7
18. Fxf6!(h)	Fxf6	39. Rxf4	Rd6
19. éxf5! (i)	Txf5!	40. Ré4	Tg5
20. Dxg4+	Tg5(j)	41. Cxa7	Ta5
21. hxg5!!(k)	Fxg4	42. Ca-b5+	Abandon(t)

NOTES

a) Les Noirs disposent ici de *nombreuses continuations* comme 9..., Da5 ; 9..., Dç7 ; 9..., Cd7 ; 9..., Ca5 ; 9...,a6 ; 9..., a5 ; 9..., Cxd4. Le développement du F-D noir, 9..., (Fd7) permet à la T-D d'occuper rapidement la colonne ç et prévoit la manœuvre *Cé5-ç4, laissant, pour le moment,* la D noire sur sa case initiale.

b) Ou 10.Fb3 ou 10.0-0-0 avec, souvent, retour à la variante *10.h4.*

c) Un point de départ de la variante du Dragon ; divers chemins s'offrent aux Blancs, soit *13.Fh6,* soit *13.Rb1,* soit le coup du texte 13.Fg5, ce dernier réduisant la capacité de contre-jeu des Noirs : si 13...,Cç4 ; 14.Fxç4, Txç4 ; *15.Cb3!* menaçant *é5.*

d) Contrôlant la cinquième rangée et préparant l'avance b7-b5.

e) Meilleur que 14.f4 et que 14.Th-é1.

f) On poursuit généralement par 15.h5 ou aussi par 15.Fxf6, Fxf6 ; 16.h5 ; par exemple, 16..., g5 ; 17.Cd5, é6 ; 18.Cxf6+, Dxf6 ; 19.fxg4, Tf-d8 ; 20.Th-f1, Dé7 ; 21.Rb1 avec la menace 22.Cf3 ! L'avance 15.f4 n'a pas une excellente réputation.

g) Si 17.é5?, dxé5 ; 18.Cdxb5, *Cxb2! ; 19.Rxb2, Da5* ; 20.Txd7, Cxd7 ; 21.Fxé7, Txç3! ; 22.Cxç3, éxf4 ; 23.Dç4, Cb6 ; 24.Db4, Dxb4 ; 25.Fxb4, Tç8! et les Noirs *dominent (Westerinen-Mestel, 1979).*

h) Après 18.éxf5, Té5! menaçant Cd5, les Noirs prendraient *l'initiative.*

i) Si 19.Cxf5, Txf5! ; 20.éxf5, Fxf5 ; 21.Fxç4, bxç4 ; 22.Cd5, ç3!

j) La pointe des Noirs.

k) Et celle, fantastique, des Blancs qui, sacrifiant la D, ouvre les colonnes g et h.

l) Sans craindre 22..., Fxd1 à cause de 23.Cç6! gagnant la D.

m) Si 22..., Cé5 ; 23.Td-g1, éxf6 ; 24.Cf5, Dd7 ; 25.Cd5! et si 23..., Dd7 ; 24.Cd5, Té8 ; 25.Th5, Cg6 ; 26.Tg5, etc.

n) Interdisant 24..., Dg5+.

o) Si 26...,Té1+? ; 27.Txé1, Fxf5 ; 28.Cxf5, Dg5+ ; 29.Cé3.

p) Si 27...,Dh3? ; 28.Tg5+, Rf8 ; 29.Tg5xg4, Dxf3 ; 30.Tg8+, *Ré7 ; 31.Té1+.*

q) Finale de deux C contre T.

r) A examiner est la défense 32...,Td8 ; 33.Cd4, Td7.

s) Si 33..., Té5 ; 34.Cç6, Té6 ; 35.Cxd5.

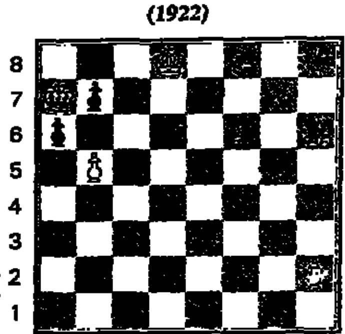
t) Toute résistance est vaine : si 42...,Rç5 ; 43.Cç3, etç. Ces jeunes n'ont peur de rien.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1399 M. GROMOV (1987)

(Blancs : Rç1, Fa2, Ch2 et b8. Noirs : Rf5, Td3.)

1.Fb1, Ré4 ; 2.Cg4!,Rd4 ; 3.Cç6+, Rç3 ; 4.Cf2!!,Td5 seule case ; 5.Fg6!! dominant totalement la T, Rç4 (si 5..., Tb5 ; 6.Cé4+etc.) ; 6.Cé4!,Rb5 ; 7.Cç3+, Rxç6 ; 8.Fé4! et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1400 D. JOSEPH (1922)



BLANCS (3) : Rd8, Pb5, h2.
NOIRS (3) : Ra7, Pa6, b7.
Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1298

UN DEMI-SIÈCLE EN ARRIÈRE

Cette donne, qui a été présentée il y a cinquante ans comme exercice, montre qu'à cette époque le jeu de la carte était déjà très évolué.

♠ A
♡ D V 10
♢ A R D 10 9
♣ 10 8 5 2

♠ R D V 9 7 — ♡ R 8 6 2 — ♢ 7 5 4 — ♣ 3 (Ouest)

♠ 6 5 3 2 — ♡ 5 4 3 — ♢ 6 2 — ♣ D 9 7 6 (Est)

♠ 10 8 4
♡ A 9 7
♢ V 8 3
♣ A R V 4

Ouest ayant entamé le Roi de Pique, *comment Stablein propose-t-il de jouer* ce PETIT CHELEM A TREFLE ?

RÉPONSE

Peut-on éviter de faire l'impasse à Cœur ? Oui, à condition de *couper deux Piques* avec deux atouts du mort. On réalise ainsi trois Piques, un Cœur, cinq Carreaux et trois atouts de la main. Toutefois il faudra penser à se protéger contre la Dame de Trêfle quatrième en Est, et voici la ligne de jeu proposée *il y a déjà un... demi-siècle :* après la première levée de l'As de Pique, le déclarant joue le 10 de Trêfle et *fournit le... 4 de Trèfle même si Est a couvert le 10 de Trèfle avec la Dame !*

En effet, regardez ce qui peut se passer si Sud prend la Dame de Trêfle quand Est a quatre atouts comme dans la donne réelle : le déclarant coupera un Pique, puis il reprendra la main avec le Valet de Trêfle et coupera son troisième Pique avec le dernier atout du mort. Il retournera chez lui par le Valet de Carreau et tirera l'As de Trêfle. Mais il restera un atout maître en Est pour empêcher l'utilisation de tous les Carreaux et le déclarant, après être remonté au mort à Carreau, devra essayer l'impasse à Cœur et chuter. Or, s'il avait laissé passer la Dame de Trèfle, *il aurait pu faire tomber le dernier atout* avec l'As de Trêfle. Mais qui pensera à ne pas prendre cette Dame de Trêfle ?

LES OLYMPIADES PAR PAIRES

Au moment où se déroule à Genève au Palexpo (en face de l'aéroport) *les Olympiades par* paires open et par quatre open (Coupe Rosenblum), il est intéressant de préciser que le Championnat du monde par paires a été inauguré à Cannes en 1962 et que le Championnat du monde par équipes open a eu lieu pour la première fois à La Nouvelle-Orléans en 1978.

Voici une des donnes les plus intéressantes de l'épreuve par paires en 1978. Elle a permis au champion du monde actuel, le Brésilien Gabriel Chagas, de faire le top avec son partenaire Assumpcao.

♠ D 8 6 4
♡ R
♢ A R D 7
♣ V 10 9 6

♠ V 10 5 — ♡ D 10 9 3 2 — ♢ V 10 — ♣ A D 8 (Ouest)

♠ - — ♡ 8 7 4 — ♢ 8 6 4 2 — ♣ R 7 5 4 3 2 (Est)

♠ A R 9 7 3 2
♡ A V 6 5
♢ 9 5 3
♣ -

Ann. : E. don. E.O. vuln.

Ouest X...	Nord Chagas	Est Y...	Sud Assumpcao
–	–	*passe*	*1 ♠*
passe	2 ♢	passe	2 ♡
passe	3 ♠	passe	4 ♣
passe	4 ♢	passe	4 ♡
passe	4 SA	*passe*	*6 ♣*
passe	7 ♠	passe	passe...

Ouest ayant entamé le 5 de Pique, *comment Assumpcao, en Sud, a-t-il gagné* ce *GRAND CHELEM A PIQUE* contre toute défense ?

Si Ouest entame *l'As de Trèfle* comment gagner encore ce grand chelem contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Après le soutien à saut à « 3 Piques » les enchères montraient des contrôles, sauf « 4 SA » qui est un *Blackwood. La* réponse de « 6 Trêfles » indiquait deux As et la chicane à Trêfle. Ce renseignement était suffisant pour permettre à Chagas de bondir au grand chelem car, en principe, il n'y avait plus de perdante.

PHILIPPE BRUGNON

scrabble®

N° 353

GARE AUX MORILLES !

Nous volons au secours des scrabbleurs qui ont acheté le Petit *Larousse en couleurs* 1991 avec planche *champignons* fautive, et ne se sont pas donné la peine de l'échanger. L'AMANITE se reconnaît par la *présence* à sa base d'une VOLVE (« vulve » ; cf. la VOLVAIRE, voisine de l'amanite). Elle est comestible si c'est une ORONGE (« orange »), une GOLMOTE ou GOLMOTTE (rougeâtre), si elle est OVOÏDE (en forme d'œuf) ; elle est vénéneuse si elle est phalloïde (« en forme de phallus ») : elle contient de la PHALLINE, poison violent. La CLAVAIRE est en forme de massue. Le GÉASTER (« étoile de terre ») s'appelle ainsi parce qu'il se déchire en étoile à sa maturité. La LÉPIOTE n'a pas de volve. L'AGARIC est connu sous le nom de champignon de Paris. Le POLYPORE (famille des POLYPORÉES) pousse sur certains arbres, tout comme le PLEUROTE ; le COPRIN préfère le fumier. Le LACTAIRE laisse échapper un suc laiteux s'il se rompt. L'HELVELLE est proche de la MORILLE, champignon *succulent contrairement à ce* que notre titre laisse entendre. L'HYDNE a un chapeau jaunâtre (L'HYPHE n'est qu'un filament). Le FARINIER sent *la farine* (la FARINIÈRE la vend ou plutôt la vendait). La RUSSULE, tout naturellement, est rousse.

Quittons maintenant les sous-bois humides pour retrouver d'autres formes moins ragoûtantes de champignons : la TRÉMELLE, gélati*neuse (elle tremble !) ; le PUCCI*NIA, aussi appelé rouille, de la famille des URÉNIDÉES.

Tout aussi juteux pour le scrab*bleur sont les éléments constitutifs* du champignon : le THALLE et le MYCÉLIUM (cf. l'adjectif MYCÉLIEN), appareils végétatifs ; la *PRUINE, couche poudreuse* ; l'ASQUE, la BASIDE et la THÈQUE, où se forment les spores ; la SPORIDIE et l'OOSPORE, formes de *spore (cf.* OOMYCÈTE).

MICHEL CHARLEMAGNE

SCRABBLE CLUB DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

(Tournois 46, rue de Mareil le lundi à 18 h)

Utilisez un cache afin de ne *voir* que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède *parfois un tirage signifie que le* reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de *référence est l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	KLAIINE			
2	AIL+TOPE	KINE	H 5	26
3	URERSTD	PELOTAI	G 6	70
4	TR+AFJLE	KURDES	5 H	32
5	FLR+STIE	JETA	4 L	44
6	ONVTEAM	RELATIFS	O 1	149
7	MO+BRVYE	VANTEE	2 J	34
8	MB+MHEOU	VOYER	N 8	42
9	BU+ZA?EO	HOMME	M 11	27
10	CAEETNT	ABOU(T)EZ	13 C	113
11	NOAIWNB	CANETTE	3 D	66
12	ONN+CIRD	BIWA (a)	1 G	51
13	DN+XESIE	CIRON (b)	B 11	32
14	LLIRPSU	INDEXEES	H 15	302
15	LLU+U?EF	PRIS	4 B	22
16	*MGURIDE*	*FEU(I)LLU*	A 3	88
17	SNOSGAA	DEMIURGE	K 8	72
18	AGAON+UQ	SAS	K 1	29
19	GON+HAL	LAQUA	7 A	20
20	LONG	HA	14 A	26
21		LOPIN	6 E	13
			TOTAL	1258

(a) Luth japonais. (b) CORINDON, E 7, 72.
Résultats non communiqués.

mots croisés

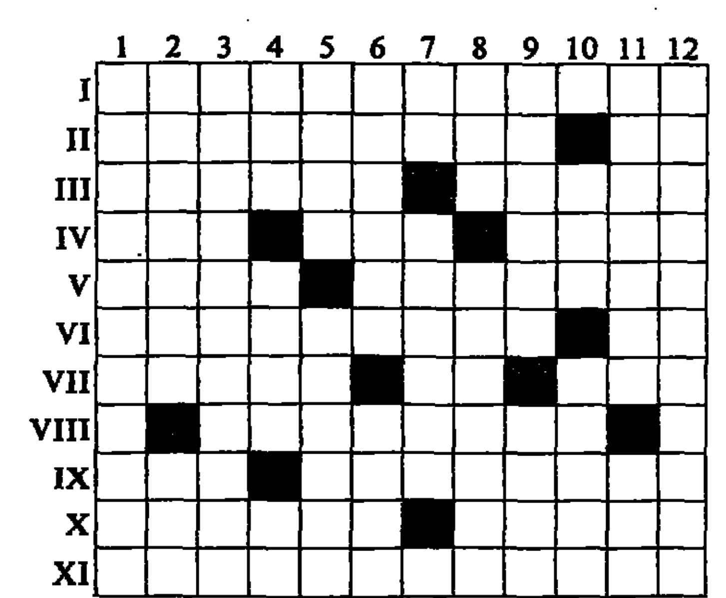
N° 627

HORIZONTALEMENT

I. Célèbres à Tarascon. – II. Voilà du nouveau. Il n'y a là rien de nouveau. – III. Ce qu'on fait à Tarascon. Fis pression. – *IV. Enleva. Un pot chamboulé.* Allait au charbon. – V. Se fera plaisir. A l'intérieur du sanctuaire. – VI. Ont eu droit à une leçon. Voyelles brechtiennes. – VII. Peu noble, quoique indispensable. Arbre. N'est pas n'importe qui. – *VIII. On y échappe certainement par la mort.* – IX. Trois des quatre. Ce qu'il faut pour un bon débroussaillage. – X. Fait l'enfant. Si c'est la nuit, on n'y voit goutte. – XI. Remis d'aplomb.

VERTICALEMENT

1. Change, s'il peut. – 2. Bravos. Débarrassé. – 3. Otes. – 4. Machin. Porte. En route. – 5. C'est une trop belle histoire. Parfois difficile à supprimer. – *6. Oublie. Il en vient. – 7. Nie.* Voués à Vénus ? – 8. A survécu de Malraux à Lang. Il aura peine à vous croire. – 9. Singes. On le fait, puis on est tranquille. – 10. Monnaie. Mettre au chaud. – 11. Heureux apparemment. Dans le temps. – 12. Experts en divi*sions.*



SOLUTION DU N° 626

Horizontalement

I. Saddam Hussein. – II. Uvée. Ouvrable. – III. Renfilée. Broc. – IV. Briefer. Route. – V. OTAN. Canities. – VI. Oiseau. Etat. – VII. Kr. Silos. Semi. – VIII. Otées. Rat. – IX. Nehru. Amicale. – X. Gémelliparité.

Verticalement

1. Surbooking. – 2. Avertir. Ee. – 3. Dénias. Ohm. – 4. Défenestré. – 5. If. Aïeul. – 6. Molécule. – 7. Huera. Osai. – 8. Uve. Nés. M.P. – 9. S.R. Rit. CIA. – 10. Sabotas. Cr. – 11. Ebruiterai. – 12. Ilote. Malt. – 13. Nécessitée.

FRANÇOIS DORLET

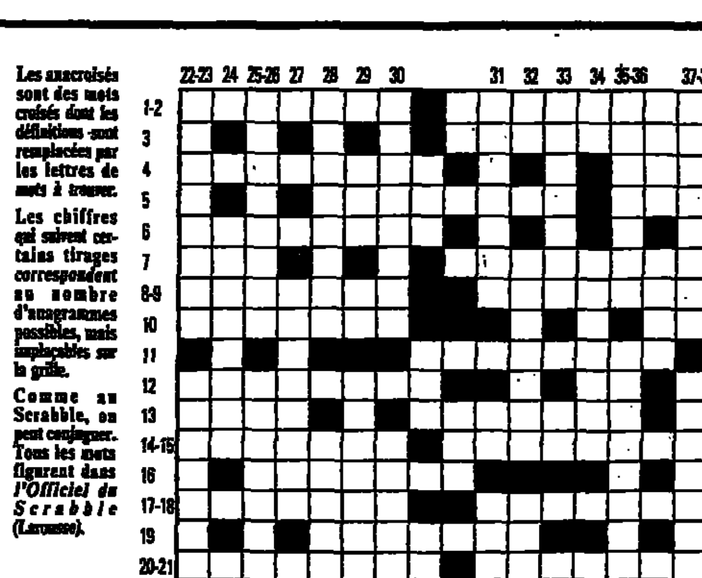
anacroisés®

N° 629

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



Horizontalement

1. AEINQSU. – 2. ACFFILOT. – 3. AEEILRST (+ 8) – 4. AABCNORT. – 5. EILOQRTU. – 6. EIILMSSU (+ 1). – *7. DEEINRRV (+ 1). – 8. AEILMRU (+ 1).* – 9. EEIORRS. – 10. AEIMRSU (+ 7). – 11. CINNOOSV. – 12. BEELNTUY. – 13. DINOOPR. – 14. ABCEORS. – *15. ABEEILNN. – 16. AIMNSTU (+ 2).* – 17. AEIIRRT (+ 3). – 18. AACHMOT. – 19. ADEEENN. – 20. AEHORSTT (+ 1). – 21. AGEOMRS.

Verticalement

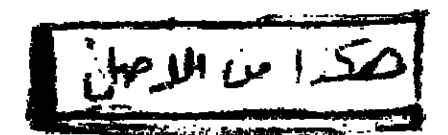
22. BEILMNOU. – 23. BEERRTT. – 24. ELLQSUUU. – 25. BEIMNOSS. – 26. CEEITTT. – 27. AEGORRSY. – 28. AAFIILQU. – 29. AAEMNNT (+ 1). – 30. EEEMRSTX. – 31. EELRRUV. – 32. DEIOOVV. – 33. AEEILST (+ 1). – *34. IILNOPR. – 35. AEGINST (+ 5).* – 36. AEGHNRSU. – 37. EEEFNRST. – 38. AEEILNT.

SOLUTION DU N° 628

1. FLUVIALE. – 2. AISANCE (ACENSAI). – 3. EGORGEUR. – 4. INUTILE. – 5. CENTILE (CLIENTE). – 6. HUTINET, maillet de tonnelier. – 7. AMASSEUR (SAURAMES, AMURASSE, AMUSERAS, ASSUMERAS). – 8. ARUSPICE. – 9. SATANEE. – 10. RUBENIEN. – 11. GESTUEL (GUELTES). – 12. BIMETAL (TIMBALE). – 13. CASTRATS. – 14. HUBLOTS. – 15. ETALIERE. – 16. EOCENES. – 17. RAISONNE (*RESONNAI, SONNERAI*). – 18. UPERISA (SURPAIE...). – 19. TELEXES. – 20. FAUCHARD, serpe à deux tranchants. – 21. LISEUSE (LIEUSE). – 22. PICOTANT. – 23. USANTE (NUATES, SUANTE). – 24. RAMADAN. – 25. TISSURES (SURSITES, TISSEURS). – 26. ABATTOIR (RABIOTAT, RABOTAIT). – 27. ACULEATE, insecte portant un aiguillon. – 28. ARCEAUX. – 29. ETRANGLA (GALERANT, REGALANT). – 30. THESES. – 31. ENVASEES. – 32. GUIMPENT, torsadent. – 33. BOTTAI (BOITAT). – 34. ULULONS. – 35. SCHLEU. – 36. GLOSEE (GELOSE,GLOSEE, GEOLES, LOGEES). – 37. BOSNIEN. – 38. RUBEOLES. – 39. PRAIRIAL. – 40. CAUSEUR.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

La grille d'Anacroisés n° 624 n'était pas la bonne. Nos lecteurs trouveront en page ci-contre la grille corrigée avec ses tirages, ses solutions... et nos excuses.



SANS VISA

LA TABLE

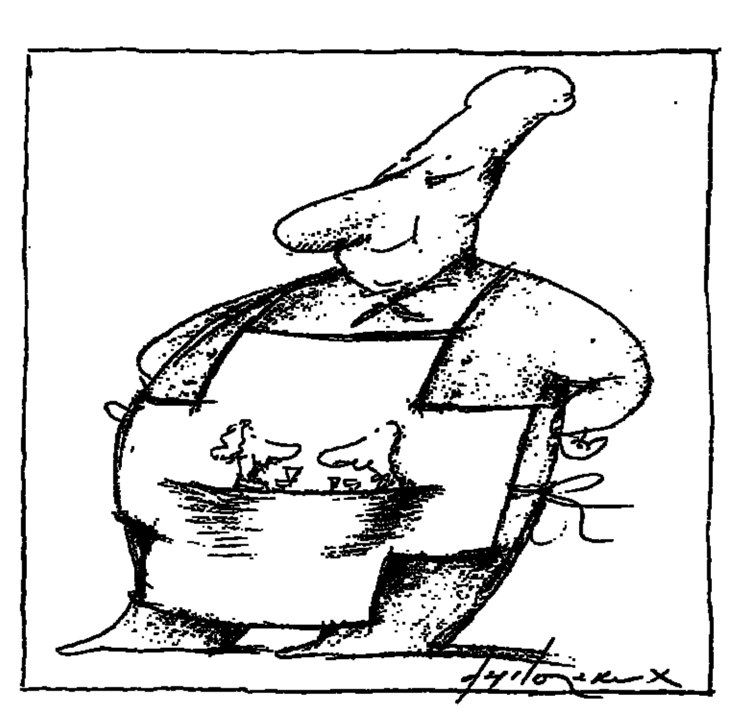
A Genève

Quoi de neuf du côté des palaces ?

MÊME si Genève n'est plus la capitale des capitales des belles années, d'autres touristes moins fortunés en prennent le chemin, hier pavé de pétrodollars. Gastronomiquement, qu'y trouvent-ils ?

D'abord, au long du lac, côté rive droite, les palaces d'autrefois toujours présents : *Le Richemond*, qui a la cote, *Le Beau Rivage* (avec, en son restaurant *Le Chat botté*, la cuisine d'un excellent chef français, Richard Gressac, venu de Vonnas), *Les Bergues* (avec son restaurant *L'Amphitryon*). Puis, parmi les nouveaux venus et de conception moderne, *L'Hôtel du Rhône* (le plus ancien). Après avoir triomphé avec l'organisation des Rencontres *gastronomiques internationales*, des changements de direction l'avaient déstabilisé quelque peu, mais il devrait renaître, bien que l'on annonce le départ prochain de son chef, André Gilloz, qui s'installera en 1991 sur la Côte d'Azur.

C'est à *L'Hôtel du Rhône* qu'il existe tout un étage « non fumeurs » et son restaurant, *Le Neptune*, vient d'être enrichi d'une agréable terrasse. Puis *L'Intercontinental* (proche de l'aéroport) et son restaurant *Les Continents*, avec un chef de qualité, l'Irlandais Tommy Byrne. Enfin, dernier venu, face au célèbre jet d'eau (pour éteindre le feu du lac), le *Noga Hilton*, avec son restaurant gastronomique *Le Cygne* et son chef Gilles Dupont (la meilleure table de Genève, j'en parle plus loin).



Mais aussi, toujours au Hilton, *La Grignotière* : une terrasse abritée surplombant les cygnes du lac, un service féminin aimable et efficace sous la houlette d'un directeur ne l'étant pas moins, M. Montigni, un buffet complet de hors-d'œuvre, une carte de brasserie bien étudiée, un coin « non fumeurs » enfin. Et, nouveauté, une terrasse-bar permettant d'attendre une place à table ou, après dîner, de s'attarder en bavardant, en dégustant les cocktails rafraîchissants proposés. A noter encore, au Hilton (dont le nouveau directeur, M. Eric Kuhne se révèle un « grand » de l'hôtellerie), la boutique des cigares de MM. Gérard père et fils, incontournables importateurs des splendides « cohimbas », entre autres !

On le voit, Genève ne repousse point, en cuisine, les talents étrangers. Même si l'on n'aime pas ici que l'on vienne s'installer avec suffisance.

Mme Régine, Fauchon, Gaston Lenôtre (voulait-il apprendre aux Helvètes à faire du chocolat ?) en savent quelque chose. Ephémère aussi Olympe (avant de revenir sur Paris) *« s'occuper des mini-plats d'un méga-magasin » !* Il y a Lipp, direz-vous. Oui, mais Lipp n'est qu'un nom célèbre acheté par un groupe suisse, et la *Brasserie Lipp* de Genève marche au point qu'il vient de s'en ouvrir une autre à Zurich !

Cela nous amène à évoquer de plus modestes adresses... Mais avant, j'allais oublier *Le Parc des eaux vives* (une institution, et dont la cave est justement renommée), la récente *Cassolette* (à Carouge, 31, rue J.-Dalphin, tél. : 022-742-03-18), et deux autres dont je parle plus loin.

Avec aussi *Le Béarn* (dont le chef patron profite des vacances pour refaire sa cuisine, mais à en croire de nombreux lecteurs, c'est l'accueil, ici, qui devrait être revu). Et aussi le charmant *Sénat* (1, rue E.-Yung, tél. : 022-746-58-10), d'accueil courtois, de cuisine honnête et bien négligé des guides.

On rêve de « manger suisse », de *découvrir une « pinte » où les* décis de fendant ou de dôle font passer la saucisse au chou, le papet de poireau et les röstis.

On rêve de se voir servir autre chose qu'une fondue pour touristes. A noter donc dans les « bons » du genre *Le Mazot d'Allèves* (16, rue du Cendrier, et son petit hôtel bien plaisant), *L'Auberge de Savièse* (20, rue des Pâquis), avec quelques autres que vous découvrirez peut-être (le plaisir du gourmet en voyage n'est-il pas celui de la découverte ?).

LA REYNIÈRE

SEMAINE GOURMANDE

Le Cygne

C'est la meilleure table de Genève. Par sa vue, imprenable, sur le lac et son célèbre jet d'eau ; par son cadre élégant mais surtout pratique, aux tables espacées bien disposées ; par son service impeccable... Et par la cuisine, enfin, de Gilles Dupont, géant souriant, débonnaire et inspiré. Sans oublier les sommeliers (Eric Duret, finaliste des Meilleurs Sommeliers d'Europe). Alors, du tartare de bar et thon rouge aux algues à la gratinée de Bresse au beurre de truffes, de la poêlée de langoustines au coulis de persil à la brochette de foie gras et polenta avec, selon les arrivages, de frais ombles chevaliers ou féras du lac jusqu'aux huit chariots d'éblouissants desserts, avec la découverte d'un vin blanc du Chablais helvète ou rouge du Tessin (cépage merlot) vous pouvez choisir les menus (120 et 140 F suisses) et la carte où quelques plats sont chiffrés « en dégustation », ce qui autorise des régals multi-plats (compter 150-175 F suisses).

► *LE CYGNE (Noga-Hilton),*
19, quai du Mont-Blanc, à Genève.
Tél. : 022-731-98-11.
Tlj. Chiens acceptés.

L'Hostellerie de la Vendée

C'est au Petit-Lancy (2 km de Genève), en une banlieue de verdure, une maison de tradition que celle de Joseph Righetto, assisté à présent de sa jeune fille Patricia et bien secondé par l'excellent chef qu'est Michel Bonneau. Cette année, ses visiteurs auront la surprise d'un jardin-terrasse couvert prolongeant l'élégante salle classique, mais retrouveront l'excellente cave (Righetto aime à découvrir des crus de prix modestes) avec ses menus (46, 68, 88 F suisses) et la carte (compter 120-150 F suisses). Membre de la chaîne des Châteaux et demeures de tradition, on est certain de ne trouver ici, en cuisine, ni conserves ni surgelés. On se régalera alors des croustilles de crevettes aux artichauts, d'un panaché de l'océan en saveur d'anchois, de la viennoise de ris de veau et son émincé de rognons à l'échalote, voire de la simple côte de bœuf à l'os grillée.

► *HOSTELLERIE*
DE LA VENDÉE,
28, chemin de la Vendée au Petit-Lancy.
Tél. : 022-792-04.11.
A.E. - D.C. - C.B.
Chiens acceptés.

Le Lion d'or

Nous y avons connu le géant Jacques Lacombe. Son successeur (depuis déjà deux lustres), *Henri Large, a su « maintenir »* et même améliorer le décor (en cette saison, la terrasse dominant le jardinet, où les cuisiniers vont s'approvisionner en salade et persil, domine tout le lac en un époustouflant panorama et ce, à 4 km de Genève). Le chef Claude Legras vient de se voir doté d'un éblouissant « piano », le directeur Claude Commergnat est un homme de métier. Henri Large n'a plus qu'à se réjouir, lui qui, aux Mouscardins de la Côte, a pris le « ton » méditerranéen donné à sa carte, du mesclun de rougets à la bouillabaisse en gelée, de la fougasse de foie gras à l'aile de raie aux figues, en passant par la fricassée de Bresse en bourride. Belle cave (notamment de vins suisses) et beaux desserts. Menus, 120 et 150 F suisses et carte (compter 150-200 F suisses).

► *LE LION D'OR*
5, place Gauthier, à Cologny.
Tél. : 022-736-44-32.
Fermé samedi et dimanche.
A.E. - D.C. - C.B.
Chiens acceptés.

anacroisés®

N° 624

Horizontalement

1. CEELNOOS. – 2. EEILLTU. – 3. AAAEHNPS. – 4. CEHIORRS (+ 1). – 5. AGIOUVX. – 6. AEHINOPS. – 7. CEHLNRY. – 8. ADEEEMRU. – 9. EEILMPS (+ 2). – 10. AABEILL. – 11. AAGRTV. – 12. AEEEPPRT. – 13. AEIRRU (+ 1). – 14. EEGLPRS. – 15. EEINNOST (+ 1). – 16. ADEIOSS. – 17. AEINOSS. – 18. EENRSSS.

Verticalement

19. CELLNOO. – 20. AEEGPPRR. – 21. AGIIMOR. – 22. AEELMPRT (+ 1). – 23. AAERSUV. – 24. AEEILSUV. – 25. ABEERRTT (+ 2). – 26. AILLTUU. – 27. DEEOPXY. – 28. AAEILNPS (+ 2). – 29. EEIINPT (+ 1). – 30. AEHIOPSS. – 31. AIPRSS (+ 1). – 32. AEIORRRT. – 33. ACDEEHOR. – 34. AENNNOTT (+ 4). – 35. EIILLRST. – 36. CEEISSU (+ 1). – 37. CEEEORTU (+ 2). – 38. EINOSSSU. – 39. EINUVX.

Cette grille remplace la grille fautive parue dans la première édition du « Monde » du 28 juillet

SOLUTION DU N° 624

1. CONSOLEE. – 2. ILLUTEE, enduite de boue. – 3. ANAPHASE. – 4. ROCHIERS (CIRRHOSE). – 5. OGIVAUX. – 6. APHONIES. – 7. LYNCHER. – 8. EMERAUDE. – 9. LEPISME (EMPILES, EMPLIES). – 10. LABIALE. – 11. GRAVAT. – 12. APPRETEE. – 13. AIRURE, extrémité d'une veine de métal (RUERAI). – 14. PRELEGS. – 15. ESTONIEN (TISONNEE). – 16. IODASSE. – 17. OASIENS. – 18. RESSENS. – 19. COLONEL. – 20. EGRAPPER. – 21. ORIGAMI. – 22. EMPLATRE (EMPERLAT). – 23. SAUVERA. – 24. AVEULIES. – 25. BARRETTE (BRETTERA, REBATTRE). – 26. ULULAIT. – 27. EPOXYDE. – 28. NEPALAIS (APLANIES, PENALISA). – 29. INEPTIE (PIETINE). – 30. ISOPHASE. – 31. PARSIS (PRISAS). – 32. *ARRETOIR*. – 33. *HORDEACE*, relatif à l'orge. – 34. ETONNANT (TENONNAT, TONNANTE, ANNOTENT, ENTONNAT). – 35. TREILLIS. – 36. ECUISSE (SCIEUSE). – 37. REECOUTE (ECOURTEE, ECROUTEE). – 38. EUSSIONS. – 39. VINEUX.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

MIETTES

● **PROVINCIALES.** Après dix ans à *La Petite Auberge* (Vaux-sur-Yonne), Jean-Luc et Marie Barnabet sont enfin installés dans un ancien relais de poste du dix-septième siècle (14, quai de la République à 89000 Auxerre ; tél. : *86-51-68-88*), *à l'enseigne Barnabet*. Et Robert Viard (que nous avons connu – et apprécié – au Cochon d'Or des Halles), anime à présent *Le Revollon* à Chanas, dans l'Isère (tél. : 74-84-27-50).

● **LECTEURS HEUREUX ET PAS HEUREUX.** Compliments d'une lectrice pour *Le Moulin de l'Abbaye* de Brantôme (tél. : 53-05-80-22), qui, d'autre part et à propos de *La Tour d'Argent*, me raconte qu'elle a assisté à la « retrouvaille » du *cinq cent millième canard lancé* de la *Tour* et récupéré par J.-F. Armouin. Mais, en revanche, critiques féroces de *La Carpe d'Or*, un restaurant de Gournay-sur-Marne. A vérifier.

● **LE VIN DE HENRI IV !** A en croire les Bourguignons, ce n'est pas le jurançon seulement qu'appréciait le bon roi Henri, mais aussi le givry, ce rouge voisin de Mercurey. Il eût apprécié celui de M. Derain (millésimé 86 notamment), propriétaire viticulteur à Moroges. Un cru « franc et riche » comme eût dit le cher Henry Clos-Jouve.

● **ALLEZ-Y DE MA PART...** C'est le titre d'un prétendu guide des restaurants du Barbe-Bleue du show-biz Eddie Barclay. Tenez-en compte « avec modération » comme on dit, car il signale *Le Coq hardi* de Bougival (fermé), Olympe (qui n'est plus dans son restaurant), Jacques Maximin au *Négresco* (qui l'a quitté il y aura bientôt deux ans), *Le Grand-Hôtel* de Saint-Jean-de-Luz (qui n'a plus son chef Cirino et vient juste de rouvrir après un an de fermeture), Vanel à Toulouse, qui a vendu. Surtout, préparez votre portefeuille car les prix annoncés sont minimisés. Enfin, si les bordeaux 1977 sont à prix raisonnables aux *Crayères*, pourquoi ne pas dire que ce fut une médiocre année ?

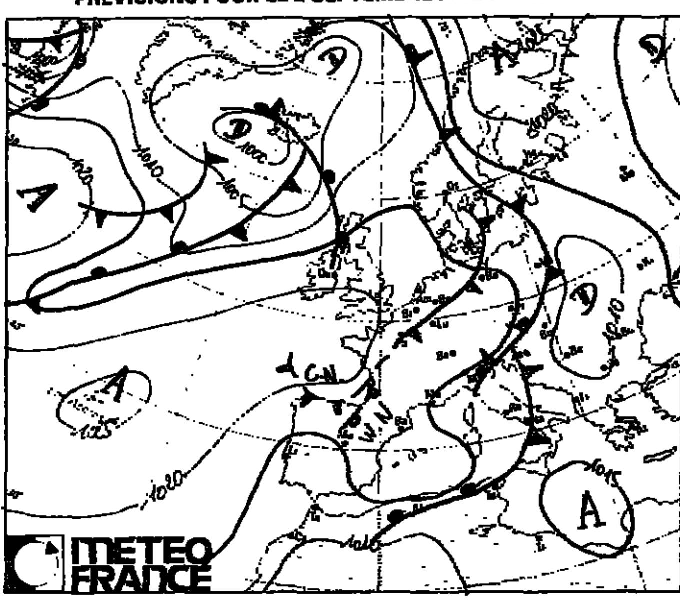
● **BONNE ADRESSE...** que me communique René Gonot, fidèle lecteur et libraire spécialisé dans les ouvrages anciens et les livres de cuisine (rue Blomet). C'est *La Marmite bourguignonne* à 89144 Ligny-le-Châtel ; tél. : 86-47-43-74.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 AOUT 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 31 août à 0 heure et le samedi 1er septembre à 24 heures.

La perturbation qui a donné des pluies souvent abondantes sur nombre de régions s'éloignera vers l'Europe centrale. Ce sera doncà nouveau du temps assez ensoleillé qui s'établira durant le week-end. Toutefois, une très faible perturbation venue du proche-Atlantique donnera quelques faibles pluies sur l'Ouest samedi, puis simplement des nuages dans l'intérieur dimanche.

Samedi : pluies sur l'Ouest, soleil *partout ailleurs*

Sur la Bretagne, le ciel sera gris et pluvieux une bonne partie de la journée. Une amélioration se produira par l'ouest au cours de l'après-midi.

Sur les pays de Loire, la Normandie et le Pas-de-Calais, le soleil fera de timides apparitions le matin, puis le ciel se couvrira par l'Ouest, et il pleuvra un peu durant l'après-midi.

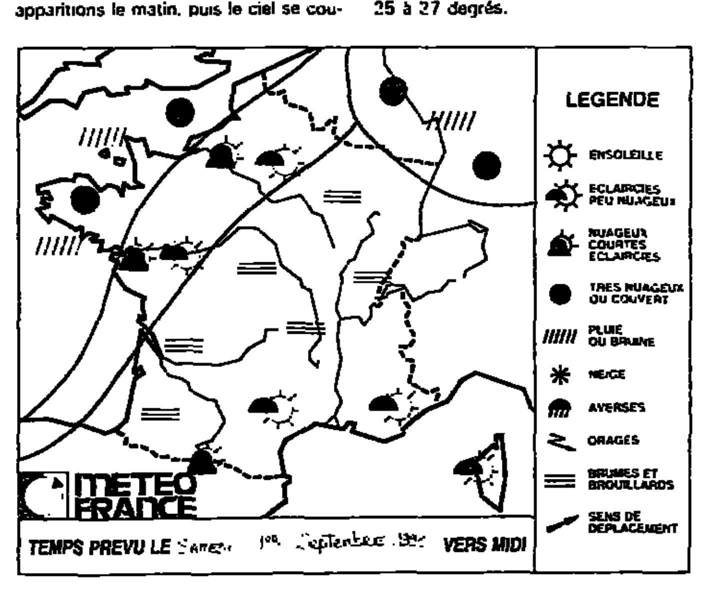
Sur le Poitou-Charentes, le Centre, le bassin parisien et le Nord, le soleil, bien présent le matin, s'effacera progressivement derrière les nuages.

Sur le reste du pays, ce sera une journée à nouveau ensoleillée, après dissipation en début de matinée de bancs de brume ou brouillard dans l'intérieur.

Sur la chaîne des Pyrénées, le soleil aura plus de mal à s'imposer.

Les températures minimales seront généralement en baisse.

Les maximales seront stationnaires sur l'Ouest, plutôt en hausse ailleurs : voisines de 19 degrés sur les côtes de Manche, elles seront comprises entre 20 et 23 degrés sur la majeure partie du pays, à l'exception des régions méditerranéennes, où elles atteindront encore 25 à 27 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 31-8-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 30-8-9 à 6 heures TU et le 31-8-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	23	17	N
BIARRITZ	17	10	N
BORDEAUX	16	11	N
BOURGES	19	12	P
BREST	14	11	N
CAEN	19	10	C
CHERBOURG	19	10	N
CLERMONT-FER.	22	11	P
DIJON	21	11	P
GRENOBLE St-M-H	23	14	P
LILLE	21	13	C
LIMOGES	16	11	C
LYON	24	13	P
MARSEILLE-MAR.	25	15	D
NANCY	21	13	P
NANTES	22	10	N
NICE	27	21	A
PARIS-MONTS.	20	15	C
PAU	16	10	C
PERPIGNAN	26	14	D
RENNES	22	9	N
ST-ETIENNE	22	12	P
STRASBOURG	26	17	P
TOURS	21	12	C
TOULOUSE	20	9	D
POINTE-A-PITRE	32	23	O

ÉTRANGER			
ALGER	35	21	N
AMSTERDAM	20	11	C
ATHÈNES	30	23	D
BANGKOK	32	27	N
BARCELONE	28	17	C
BELGRADE	30	14	D
BERLIN	31	17	O
BRUXELLES	21	14	C
LE CAIRE	33	21	D
COPENHAGUE	25	15	P
DAKAR	32	27	D
DELHI	35	27	D
DJERBA	33	23	D
GENÈVE	25	13	P
HONGKONG	31	27	D
ISTANBUL	26	13	D
JERUSALEM	28	17	D
LISBONNE	24	16	D
LONDRES	22	10	C
LOS ANGELES	24	18	D
LUXEMBOURG	19	11	P
MADRID	36	14	D
MARRAKECH	34	18	D
MEXICO	23	15	B
MILAN	31	15	C
MONTRÉAL	25	11	D
MOSCOU	16	4	N
NAIROBI	28	14	C
NEW-YORK	30	19	D
OSLO	26	15	P
PALMA-DE-MAJ.	35	21	D
PÉKIN	32	18	D
RIO-DE-JANEIRO	21	16	D
ROME	29	17	B
SINGAPOUR	33	25	N
STOCKHOLM	24	15	C
SYDNEY	25	12	C
TOKYO	31	26	N
TUNIS	30	20	D
VARSOVIE	26	13	D
VENISE	28	19	B
VIENNE	32	16	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

« Happy birthday ! »





Elie est née le 4 août 1900 !... Mais qui donc ? La reine mère Elisabeth d'Angleterre, bien sûr ! Comme ne semblent pas l'ignorer une bonne trentaine d'administrations postales du monde entier qui n'ont pas manqué d'émettre, à l'occasion de son 90e anniversaire, force timbres-poste durant *tout le* mois d'août. Avec un petit air de déjà vu pour les collectionneurs, qui se souviennent de l'exploitation philatélique du 85e anniver*saire d'Elisabeth Bowes-Lyon, qui* épousa en 1923 le prince Albert, duc d'York (qui prit le nom de George VI en 1936), et donna naissance en 1926 à Elisabeth, future *reine d'Angleterre.*

La liste non exhaustive des pays émetteurs s'établit comme suit : Grande-Bretagne, île de Man, Ascension, Bahamas, Barbade, Antarctique britannique, Territoire britannique de l'océan Indien, Cayman, Falkland, Kenya, Kiribati, Libéria, Pitcairn, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Seychelles, Salomon, Georgie du Sud, Swaziland, Tristan-da-Cunha, Zil Elwannyen Sesel, Antigua et Barbuda, îles Vierges, Dominique, Turks-et-Caïques, Niue, Cook, Penrhyn, Aitutaki...

▶ Un négociant : Maison Champion, 13, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-46-70-38.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél. : 40-65-29-27

En filigrane

● Helvetia-Genève 90. – L'exposition nationale de philatélie Helvetia-Genève 90 se déroulera du 5 au 16 septembre 1990 au Palexpo de Genève (Suisse). Avec, au programme, de prestigieuses collections, les timbres des Nations unies et du Liechtenstein et la présence de la firme Hélio-Courvoisier, qui imprime des timbres pour des pays du monde entier. Un bloc spécial a été créé pour cette exposition, vendu 3 FS, composé de quatre vignettes, qui représentent : une plaque en laiton d'un conducteur de la poste cantonale de Genève ; une vue de Genève avec l'île Rousseau et le pont des Bergues ; la place du Bourg-de-Four ; une lettre avec « doubles de Genève » (le canton de Genève fut le troisième Etat européen à émettre, le 30 septembre 1843, ses propres timbres, nommés « doubles de Genève »). Pour tout renseignement : secrétariat général, case postale 2433, CH-1211 Genève 2, Suisse.

A noter que la Suisse met en vente générale, le 5 septembre, deux timbres pour le 700e anniversaire de la Confédération helvétique (50 c et 90 c), ainsi qu'une série de quatre valeurs (35 c, 50 c, 80 c et 90 c) consacrées à des peintres et écrivains : Meyer, Kauffmann, Cendrars et Buchser (service philatélique, Parkterrasse 10, CH-3030 Bern, Suisse).

● De Gaulle, suite. – L'Of*fice des postes et télécommuni*cations de la Polynésie française (Centre philatélique, Papeete, Tahiti, Polynésie française) mettra en vente, le *dimanche 2 septembre, un tim*bre à 200 F/CFP pour le centenaire de la naissance du général de Gaulle (tirage total : 125 000 exemplaires). Le nom maori *« Hono'Ura », qui figure sur le* timbre, a été donné au général, selon la coutume, lors de sa visite en 1966.

Un bureau de poste temporaire ouvert au conseil régional de la Haute-Normandie, le 18 juin dernier, a marqué l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, avec souvenirs philatéliques à la clef (40 F port inclus). S'adresser à : Ceredecs, 4, parc des Deux-Bois, 76130 Mont-Saint-Aignan.

CARNET DU Monde

Naissance

Jocelyne BEHREND, Hervé CHNEIWEISS et Lucile
sont heureux d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 18 juin 1990.

3, rue des Juges-Consuls,
75004 Paris.

Anniversaire de naissance

– **Samuel**
a un an.

Son papa et sa maman
sont heureux, et lui souhaitent un bon anniversaire.

Sophie MÉARY
et
Rémi CHAMPSEIX.

Décès

– *M. Alain François CAMUS,*
expert près la cour d'appel de Paris,
président de la Compagnie nationale des experts immobiliers,
Et Mme Danielle Camus,
son épouse,
ont la douleur de faire part du décès de leur fils

Cyril,

survenu accidentellement le 14 août 1990.

La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– *Sa famille*
Et ses amis,
font part du décès de

Andrée COULIN,
née **Lestrade-Carbonnel,**

survenu le 24 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Keranbourg,
29910 Trégunc.

– Mme Marie-Louise Faure,
sa mère,
Mme Thérèse Faure,
son épouse,
Brigitte et Valérie,
ses filles,
Fabien,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René FAURE,
directeur honoraire
de la Banque de France,

survenu le 24 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu à La Celle-Saint-Cloud, dans la plus stricte intimité.

– Mme René Gueyffier,
M. et Mme José Gueyffier,
M. et Mme Jean-Marc Holleaux,
Le docteur et Mme Hervé Gueyffier,
M. et Mme Thierry Gueyffier,
Le docteur et Mme Claude Gueyffier,
Mme Germaine Roche,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René GUEYFFIER,
ancien bâtonnier au barreau de Grasse,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant de la Résistance,

survenu le 24 août 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année, au Cannet *(Alpes-Maritimes).*

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Bressieux (Isère).

Cet avis tient *lieu de* faire-part.

29, rue de Madrid,
06110 Le Cannet.

– Mme George Hiller,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Et Mme Marcelle Richard,
sa cousine,
recommandent à la prière de tous ceux *qui l'ont aimée*

Mme Alice HILLER,
née **Prudhon,**

endormie dans la paix du Seigneur, le 24 août 1990, dans sa centième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, après la messe qui sera dite à 14 heures, le mardi 4 septembre, en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, Paris-11e, où l'on se réunira.

Saint Katharine's,
Savernake,
Marlborough,
Wiltshire,
Grande-Bretagne.

– *Mme André Lebbar,*
son épouse,
Mme Yvonne Lebbar,
sa sœur,
M. et Mme Raymond Levy,
Lorraine, Marc et Roseline Levy,
ses neveux et nièces,
M. Claude Foucault,
ont la tristesse de faire part de la mort de

M. André LEBHAR,

survenue le 25 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, boulevard Suchet,
75116 Paris.

– Béatrice Sebastian,
son épouse,
Micky Sebastian,
sa fille bien-aimée,
Les familles Hechter et Valentin,
ont la douleur de faire part du décès de

André SEBASTIAN,
dit Beno,

Les obsèques auront lieu le lundi 3 septembre 1990, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Paris. Moscou.

M. Simon SPIVAC

est mort à Grosrouvre, le 8 août 1990, et sera enterré le mardi 4 septembre, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse.

De la part de
Elise Spivac,
Maya Spivac et Samuel Genevois,
Nicolas Spivac,
Somanos Sar et *Christelle Martin,*
Leonid et Lucia Spivac,
Sacha et Tania Spivac,
Et les familles Fayein, Laszlo et Foubert.

– Le directeur général
Et le personnel du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF),
Ainsi que ses anciens collègues
Et le Comité français pour l'UNICEF,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Simon SPIVAC,

décédé à Grosrouvre, le 8 août 1990.

Ses obsèques auront lieu le mardi 4 septembre, à 16 heures, à Paris, au cimetière du Montparnasse.

– Le président
Et les membres du conseil d'administration,
Le directeur,
Le laboratoire de cristallochimie, URA CNRS 452,
Les personnels,
Les élèves ingénieurs
Et les anciens élèves de l'Ecole natio*nale supérieure de chimie de Lille,*
ont la tristesse de faire part du décès de

Stéphane SUEUR,
professeur à l'ENSCL,

survenu le 16 août 1990, dans sa quarante-quatrième année.

– Mme Samuel Synajko
Et ses enfants
font part du décès du

docteur Samuel SYNAJKO,

survenu le 28 juillet 1990.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité au cimetière d'Antony.

59, avenue Jean-Monet,
92160 Antony.

– Mme Louis Trusson,
son épouse,
Bernard Momenceau,
Olivier Trusson,
François Trusson et Evelyne Kahn,
ses enfants,
Robinson, Rémi et Marianne,
ses petits-enfants,
Toute la famille,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Louis TRUSSON,

survenu le 29 août 1990, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il a retrouvé dans la paix son cher

Eric,

décédé le 12 décembre 1969, à l'âge de vingt-trois ans.

Le cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 3 septembre, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles.

11 *bis,* rue des Missionnaires,
78000 Versailles.

Remerciements

– Annick Blondeau
Et Martin,
remercient pour la sympathie qui leur a été manifestée lors du décès de

Michel BLONDEAU,

le 21 août 1990, et de son inhumation le 27 août à Bagneux.

47, rue Rémy-Dumoncel,
75014 Paris.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire de son passage à l'Orient éternel, le 1er septembre *1980,* une pensée est demandée par son épouse pour le

F.˙., Jean BRENIER,

à ceux qui l'ont connu et aimé.

Les Valoies,
26390 Hauterives.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

□ **L'Institut international de philosophie** réunira son assemblée générale et tiendra une session d'études (sur la notion de responsabilité) à l'Académie des sciences de Prague, du 5 au 9 septembre prochain. Au cours d'une séance solennelle, placée sous le haut patronage de M. Vaclav Havel, président de la *République fédérative tchèque* et slovaque, l'Institut rendra hommage à la mémoire de son ancien membre, Jan Patocka, cofondateur de la Charte 77. Une délégation française prendra part à l'ensemble des travaux.

▶ 8, rue Jean-Calvin, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-36-39-11.

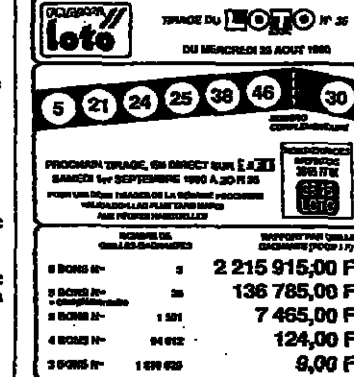
WEEK-END DU CHINEUR

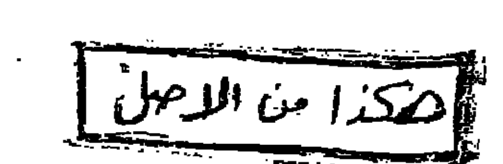
Dimanche 2 septembre

Haguenau, 14 heures : céramiques contemporaines ; **Provins,** 14 heures : tableaux modernes.

FOIRES ET SALONS :

Alençon, Villeneuve-lès-Avignon.





مكرر من الأصل

AGENDA

VENDREDI 31 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Semaine comédies et burlesque : Un chien qui rapporte (1931), de Jean Choux, 16 h ; le Délinquant involontaire (1957, v.o. s.t.f.), de Don McGuire, 19 h ; Divorce à l'italienne (1962, v.o. s.t.f.), de Pietro Germi, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

Si vous avez manqué le début : la Forme d'une ville : Paris nez en l'air (1985) de Philippe Truffault, Pascal Escalier 51 (1984) de Philippe Bonnin et Bertrand Désormeaux, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 14 h 30 ; Au-delà du périph' : Ici, ailleurs (1966) de C. Vilardebo, l'Amour l'après-midi (1972) d'Eric Rohmer, 16 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, les Tricheurs (1958) de Marcel Carné, 18 h 30 ; la Parisienne : la Boulangère de Monceau (1962) d'Eric Rohmer, le Festin de Babette (1986-1987) de Gabriel Axel, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE. Film américain de John McTiernan, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. Film français de Pierre Beuchot : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE. Film français d'Yves Robert : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TROIS ANNÉES. Film français de Fabrice Cazeneuve : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN WEEK-END SUR DEUX. Film français de Nicole Garcia : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (Irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It. v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 19 h 30, 22 h.

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 22 h 10.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

CALME BLANC (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

CASANOVA DE FELLINI (*) (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

CHANT D'AMOUR (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30.

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 17 h 30.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 21 h 50.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

LADYHAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 30.

LA LECTRICE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 10.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 15 h 30.

MATADOR (**) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 50.

MISSISSIPPI BURNING (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 15.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h 10.

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 15.

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 40, 16 h 15, 19 h 10, 21 h 50.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

SOLARIS (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 10.

STAND BY ME (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 30.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES BAS GRESILLENT. Petit Casino (42-78-36-50) (lun.), 21 h (29).

SALE TEMPS POUR LES PAUVRES. Blancs-Manteaux, salle II (48-87-15-84) (dim.), 21 h 30 (29).

VINGT-QUATRE HEURES DE LA VIE D'UNE FEMME. Poche-Montparnasse, salle I (45-48-92-97), 21 h., (dim., lun.), 18 h, sam. (29).

LE JARDIN SECRET D'ALICE. Théâtre de Verdure du jardin Shakespeare (45-27-13-88), 16 h, vend., sam., dim. (31)

LAURENT VIOLET. Palais des Glaces (Petit Palais) (42-02-27-17) (dim.), 21 h 45, sam., lun., mar. (1).

MARIE AND BRUCE. The Sweeny (46-33-28-12) 20 h, dim., lun. (2).

EN DIRECT DU SEPTIÈME CIEL. T.L.D. (Les Déchargeurs) (42-36-00-02), 20 h, lun., mar. (3).

LES VOYAGES DÉFORMENT LES VALISES. Théâtre de Nesle (46-34-61-04) (dim.), 22 h, lun., mar. (3).

BOB BERKY. Ranelagh (42-88-64-44) (dim. soir, lun.), 21 h, mar. (4).

HUGHIE. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.), 20 h 30, mar. (4).

PORTE DISPARU RUE DU PELICAN. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.), 19 h, mar. (4).

LA TRIPLE MORT DU CLIENT. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim,, lun.), 22 h 15, mar. (4).

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Adélaïde 90 : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Pas d'âge pour l'amour : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Baloche : 20 h. La France, ta fierté fout l'camp : 22 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets satiriques : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 18 h 30. Bajazet : 20 h 45.

DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). Patrick Adler limite les dégâts : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Plus convivial tu meurs : 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 30. La Mouette : 20 h 30. Baudelaire : 22 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). One-man-show André Lamy : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

UVRE (48-74-42-52). Exercices de style : 21 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). On s'connaît? : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à la patte : 20 h 45.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Plait dit Allais : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Oh, ben oui! : 22 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Arène. L'Ecume des jours : 21 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

THÉATRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (45-27-13-88). Le Jardin secret d'Alice : 16 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-33-43-00). Tranches de vie conjugale : 21 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). Jazz toi-même : 19 h. Le Silence de la mer : 20 h 30. Le Spectacle du jeu de l'oie : 22 h 15.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

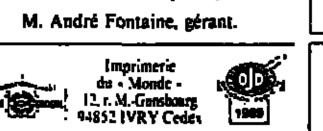
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.



Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

ABONNEMENTS

PP.Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, **RENVOYER CE BULLETIN** Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par **MINITEL : 36-15 LEMONDE** code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______________ Prénom : ______________

Adresse : ______________

______________ Code postal : ______________

Localité : ______________ Pays : ______________

011 MOND1

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté *dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film a éviter ;* ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 31 août

TF 1

20.35 Jeux : Intervilles. Animés par Guy Lux, Claude Savarit, Simone Garnier et *Léon Zitrone. Finale.*
22.35 ▶ Documentaire : Le passé retrouvé. De Mireille Dumas. *Alice Sapritch en Turquie.*
23.25 Série : Merci Sylvestre.
0.25 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Série : Profession comique. *D'André Halmi.* Bourvil, 20 ans déjà...
21.35 Série : La belle Anglaise. Une idée fixe, de Jacques Besnard, avec Daniel Ceccaldi, Catherine Rich.
22.30 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Travail au noir. ■■■ Film britannique de Jerzy Skolimowski (1982). Av ec Jeremy Irons, Eugène Lipinski, Jiri Stanislav.
0.20 Sport : Athlétisme. Championnat d'Europe à Split (Yougoslavie).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. *Les fils de Robinson,* de Ramon Gutierrez et Jorge Trivino.
21.30 Journal et Météo.
21.55 Téléfilm : Incertain Léo ou l'amour flou. De Michel Favart, avec Michel Boujenah, Catherine Leprince.
23.30 Cinéma d'animation : De l'autre côté. Films de François Bruel, Paul et Gaëtan Brizzi, Ursula et *Franz Winzentsen, présentés* par René Laloux.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : L'amour ou la loi. De Rick King, avec Gary McLeery, Margaret Klenck.
22.00 Documentaire : Pega de taureaux au Portugal. *De Pierre Delattre.*
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Karaté Kid, le moment de vérité 2. ■ Film américain de John G. Avildsen (1986). Avec Noriyuki « Pat » Morita, Ralph *Macchio.*
0.50 Cinéma : Nocturne indien. ■■■ Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Célarié (v.o.).

LA 5

20.35 Téléfilm : Un enfant lumière. De Richard Lang, avec Dennis *Weaver, Valérie Harper.*
22.15 Sport : Tennis. US Open 1990.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Scandale au pénitencier. De Mel Damski, avec Paul *Michael Glaser, Linda Kesley.*
22.15 Série : Clair de lune.
23.05 Série : Les années coup de cœur.
23.20 Magazine : Avec ou sans rock.
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Le prince barbare. De Pierre Koralnik, avec Philippe Volter, Jean-Pierre Jor*ris.*
22.30 Danse : Nuit de chine.
23.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven (4). De Christopher Nupen.

FRANCE-CULTURE

20.50 Lectures d'été. Poèmes en prose, de Gustave Roud.
21.05 La fureur de lire, destin d'écrivains. Guillaume Apollinaire en Italie.
22.05 Du ça dans le pastis. Julia *Kristeva, psychanalyste.*
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. Le rat.
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Piano nou*velle génération.* Le duo Anthony Davis, piano, Jay Hoggart, vibraphone ; le quintet d'Anthony Davis ; le big band de la pianiste Michèle Rosewoman ; le trio *de la pianiste Gerri Allen.*
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 mai à Sarrebruck) : Concerto pour *piano et orchestre n° 26 en ré majeur K 357, de Mozart ;* Concerto pour violon et orchestre op. 36, de Schoenberg ; Symphonie de psaumes, de Stravinski, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, le Madrigalchor Klaus et le Fischbach Triererdomchor, dir. Christoph Eschenbach ; sol. : Christiane Edinger, violon, Chrisoph Eschenbach, piano.
22.20 Prélude à la nuit. Orphée, de Stravinsky.
23.07 Nuits chaudes. Mes nuits chez Maud Rayer.
0.58 Les valses de l'été.

Samedi 1er septembre

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Du côté des fous, de Sylvie Gency, Jean-Marc Martinaud, Jean-Claude Fontan et Gérard Ramirez.
13.40 Faisons la route ensemble *(et à 0.50).*
13.50 La Une est à vous.
13.55 Série : Juliette en toutes lettres.
14.30 La Une est à vous (suite).
15.45 Tiercé à Vincennes.
15.55 La Une est à vous (suite).
16.00 Série : Joëlle Mazart.
17.25 Magazine : Trente millions d'amis. Les quatre mousquetaires de James Coburn ; L'homme antidouleurs ; Sacrétatou : Les conseils de l'été.
18.00 Série : Paire d'as.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.40 Variétés : Patrick Sébastien été 90. Emission présentée par Patrick Sébastien.
22.20 Série : Columbo. Edition tragique, avec Peter Falk.
23.35 Magazine : Formule sport.
0.30 Journal et Météo.

A 2

13.20 Magazine : Carnets de route. Présenté par Christine Ockrent. Guerre à la cocaïne.
14.20 Série : Un duo explosif.
14.50 Magazine : Sports passion.
17.15 Série : Larry et Balki.
17.50 Magazine : Villa de star. Présenté par Michel La-Rosa Michou.
19.00 Feuilleton : **Chateauvallon.**
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine, animé par Patrice Laffont et Marie Talon.
21.40 Série : Les brigades du Tigre.
22.35 Documentaire : Le chemin de la liberté. D'Alain de Sédouy et Guy Seligmann. 1. L'effondrement (1940-1941).
23.30 Journal et Météo.

FR 3

13.00 *Magazine : Estivales* (suite).
14.00 Magazine : Racines. Présenté par Michel Polac.

— De 15.00 à 19.00 La Sept —

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.00 La Sept —

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 20.30 —

18.00 Dessins animés : Décode pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
20.30 Téléfilm : Madrid point de non retour. De John Patterson, avec Brynn Thayer, Leigh Lawson. *Une interview brûlante.*
22.00 Flash d'informations.
22.05 Super model of the world 90. *Concours international de* mannequins.
23.25 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : La fugueuse. Film français, classé X, de Bruce Allen (1981). Avec Lise Pinson, Alain Alvez, Dominique Saint-Clair.

LA 5

13.35 Série : Amicalement vôtre.
14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Kung fu.
16.30 Série : Simon et Simon.
17.30 Série : Rintintin junior.
18.00 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Divertissement : **Les mordus de la vidéo.**
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : Une fleur, un jouet, un *crime.* De Hajo Gies, avec Götz George, Eberhard Feik. *Pas de répit pour Schimanski.*
22.15 Sport : Football. Résultats du championnat de France.
22.20 Sport : Cyclisme. Résumé du championnat du monde 1990 au Japon.
22.50 Sport : Tennis. US Open 1990.
0.00 Journal de minuit.

LA 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : Roseanne.
14.20 Série : Daktari.
15.05 Série : Laramie.
15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Costa-Rica (rediff.).
16.10 Magazine : Adventure.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Variétés : Multitop.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Plus fort la vie. De Larry Peerce, avec Mary Stuart Masterson, Christine Lahti.
22.10 Téléfilm : Les rescapés de Sobibor.
0.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

19.00 Documentaire : Questions sur le théâtre. De Jean-Claude Lubtchansky.
19.45 Vidéo-danse : Virevolte.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 **Documentaire : Tours du monde, tours du ciel** (5). De Robert Pansard-Besson.
21.55 Documentaire : Taiti Chan-Le grand tremblement de terre.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Véronique Tufal, avocate.
20.45 Dramatiques. Heureuse *de te revoir, de Serge* Ganzl ; Jalousie, nouvelle de William Faulkner.
22.35 Musique : Opus. Paul Bowles et Anthony Burgess, littérature et *musique.*
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. (donné le 13 mai à Sarrebruck) : *Concerto pour* piano et orchestre n° 26 en ré majeur K 357, de Mozart : Concerto pour violon et orchestre op. 36, de Schœnberg ; Symphonie de psaumes, de Stravinski, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, le Madrigalchor Klaus et le Fischbach Trierer-domchor
22.20 Prélude à la nuit. Orphée, de Stravinski.
23.07 Nuits chaudes. Mes nuits chez Maud Rayer.
0.58 Les valses de l'été.

Dimanche 2 septembre

TF 1

10.00 Club Dorothée.
10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Un flic dans la Mafia.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur de choc.
15.15 Série : Côte Ouest.
16.00 Divertissement : Vidéo gag.
16.30 Tiercé à Longchamp.
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7. Présenté par Anne Sinclair. Spécial : « Crise du Golfe ». Invité : Jacques Delors et Javier Perez de Cuellar.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.35 Cinéma : Rambo. ■ Film américain de Ted Kotcheff (1982). Avec Sylvester Stallone, Richard Crenna, Brian Dennehy.
22.20 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : Le fauve est lâché. ■ Film français de Maurice Labro (1959). Avec Lino Ventura, Estella Blain, Paul Frankeur.
0.10 Journal et Météo.

A 2

10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, célébrée en l'église paroissiale de Saint-Félix de *Villadeix (Drôme).*
12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée. Animé par Lionel Cassan.
12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2. Animé par Georges Beller.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Série : Détective gentleman.
14.15 Documentaire : La planète des animaux. Le royaume de l'Atlantique. 3. Au cœur des abysses.
15.10 Série : Un jour à Rome.
16.30 Documentaire : La planète de l'aventure. La vie au bout des doigts, de Jean-Paul Janssen ; *Chasseurs de miel, de Diane Summers.*
17.25 Série : Cantara. Le faucon noir, de Jean Sagols, avec Alain Doutey, Marie-Noëlle Eusebe.
18.20 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Le Lyonnais. Taggers, de Cyril Collard, avec Kader Boukhanef, Pierre Santini. *Meurtre dans une bande de jeunes.*
22.10 Feuilleton : Nord et Sud (10e épisode).
23.55 Journal et Météo.
0.00 Danse : Caravane. Ballet de Redha.

FR 3

12.05 Magazine : Estivales. Le 100e anniversaire de la naissance de De Gaulle.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann. Campagnes à l'Est : la Bulgarie.
13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Les vingt-quatre caprices de Paganini.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Pare-chocs.
18.00 Amuse 3. *Molierissimo ; Les* tortues.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Documentaire : La guerre d'Algérie. De Peter Batty. 4. Les barricades.
21.30 Série : Il était un musicien.
22.00 Journal et Météo.
22.25 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invitée : Marie Cardinal.
22.50 ▶ Cinéma : Le puritain. ■■■ Film français de Jeff Musso (1937). Avec Jean-Louis Barrault, Pierre Fresnay, Viviane Romance.
0.10 Musique : Carnet de notes. Les sept dernières paroles du Christ sur la croix (introduction), de Haydn, par le Quatuor Mosaïque.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 14.00 —

12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Philippe Noiret.
13.30 Magazine : Rapido. *Présenté par Antoine de* Caunes.
14.00 Téléfilm : Sous l'uniforme, une femme.
15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.35 Série : Zorro.
17.00 Documentaire : Le Serengeti, paradis des animaux. De David R. O'Dell et Joe Simans.
17.45 Documentaire : Les années VIA. D'Alexandre Hotton.
18.00 Cinéma : J'aurais jamais dû croiser son regard. □

— En clair jusqu'à 20.40 —

19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessins animés : Ça cartoon. résentés par Philippe Dana.
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled.
20.40 Cinéma : Les bois noirs. □ Film français de Jacques Deray (1989). Avec Béatrice Dalle, Philippe Volter, Stéphane Freiss.
22.25 Flash d'informations.
22.35 Magazine : L'équipe du dimanche (suite). Football ; Flash sport ; L'événement ; Football américain.
1.05 Cinéma : Résurrection. ■ Film américain de Daniel *Petrie (1980).* Avec Ellen Burstyn, Sam Shepard, Richard Farnsworth (v.o.).

LA 5

13.15 Sport : Moto. Grand Prix de Hongrie des 500 cm³, en direct de Hungaroring.
14.05 Sport : Cyclisme. Résumé du championnat du monde 1990 au Japon.
15.00 Sport : Moto (suite).
16.00 Série : Un juge, un flic.
17.05 Drôles d'histoires.
17.35 Série : Rintintin junior.
18.05 Série : Riptide.
18.50 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Cinéma :
22.15 Sport : Tennis. US Open 1990.
0.00 Le minuit pile.
0.10 Magazine Ciné Cinq.
0.20 Théâtre : Adorable Julia.

M 6

12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Magazine : Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : Les routes du paradis.
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Roseanne.
14.20 Série : Sam et Sally (rediff.).
15.20 Série : Laramie.
16.05 Documentaire : Chasseurs d'images. Patchwork.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 Série : Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Cinéma : Attention les dégâts. □
22.15 Six minutes d'informations.
22.20 Chasseurs d'images (rediff.).
22.35 Cinéma : Buffet froid. ■■■ Film français de Bertrand Blier (1979). Avec Gérard Depardieu, Bernard Blier, Jean Carmet.
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (11).
15.00 Téléfilm : Les étoiles de mer. De Mikio Sato.
16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
17.00 Documentaire : Figures de la foi (Sainte Brigitte de Suède). De Hans Furuhagen.
18.00 Téléfilm : Le prince barbare. De Pierre Koralnik, avec Philippe Volter, Jean-Pierre Jorris.
19.30 Danse : Nuit de chine.
20.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven (4). De Christopher Nupen.
21.00 Série : Médecins des hommes
22.05 Musique : Barenboïm joue Beethoven.
22.30 Moyen métrage : Joppet Pismo. De Ivo Burum.
23.00 Documentaire : Figures de la foi (Rancé). De Jacques Renard.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Berlin-Mélange des voix.
22.35 Musique : Le concert. Carte blanche à Gérard Frémy, pianiste.
0.05 Clair de nuit.

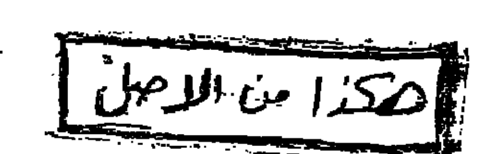
FRANCE-MUSIQUE

20.05 La vie de château. *Concert à l'abbaye-aux-dames de Saintes.*
23.05 Library of Congress.

Audience TV du 30 août 1990 — Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	42,5	Santa Barbara 16,2	Mac Gyver 8,3	Actual. rég. 13,2	Nulle part 1,8	Je c. sur toi 2,0	Es. modèle 1,4
19 h 45	46,3	Roue fortune 19,7	Mac Gyver 9,9	19-20 Info 11,1	Nulle part 1,9	Journal 2,2	Dis donc p. 1,7
20 h 16	58,7	Journal 27,4	Journal 13,5	La Classe 7,0	Nulle part 2,7	Journal 4,0	Mad. servie 3,8
20 h 55	60.1	Orag. d'été 20,1	Jeux ss front. 12,1	Tarzan Indes 15,8	Lady Jane 0,5	P. des polices 6,8	Don Camillo 8,2
22 h 8	51,3	Orag. d'été 23,8	Age tendre 6,9	Soir 3 5,6	Lady Jane 0,9	P. des polices 8,5	Don Camillo 7,1
22 h 44	29,5	Cause à l'autre 9.1	Age tendre 10,8	Ciné panorama 1,4	Lady Jane 0.3	Tennis 4,8	Pub 2,9



ÉCONOMIE

Le juste cours

La nouvelle crise internationale pourrait-elle déboucher *in fine* sur un *« nouvel ordre économique mondial »* dans lequel les prix du brut, *comme* ceux des autres matières premières, *seraient stabilisés* à long terme autour d'un niveau raisonnable *pour* les producteurs comme pour les *consommateurs*, au lieu de fluctuer massivement au gré des aléas de la *conjoncture* politique et économique mondiale ?

Ce souhait, exprimé jeudi 30 août par M. Bérégovoy, ministre français des finances, n'est pas nouveau. Depuis 1973 les appels à la raison n'ont pas manqué, *sans jamais* déboucher pourtant sur un résultat concret. *Pourtant* le *ministre français n'a* pas tort lorsqu'il estime que les *conditions internationales sont*, paradoxalement, meilleures que *jamais pour* tenter *une nouvelle* fois de dégager les bases d'une coopération.

La *guerre du pétrole vient en* effet de rappeler *douloureusement aux pays* consommateurs les *inconvénients* de *maintenir* trop longtemps des prix du brut excessivement faibles. Reprise de la consommation, dépendance accrue vis-à-vis de l'OPEP, épuisement des capacités de production disponibles, tout est réuni aujourd'hui après cinq années de contre-choc pour créer les conditions d'une nouvelle envolée des cours.

La réunion de l'OPEP qui vient de se dérouler à Vienne a montré par ailleurs qu'une majorité de pays producteurs ne souhaitent pas non plus un nouvel emballement des cours. En avalisant les hausses de production d'ores et déjà amorcées par certains producteurs pour compenser l'*embargo contre* l'Irak et le Koweït, l'organisation vient de *prouver sa bonne volonté.*

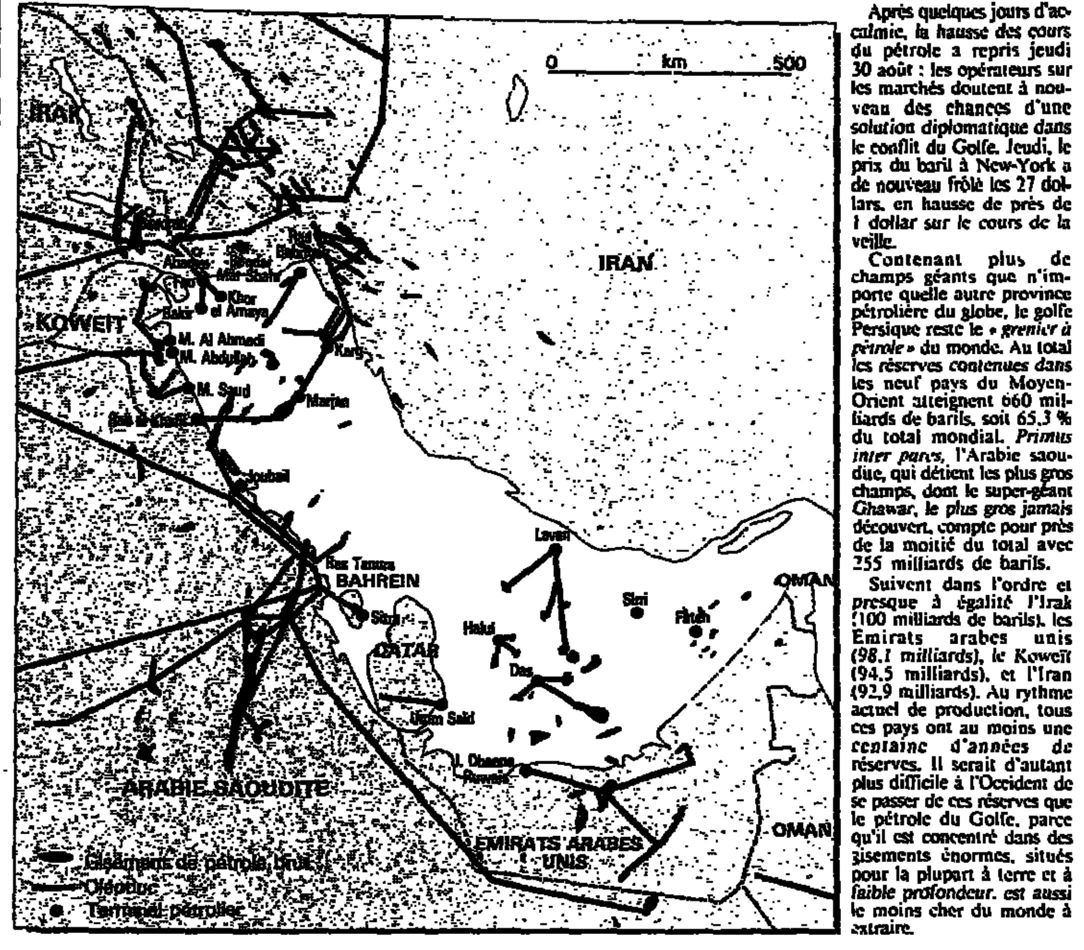
Malheureusement cette réunion a aussi souligné les limites du *cartel, en montrant que seuls* trois pays sur les treize *disposaient des capacités* de production nécessaires. Limitées à 3 millions de barils/jour alors que le manque à gagner atteint 4,2 millions, ces capacités ne suffiront pas à équilibrer le marché d'ici la fin de l'année.

Et l'attitude de l'Agence internationale de l'énergie (ATE), qui vient de refuser sèchement non seulement de recourir aux stocks stratégiques constitués dans les pays occidentaux pour combler le trou, mais aussi l'offre de l'Iran d'une réunion OPEP-AIE, montre que l'Agence reste fidèle à sa mission d'*« arme anti-OPEP »* définie lors de sa création en 1974 par M. Kissinger. M. Bérégovoy, s'il veut promouvoir une véritable coopération internationale, a encore fort à faire...

V. M.

Les conséquences de la crise du Golfe

Le prix du pétrole recommence à augmenter



Après quelques jours d'accalmie, la *hausse des cours* du pétrole a repris jeudi 30 août : les opérateurs sur les marchés doutent à nouveau des chances d'une *solution diplomatique dans* le conflit du Golfe. Jeudi, le prix du baril à New-York a de nouveau frôlé les 27 dollars, en hausse de près de *1 dollar sur le* cours de la veille.

Contenant plus de champs géants que n'importe quelle autre province pétrolière du globe, le golfe Persique reste le *« grenier à pétrole »* du monde. Au total *les réserves contenues dans* les neuf pays du Moyen-Orient atteignent 660 milliards de barils, soit 65,3 % du total mondial. *Primus inter pares*, l'Arabie saoudite, qui détient les plus gros champs, dont le super-géant *Ghawar*, le *plus gros jamais* découvert, compte pour près de la moitié du total avec 255 milliards de barils.

Suivent dans l'ordre et *presque à égalité l'Irak* (100 milliards de barils), les Emirats arabes unis *(98,1 milliards)*, le Koweït (94,5 milliards), et l'Iran (92,9 milliards). Au rythme actuel de production, tous ces pays ont au moins une *centaine d'années* de réserves. Il serait d'autant plus difficile à l'Occident de se passer de ces réserves que le pétrole du Golfe, parce qu'il est concentré dans des gisements énormes, situés pour la plupart à terre et à *faible profondeur*, est aussi le moins cher du monde à extraire.

Séquestré par des grévistes depuis mercredi

Le directeur de la CPAM de l'Essonne a été libéré par les forces de l'ordre

Les forces de l'ordre ont libéré sans incident, vendredi matin 31 août à l'aube, le directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne, M. Joseph Burgos, qui était retenu, depuis mercredi matin, par des membres de son personnel en grève.

Le conflit qui a éclaté le 11 juin *dernier s'était brutalement durci*, mercredi 29 août, lorsqu'une partie des agents grévistes avaient décidé, *« spontanément »*, selon un responsable de Force ouvrière, d'occuper les locaux de la CPAM pour exiger l'ouverture de négociations. Mais les nouvelles propositions de M. Burgos, relatives à une requali*fication d'une partie des agents* techniciens en 1991, avaient été repoussées, dans la nuit de mercredi à jeudi, par le personnel.

Parallèlement, le conseil d'administration de la CPAM de l'Essonne, réuni jeudi matin en séance extraordinaire, s'est prononcé en faveur d'une augmentation des salaires pour 1990 doublée par rapport à ce que proposait jusqu'alors M. Burgos.

Cette enveloppe de 4 500 points supplémentaires dépassant les capacités de financement de la CPAM, le *ministère de la santé et* de la protection sociale doit néanmoins donner son aval à cette éventuelle rallonge budgétaire. Or ni le ministère de la santé ni la Caisse nationale d'assurance-maladie n'entendent, pour l'heure, déroger à la ligne qu'ils se sont *fixée depuis le début du conflit.*

« Nous sommes incapables de financer une telle rallonge dans l'état actuel de nos moyens et nous n'avons aucune marge de manœuvre », précise-t-on ainsi à la CNAM, où l'on renvoie la balle au ministère de la santé. Au ministère, on rappelle que *« le cadre de la négociation a été précisé »*, le 17 août, par M. Claude Evin, qui avait alors souhaité que *« les négociations générales »* reprennent *« dans les plus brefs délais »* au siège de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Cet organisme est le seul habilité pour en discuter, et le ministère *« n'a pas l'intention de s'y substituer »*, précise-t-on.

Mais si les négociations pourraient, selon M. Jean Blais, directeur de l'UCANSS, *« techniquement reprendre dès le mois de septembre »*, le fonctionnement de cet organisme est, en fait, largement paralysé depuis la démission, en juin, des six représentants du CNPF qui siègent au conseil d'administration de l'Union.

Le personnel de la CPAM qui occupe toujours, vendredi, les locaux de la caisse, devait, pour sa part, se réunir dans la matinée pour décider de la suite à donner au conflit.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le dossier du TGV Méditerranée

« Le tracé peut être affiné »

affirme M. Max Querrien, président de la mission d'examen

M. Max Querrien, le conseiller d'Etat chargé par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, de la mission d'examen du tracé du projet du TGV Méditerranée, a tenu, jeudi 30 août, une première réunion de concertation avec les élus locaux des Bouches-du-Rhône. Pas question de *« remettre le projet à plat »*. En revanche, on peut pousser jusqu'à son terme *« l'avènement »* du tracé retenu par le ministre en l'examinant kilomètre après kilomètre et éliminer un grand nombre de *« retombées »* néfastes pour l'environnement, a-t-il expliqué.

MARSEILLE

de notre correspondant

Le TGV passera à travers la Provence, *« parce que*, affirme M. Querrien, *c'est une nécessité économique pour la région qui doit être aussi bien servie que la Catalogne, qui est condamnée à la saturation sur le plan routier et aérien et qui doit être désenclavée pour jouer un rôle européen »*.

« Il y a forcément des nuisances et des sacrifices à consentir, ajoute M. Querrien, *car je ne crois pas, en la matière, aux contes de fées »*. Le président de la mission d'examen a repoussé l'idée d'utiliser les couloirs existants, solution techniquement impossible.

Il affirme que, dans le coût du projet doivent être incluses les charges qui résulteront de la réduction des atteintes à l'environnement. *« Mais ces nuisances*, précise-t-il, *peuvent être réduites au maximum. J'ai toute latitude pour envisager des variantes au tracé retenu en fonction des réalités du terrain. Mais il est évident que, si l'on peut tolérer une augmentation du temps de trajet de quelques minutes, il n'est pas possible qu'il atteigne une demi-heure, car on ne pourrait plus parler alors d'un train à grande vitesse. »*

Chez les opposants au projet, on note la création de l'Union des associations de protection de l'environnement qui représente la Drôme, le Gard, l'Hérault et le Vaucluse. La position de la fédération départementale des syndicats agricoles des Bouches-du-Rhône est nette : elle estime que le projet retenu *« est une calamité »*.

Mais, des voix « pour » se font de plus en plus entendre. Celle de M. André Mercier, président de la chambre régionale de commerce qui se déclare *« pour l'inscription du Sud-Est dans le réseau national et européen du TGV, afin de garantir son insertion dans la croissance économique de l'Europe »*. Celle de M. Jean-Claude Tourret, président de l'Union patronale des Bouches-du-Rhône qui, tout en refusant un tracé qui serait imposé pour des raisons de pure technique, appelle de ses vœux l'arrivée du TGV en Provence parce qu' *« il en a marre d'être l'otage d'Air Inter »*.

De son côté, M. Jean-Pierre Berbérian, conseiller général, n'hésite pas à voir chez les opposants *« la convergence d'intérêts privés et l'action de groupes de pression étrangers »*, tandis que M. Jean-Pierre Griette, président de l'Association provençale des usagers des lignes à grande vitesse, dénonce les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

JEAN CONTRUCCI

Le patronat et les bas salaires

Le CNPF entend « tenir compte de la crise »

Les négociations qui vont s'engager par branche sur les déroulements de carrière des titulaires de bas salaires devront *« tenir compte des conséquences éventuelles »* de la crise du Golfe, déclare vendredi 31 août M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, dans un entretien aux *Echos*. Pour autant, précise M. Giral, *« le CNPF n'envisage absolument pas de revenir sur ses engagements de mai et juin »*, mais il considère que la révision des classifications *« prendra forcément du temps »*, ce qui exclut, *« dans l'immédiat, une retombée significative sur les rémunérations »*. Quant aux salaires réels, le responsable patronal estime que *« les entreprises ont fait largement leur devoir »* et rappelle que le taux de salaire horaire *« a augmenté de 5,2 % en un an, alors que les prix n'ont pas dépassé 3 % »*.

Les délais de paiement des impôts locaux reportés au 15 novembre

Les contribuables ont jusqu'au 15 novembre prochain pour régler leur taxe d'habitation ou leur taxe foncière bâtie, au lieu des 15 et 30 octobre, selon les cas, a annoncé jeudi 30 août le ministère de l'économie et des finances.

« Conscient des problèmes que peut poser à certains ménages l'obligation de régler plus tôt une somme qui n'était pas prévue », M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget précise que cette mesure est limitée à la seule année 1990.

Chute des cours, mais hausse des prix

Mme Neiertz s'intéresse au prix de la viande

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a décidé de s'intéresser de près au prix de la viande. Dans un premier temps, elle a l'intention de rencontrer M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, et M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, puis de lancer, dans un certain nombre de villes, une campagne d'information, pour inciter les consommateurs à plus d'exigence en matière de prix. Chute des cours à la production et hausse des prix au détail constituent une situation malsaine, un cercle vicieux, préjudiciable aux consommateurs comme aux bouchers et aux éleveurs. Une baisse des prix serait, selon le ministre, susceptible de relancer la consommation de viande de boucherie.

Conséquence de la chute du dollar

La RFA demande que les Airbus soient facturés en écus

La chute du cours du dollar est la principale préoccupation des avionneurs qui voient leurs recettes diminuer avec la valeur du billet vert. Le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux transports aériens a annoncé à l'agence DPA qu'il demanderait, lors du prochain conseil ministériel consacré à Airbus, que les contrats de vente des appareils européens soient libellés en écus et non en dollars.

Le gouvernement ouest-allemand avait, lors de la cession de MBB, qui détient Deutsche Airbus, accordé à *Daimler-Benz une garantie* de change. A l'heure actuelle, le dollar a perdu 25 pfenniges par rapport au mark. On estime, à Bonn, que toute fluctuation de dix pfenniges représente une perte ou un gain de 4 milliards de deutschemarks (13,5 milliards de francs) d'ici à l'an 2 000.

Chez Aerospatiale, l'un des quatre autres partenaires du consortium Airbus, M. Henri Martre, son président, a coutume de dire que *« chaque baisse du dollar de 10 centimes représente environ 100 millions de francs de recettes en moins en année pleine »* et que avec un dollar à 5,20 francs, *« ça ne passe plus du tout ! »*

Ce n'est pas la première fois que des voix se font entendre en faveur du décrochement des ventes d'avions civils du dollar, qui reste, à ce jour, la monnaie de transaction et dont les fluctuations perturbent les calculs des entreprises. Certains financiers sont partisans de permettre *le paiement* des appareils au moyen d'un « panier » de monnaies choisies pour leur stabilité.

Quelle que soit la solution retenue, elle ne sera pas aisée à mettre en œuvre, puisqu'il faudra choisir des monnaies de référence pour les achats de pièces et de composants aéronautiques, qui sont, eux aussi, libellés en dollars, ce qui – éventuel*lement – avantage, cette fois-ci*, les avionneurs.

Al. F.

Après vingt ans de procédure judiciaire

Les microprocesseurs se trouvent un nouveau père

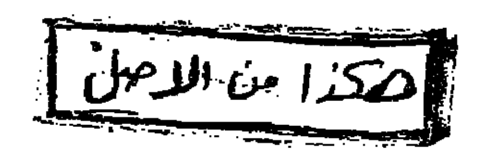
M. Gilbert Hyatt peut enfin se réjouir. A cinquante-deux ans, après vingt *ans de bataille judiciaire*, cet inventeur californien vient de se voir *reconnaître par l'office* américain des brevets la paternité des *microprocesseurs, attribuée* jusqu'alors au fabricant américain Intel. *Ces composants électroniques* formant le cœur des micro-ordinateurs et *de nombre d'autres systèmes électroniques*, cette décision pourrait *lui valoir des centaines* de millions de dollars.

Voilà qui illustre de nouveau l'inadéquation de la législation en matière de propriété industrielle. Alors que les innovations technologiques se succèdent à un rythme de plus en plus rapide, leur protection par les brevets et le recours à la justice en cas de litige restent désespérément lents. Ce qui autorise tous les pillages. Comme l'avait déjà prouvé il y a quelques mois le fabricant de composants américain Texas Instruments.

Il fallut trente ans à ce constructeur pour que les Japonais lui *reconnaissent* la paternité du circuit intégré. Et, comme la décision *n'était pas rétroactive*, ce sont des milliards de francs que la société a ainsi perdus, tout en contribuant, bien involontairement, à la suprématie de l'industrie électronique japonaise.

A. K.

FRANÇOISE VAYSSE | 43-59-68-04 p. 22 | [redacted] Tél


مكتبة من الأصل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La visite de M. Marcin Swiecicki à Paris

Les excédents commerciaux polonais seront bientôt entamés par la flambée des prix du brut

M. Marcin Swiecicki, *ministre* polonais de la Coopération économique avec l'étranger, a présenté la situation économique actuelle de la Pologne à quelques dirigeants d'entreprises françaises réunis lundi 27 août dans le cadre de l'université d'été de l'INSEP, organisme de conseil, de formation, d'études et d'éditions.

Le principal constat fait par le ministre est la croissance très rapide de l'excédent de la balance commerciale en devises sur les six premiers mois de 1990, qui s'élève à plus de 2 milliards de dollars (10,5 milliards de francs environ).

Ce chiffre, qui s'explique autant par une poussée des exportations que par une chute des importations, est le résultat du plan de rigueur mis en place au 1er janvier 1990 pour libéraliser l'économie polonaise. Mais ces excédents seront vite entamés par l'alourdissement de la facture pétrolière consécutive à l'arrêt des livraisons de brut irakien, la flambée actuelle des cours et le paiement, à partir de janvier prochain, des importations de pétrole soviétique à des prix de marché.

Depuis le début de l'année, le gouvernement a ramené le taux d'inflation de 80 % pour le seul mois de janvier à 3 % en juillet. On espère à Varsovie que la hausse mensuelle des prix de détail sera limitée à 1 % au cours des derniers mois de 1990. A condition que la Pologne puisse éviter les conséquences inflationnistes de la flambée des prix du pétrole.

Le prix à payer pour la libéralisation de l'économie est lourd : la production industrielle a chuté de 30 % et le pouvoir d'achat des Polonais de près de 40 % depuis le début de l'année ; le chômage touchait plus de 500 000 personnes fin juin et pourrait doubler d'ici à la fin de 1990, atteignant un taux de 8 % de la population active.

Les privatisations envisagées des quelque 7 000 sociétés publiques (80 % de la production), si elles étaient menées à bien, pourraient permettre l'apport de capitaux indispensables à la restructuration de l'outil de production. Mais la pénurie de capitaux privés rend difficile la mise en oeuvre des privatisations. Le gouvernement polonais incite vivement à l'entrée d'investisseurs étrangers dans les sociétés polonaises et dans le secteur bancaire. La France, avec 15 participations sur environ 700 sociétés mixtes étrangères, ne représente que 8 % des investisseurs étrangers, en dépit des liens politiques étroits entre les deux pays.

Après le plan de restructuration

Le groupe allemand Co-op n'est plus un géant de la distribution

Le groupe Co-op n'est plus une grande chaîne de distribution en Allemagne de l'Ouest, ses deux principaux actionnaires, la Deutsche Genossenschaftsbank (DG Bank) et la Bank für Gemeinwirtschaft (BFG) ayant mis en place un plan de restructuration drastique qui prévoit un démantèlement à 75 % de l'entreprise.

Autrefois *numéro quatre* du commerce de détail alimentaire en RFA, avec plus de 11 milliards de DM (environ 37 milliards de francs) de ventes, Co-op connaît de très graves difficultés depuis plusieurs années. Les pertes d'exploitation ont atteint 250 millions de DM en 1989 (près de 850 millions de francs) et devraient se chiffrer à 150 millions de DM pour cette année, selon la direction de Co-op. La vente à différents partenaires (le groupe Rewe, un groupe de coopératives est-allemand, le groupe français Promodès...) de la plus grande partie du réseau de magasins en Allemagne va rapporter 600 millions de DM et le groupe envisage également de céder ses filiales à l'étranger (Pays-Bas et Espagne).

Après démantèlement, Co-op va devenir une entreprise régionale dans l'ouest du pays (région de Brême, de la Ruhr et de Francfort), exploitant 765 magasins, employant 18 400 personnes (contre 46 000 auparavant) et dont le chiffre d'affaires tournera autour des 4 milliards de DM (environ 13,5 milliards de francs). – *(AFP.)*

REPÈRES

ASSURANCE-MALADIE

Hausse de 0,7 % des dépenses en juillet

Les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté de 0,7 % au mois de juillet après 0,5 % en juin, portant à 9,1 % leur rythme annuel de progression, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). La forte croissance des remboursements d'honoraires privés (+ 1,1 %) ainsi que des indemnités journalières (+ 1,6 %) expliquent notamment cette hausse. En juillet, la CNAMTS a versé aux assurés sociaux et aux hôpitaux 27,4 milliards de francs (189,81 milliards de francs depuis le début de l'année). Sur les douze derniers mois, la croissance des honoraires médicaux et dentaires est de 7,5 %. Celle des prescriptions pharmaceutiques de 8,4 %.

EMPLOI SALARIÉ

Augmentation de 0,6 % des effectifs

Les effectifs des salariés des établissements du secteur privé relevant de l'UNEDIC (assurance-chômage) ont augmenté de 0,6 % en données corrigées des variations saisonnières (2,1 % en valeur brute) au cours du deuxième trimestre 1990. Dans l'ensemble des entreprises, la hausse atteint 2,6 %, soit un gain de 355 000 salariés affiliés. Pour les établissements de 10 salariés et plus, l'augmentation des effectifs salariés atteint 2 % en données brutes, ce qui représente une hausse de 0,5 % en CVS. Selon l'UNEDIC, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles s'est accru de 2,3 % en un an (sans tenir compte des stages d'initiation à la vie professionnelle,

FINANCES

Estimant insuffisante l'indemnisation des créanciers

Le tribunal reporte sa décision sur le sort de Tuffier

Les propositions faites par les repreneurs potentiels de la société de bourse Tuffier, Ravier, Py ont été jugées, jeudi 30 août, insuffisantes par le tribunal de commerce de Paris, qui a repoussé au mardi 4 septembre 1990 à 14 heures sa décision. Le tribunal reproche aux quatre candidats à la reprise globale ou partielle de privilégier la clientèle privée au détriment des *institutionnels.*

La proposition de la Cogespar, seule solution de reprise globale, a été revue à la hausse. Elle se fonde sur une indemnisation de 120 millions de francs (au lieu de 100) de la clientèle particulière, pour les avoirs non couverts par le fonds de garantie de la Société des Bourses françaises. M. Lagarde, PDG de Cogespar, propose aussi de garder plus de 140 employés de la charge. Cette proposition bénéficie de la garantie solidaire et conjointe de la Société de banque et de transactions (SBT), filiale d'Altus finance *et du Crédit Lyonnais. Bien qu'*apparemment jugée encore insuffisante par le tribunal de commerce, cette solution apparaît la plus intéressante aux clients de Tuffier.

Les autres propositions faites par la banque Stern, la Banque internationale de placement et la Caisse centrale des banques populaires ne visent qu'une reprise partielle de l'activité de Tuffier.

SERVICES

Les Télécoms dans la concurrence

Suite de la première page

» Enfin, ce projet nous permet de dépoussiérer des textes très anciens, trop généraux et trop théoriques, et donc mal adaptés aux télécommunications modernes puisqu'ils n'établissent pas les distinctions indispensables entre l'installation de réseaux, l'exploitation de services et la commercialisation de terminaux. De plus, ils confèrent au ministre des PTT un pouvoir discrétionnaire sur tous ces aspects, qui ne correspond plus à la *réalité du monde des télécoms* d'aujourd'hui...

– Mais tout cela n'a-t-il pas pour origine le mouvement de déréglementation parti des Etats-Unis ?

– Ce mouvement est né avec le développement sans précédent des télécommunications et leur mariage avec l'informatique donnant ce qu'on appelle la télématique ou les «services à valeur ajoutée». Leur explosion, *relativement récente, date* des années 80. Aucun pays développé ne peut rester indifférent à un mouvement d'une telle ampleur et refuser d'adapter ses modes de fonctionnement et ses structures.

» Voilà pour le contexte. Mais dans ce projet, il faut voir aussi l'expression d'une ambition qui se développe sur trois plans :

» La préparation de l'avenir : après la rénovation des structures, la relance de la dynamique sociale et l'adaptation des règles du jeu, nous aurons, au 1er janvier 1991, un opérateur public – France Télécom – qui sera en situation de faire face à ses missions de l'an 2000.

» La compétition internationale : je voudrais faire de notre pays un des champions des télécommunications dans le monde et, pourquoi pas, dans certains domaines, «le» champion. Avec son industrie (notamment Alcatel), avec ses sociétés de services informatiques, avec le Minitel que tout le monde nous envie, avec France Télécom – un des meilleurs opérateurs, – la France occupe en matière de télécommunications une position tout à fait remarquable. Il faut la conforter, voire l'améliorer.

» La volonté de constuire un *grand service public européen* des télécoms. L'objectif essentiel est simple à énoncer : permettre au consommateur européen – un particulier ou une entreprise – d'accéder à un grand réseau harmonisé qui réponde à des principes de service public.

– Le texte est très technique. Si vous deviez le qualifier, diriez-vous qu'il est dirigiste ou libéral ?

– Je ne suis pas certain que la question se pose en ces termes. Aussi bien en France qu'au niveau européen ou mondial, le problème est de mettre à la disposition du plus grand nombre,



dans les meilleures conditions de prix et de qualité, un maximum de services modernes. Certains pays, pour des raisons idéologiques, préfèrent *mettre en avant cette notion de déréglementation.* Pour moi, il y a un état de fait lié à des évolutions technologiques. Je pars de cette réalité pour en maîtriser l'évolution en usant des instruments techniques, économiques et juridiques nécessaires. Vouloir accentuer ce phénomène naturel en abandonnant les principes de service public que j'évoquais à l'instant risque de conduire à des catastrophes. Demandez aux Américains ou aux Britanniques ce qu'ils en pensent.

Placer la France dans les premiers rangs

» *Notre démarche ne* va *pas dans* le même sens que celle des hyperlibéraux et je constate avec plaisir qu'au niveau européen nous avançons vers un équilibre : d'un côté, les exigences de service public qui s'expriment par *le maintien d'un monopole sur le téléphone* et le télex ou par des contraintes de service public pour les transmissions de données. D'un autre côté, nous trouvons un ensemble de dispositions permettant l'ouverture à la concurrence dans les «services à valeur ajoutée» et la vente de terminaux.

– Mais est-ce que le texte ne fait pas la part trop belle à France Télécom ?

– Le texte de loi n'est pas fait pour France Télécom, ni par France Télécom. Il a été rédigé par la direction à la réglementation qui dépend directement de moi et est séparée de l'opérateur public. *Mais cette loi* concerne bien sûr France Télécom dont les missions et les conditions de fonctionnement vont être précisées. Il aura évidemment le droit d'être présent sur les secteurs concurrentiels. Il devra l'être largement...

– Ne craignez-vous pas d'avoir quelques difficultés à rassembler une majorité au Parlement pour voter ce texte ?

– Je ne prétends pas présenter des textes faciles, et on m'avait déjà prédit la même chose il y a un an pour la loi sur le statut des PTT. Cela dit, s'il est distinct de la réforme institutionnelle des PTT, ce texte partage avec elle une inspiration commune : faire prévaloir l'intérêt général en tenant compte des réalités, renforcer le service public en France et en Europe et placer la France dans les premiers rangs au monde en matière de télé*communications. Qui s'opposera à de* tels objectifs ?

» Les parlementaires ont montré lors de la discussion sur la réforme statutaire qu'ils étaient prêts à sur*monter des clivages partisans, par ail*leurs très légitimes et utiles en démocratie. Pourquoi ne ferions-nous pas aussi bien cette fois-ci et pourquoi même n'élargirions-nous pas la base du soutien parlementaire à la conduite de ce chantier de modernisation d'une activité nationale essentielle ? Pour ma part, je suis confiant et disposé à poursuivre avec tous les groupes parlementaires ma méthode fondée sur la concertation ; je viens d'écrire à leurs présidents pour leur proposer une rencontre avant l'examen formel du projet.

– Concrètement, qu'est-ce que ce texte change pour l'utilisateur (particulier ou entreprise) ?

– Il s'agit de transformer en profondeur une législation vieille de 150 ans. Cela ne bouleversera pas, dès le 1er janvier 1991, les relations entre les usagers et les Télécoms. Ils ressentiront plutôt à cette date les effets positifs de la loi modifiant le statut de France Télécom. Mais ce texte crée les conditions d'une meilleure satisfaction des attentes des usagers. Il facilite l'éclosion de services nouveaux. Il stimule l'action de l'opérateur public. Il réaffirme les exigences d'un service public de qualité.

– En clair, M. Dupont ne pourra toujours pas s'abonner au téléphone ailleurs qu'à France Télécom ?

– Sur ce point, en effet, le monopole est confirmé, mais je constate qu'en Europe il n'y a qu'une exception : la Grande-Bretagne. Une entreprise pourra faire jouer la concurrence sur les «services à valeur ajoutée» ou sur les terminaux ; elle aura accès à des fournisseurs autres que France Télécom pour obtenir des services de transmissions de données, dès lors qu'ils respectent un cahier des charges de service public.

» On parle souvent de régulation au sens anglais (réglementation) du terme. On pourrait le reprendre dans *le sens français :* ce texte, qui *impli*que aussi une certaine définition des zones de concurrence, va donner aux pouvoirs publics le moyen d'assurer une véritable régulation du secteur.

– Une fois achevé ce triptyque réformant en profondeur les PTT, quelle va être votre tâche prioritaire ?

– J'attache une importance particulière *à la politique industrielle en* matière de télécommunications. Aujourd'hui, elle ne peut plus se résumer à l'exercice d'une tutelle sur des entreprises. Elle doit être multi-dimensionnelle et concerner la politique d'achats, la recherche-développement, les analyses stratégiques qui doivent être menées de façon harmonisée entre les pouvoirs publics, les syndicats professionnels et les grandes entreprises. Je pense aussi à des projets communs entre les pouvoirs publics, l'opérateur public et des industriels au plan européen, comme *le terminal multimédias* ou la promotion en matière de TVHD. On peut enfin concevoir, à l'exportation, des opérations «clé en main» réunissant l'opérateur public et des entreprises *fournissant du matériel.»*

Propos recueillis par
FRANÇOISE VAYSSE

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

L'extinction des obligations renouvelables du Trésor

Quand l'Etat jouait les escamoteurs...

Il faut bien connaître les systèmes compliqués qu'utilise l'Etat pour financer sa dette si l'on veut comprendre le sens d'un communiqué de quelques lignes publié jeudi 30 août par le ministère de l'économie : « *M. Pierre Bérégovoy a décidé de clore (...) la procédure d'échange des obligations renouvelables du Trésor. Cette procédure avait été mise en place (...) de façon à lisser l'échéancier des intérêts de la dette publique* (...). » Communiqué sibyllin qui met fin ou à peu près à un joli tour de passe-passe commis par l'Etat au début des années 80 pour résoudre les graves problèmes posés par le financement d'un déficit budgétaire rapidement croissant.

Nous sommes à la fin de l'année 1982. Les dépenses de l'Etat augmentent beaucoup plus vite que ses recettes et le déficit *se creuse. Limité à 30 milliards* de francs en 1980, il est passé à 80 milliards l'année suivante et à 100 milliards en 1982. Il atteindra 150 milliards en 1985. Voyant le flot monter, le gouvernement imagine une procédure de financement qui lui permettra de trouver de l'argent sans avoir dans l'immédiat à en supporter les conséquences. Le décret du 9 novembre 1982 l'autorise à émettre des obligations dites « renouvelables » dont la caractéristique est de capitaliser les intérêts, ceux-ci n'étant payables qu'au moment du remboursement. Comme ces obligations sont émises sur six ans, l'Etat *rejette sur les années* 1989 et 1990 le remboursement des 47,7 milliards de francs d'emprunts qu'il va émettre entre juin 1983 et juin 1985.

Tout escamotage a ses limites. Le gouvernement s'aperçoit que le budget de l'Etat aura à supporter en 1990 et 1991 des charges d'intérêt énormes (35 milliards de francs), auxquelles s'ajoutera le remboursement du capital, soit presque 75 milliards au total. On a beau *penser que le pouvoir aura* changé de mains d'ici là, une certaine honnêteté prévaut ; si d'ailleurs les socialistes étaient encore au pouvoir au *moment fatidique*, c'est à eux qu'incomberait le fardeau.

On renonce donc – mais un peu tard – à la technique des ORT. Nous sommes en 1985. La politique gouvernementale a progressivement beaucoup changé : après qu'aient été loués les mérites du déficit budgétaire comme moyen de relancer l'activité économique (1981-1982), le gouvernement en place à partir de juillet 1983 – dirigé par M. Fabius avec M. Bérégovoy *aux finances* – *a peu à peu* instauré la rigueur, coupant dans les dépenses publiques. Le déficit va commencer à se réduire à partir de 1986.

Il n'empêche que ce qui a été fait en 1984 et au début de 1985 va devoir être payé. Aussi, quand l'Etat, enrichi par les dividendes de la croissance retrouvée (1987), aura retrouvé une véritable aisance, s'empressera-t-il de proposer l'échange des ORT contre de nouvelles obliga*tions dont les intérêts seront eux* normalement payés chaque année. C'est cette possibilité d'échange, qui, ayant réussie sera close en octobre prochain.

Un ennui tout de même : si le budget n'a plus à supporter les 35 milliards de francs d'intérêts qu'il aurait dû payer en 1990 et 1991, *le stock de dette, lui, a* augmenté d'autant, c'est-à-dire du montant des nouvelles obligations émises. La dette publique atteindra 1 750 milliards de francs cette année, soit presque 130 milliards de plus qu'en 1989, diverses autres opérations de « conversion » (celle de la dette Renault notamment) s'étant ajoutées...

La dette d'Etat – son principal – a beau ne pas apparaître au budget, celui-ci n'en supporte pas moins chaque année les intérêts. Quand la dette augmente, les intérêts suivent. D'une certaine façon l'escamotage continue...

ALAIN VERNHOLES

□ **Dow Europe augmente le prix ses plastiques.** – Conséquence de la crise du Golfe, la société Dow Europe (groupe Dow Chemical) décide à son tour, après ATOCHEM, de relever les prix de toute *la gamme de ses matières* plastiques de 0,60F. par kilo à compter du 15 septembre prochain, cette augmentation est applicable immédiatement pour les plastiques oléfines. Dow va également majorer les prix de ses polyols et des produits époxydes. Enfin, le 1er septembre, les bisphénols seront *augmentés* de 10 %, les allylchlorides et les épichlorohydrines de 8 % à 10 %.

NEW-YORK, 30 août ↓

Rechute

Après quatre séances de hausse, la tendance s'est renversée jeudi à Wall Street et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles accusaient un baisse de 39,10 points (-1,49 %). Le bilan de la journée a été très comparable à ce résultat. Sur 1 963 valeurs traitées, 992 ont baissé, 466 seulement ont monté et 505 n'ont pas varié.

La Bourse américaine a pâti de la remontée des cours du pétrole sur le marché libre. Mais de l'avis des spécialistes, ce sont encore une fois les programmes de vente (« programs trading ») sur ordinateurs qui ont pesé *sur les cours*, principalement à l'approche de la clôture. Selon M. James Andrews, premier vice-président en charge des transactions des institutionnels, ces « programs trading » ont représenté jeudi 15 % des transactions. Reste que le flou qui règne sur la situation dans le Golfe persique et le net ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis incitent les opérateurs à rajuster leurs positions. Une fois de plus la prudence est à l'ordre du jour. L'activité, déjà faible ces derniers jours, s'est encore réduite et 120,89 millions de titres seulement ont changé de mains contre 134,24 *millions la veille.*

VALEURS	Cours du 29 août	Cours du 30 août
Alcoa	62 7/8	63 1/2
ATT	32 1/2	31 1/2
Boeing	49 3/4	48 1/4
Chase Manhattan Bank	17 3/8	17 1/8
Du Pont de Nemours	36 3/4	35 7/8
Eastman Kodak	39 7/8	40
Exxon	49 7/8	48 7/8
Ford	35 7/8	34 7/8
General Electric	62 5/8	61 7/8
General Motors	40 5/8	39 1/4
Goodyear	23 7/8	24 1/8
IBM	103 7/8	101 5/8
ITT	52 7/8	51 3/4
Mobil Oil	64 1/4	63
Pfizer	70 5/8	70 7/8
Schlumberger	64 3/8	63 7/8
Texaco	63 1/8	62 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	96 1/2	93
Union Carbide	17	16 5/8
USX	32 1/4	32 1/4
Westinghouse	32	32
Xerox Corp.	41 3/4	41 1/4

LONDRES, 30 août ↑

Forte reprise

Les cours des valeurs ont terminé en forte hausse jeudi au Stock Exchange, encouragés par l'espoir d'une solution pacifique à la crise dans le Golfe. L'indice Footsie des cent valeurs phares a gagné 27,9 points, à 2 153,6 (+1,3 %). *Une fois encore, le marché est toutefois* resté peu actif avec seulement 381,7 millions de titres échangés. La veille, 295,6 millions d'actions avaient changé de mains. L'éloignement des craintes de récession, dans la perspective d'une stabilisation des cours du pétrole brut, a contribué aux gains.

La plupart des secteurs ont gagné du terrain, notamment les valeurs des secteurs mécaniques, les assurances, les *électriques, les titres de la distribution et* particulièrement les internationales, comme Wellcome et ICI, soutenues par le raffermissement du dollar. Après un départ faible, les pétrolières se sont redressées en fin de séance. Le groupe chimique Glaxo a nettement progressé, stimulé par l'annonce d'un accord passé avec le Japon au sujet de son traitement des migraines. La brasserie Guinness a continué de bénéficier des récentes *recommandations à l'achat de certains* courtiers.

Le conglomérat Polly Peck a également grimpé avant l'annonce lundi prochain de ses résultats.

PARIS, 31 août ↓

Rechute

Après deux séances superbes et environ 2,7 % de hausse, la Bourse de Paris a fait volte-face à la veille du week-end. Amorcé dès l'ouverture (– ,41 %), le mouvement de baisse s'accélérait ensuite pour dépasser 1,2 % aux alentours de 11 h 30, avant de se ralentir un peu. Dans l'après-midi de vendredi, l'indice CAC 40 *accusait un retard de 1,06 %.*

Plutôt à l'optimisme quelques heures auparavant, l'atmosphère, sans être redevenue lourde, était quelque peu tendue. La remontée *des prix du pétrole sur le marché* libre n'a pas peu contribué à raviver les craintes inflationnistes d'autant qu'il apparaît que l'augmentation de production à laquelle ont adhéré les pays membres de l'OPEP (moins l'Iran) ne sera pas suffisante pour combler le déficit créé sur le marché par l'embargo sur le brut irakien et koweïtien. D'autre part, la situation redevient floue au Proche-Orient, où Bagdad en souffle le chaud et le froid. Et, les bruits de bottes, la Bourse ne les aiment pas vraiment comme elle s'in*quiète aussi de voir la mauvaise* mine de Wall Street *(voir ci-contre).*

Jeudi soir, le marché parisien avait regagné plus de la moitié des pertes qu'il avait essuyées durant le mois d'août. Que par précaution, des opérateurs aient jugé bon de rajuster leurs positions ne saurait évidemment sur*prendre. Dans le courant de la* semaine, les premières statistiques rendant compte de l'impact de la crise seront publiées aux Etats-Unis. Les uns affirment qu'elles ne seront pas bonnes du tout. Les autres se disent au contraire optimistes, fondant leurs analyses sur le bon niveau des exportations. La Bourse, elle, préfère faire le gros dos.

TOKYO, 31 août ↑

La hausse se ralentit

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté vendredi à Tokyo. Mais le mouvement de hausse, cette fois, n'a pas pris le tour spectaculaire de la veille. Plusieurs vagues de ventes bénéficiaires ont déferlé sur le marché et la dernière, enregistrée peu avant la clôture, a réduit nettement l'avance des valeurs japonaises. Finalement, l'indice Nikkei s'est inscrit à 25 978,37, avec un gain de 308,41 points (+1,2 %), de plus de moitié inférieur à celui de la veille (775,17 points).

Selon les spécialistes, l'optimisme du marché nippon a été quelque peu ébranlé par le pessimisme affiché par le *président américain George Bush sur* les chances d'un règlement négocié de la crise au Moyen-Orient. L'intérêt des opérateurs sur les valeurs vedettes composant l'indice n'a toutefois pas vraiment diminué.

VALEURS	Cours du 30 août	Cours du 31 août
Akai	700	730
Bridgestone	1 280	1 240
Canon	1 720	1 700
Fuji Bank	2 280	2 300
Honda Motors	1 600	1 600
Matsushita Electric	1 870	1 880
Mitsubishi Heavy	840	816
Sony Corp.	7 550	7 530
Toyota Motors	2 050	2 030

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Pierre Cardin rachète ses parfums à American Cyanamid.** – Le styliste de *mode Pierre Cardin a racheté au* groupe chimique American Cyanamid ses droits sur la fabrication et la distribution mondiale des produits de parfumerie portant son nom. Le prix de cession reste confidentiel. Pour Ameri*can Cyanamid, c'est le dernier désin*vestissement dans ce secteur puisque la firme américaine avait déjà revendu en 1987 à la Sanofi Jacqueline Cochran et La Prairie deux affaires, l'une de distribution (Nina Ricci, *G. Beene, Niki de Saint Phalle), l'au*tre spécialisée dans les produits de soins. L'objectif du groupe chimique américain (environ 24 milliards de francs de chiffre d'affaires), également débarrassé des produits d'entretien, est *de recentrer ses activités sur la chimie* et les spécialités.

□ **Bridgestone : 27 % de bénéfice en plus.** – Bridgestone Corp., premier fabricant japonais de pneumatiques, annonce un bénéfice net semestriel non consolidé de 24,4 milliards de yens (885 millions de francs), en hausse de 27 % par rapport aux six premiers mois de 1989. Son chiffre d'affaires (non consolidé) a progressé pendant la même période de 5 % à 352,2 milliards de yens (12,76 milliards de francs). La société attribue cette amélioration à une forte demande du marché domestique, notamment pour ses nouveaux produits, et aux effets de la baisse du yen.

Les ventes de Bridgestone dans l'archipel ont augmenté de 6 % d'un semestre sur l'autre à 238,1 milliards de yens (8,63 milliards de francs) et les exportations de 5 % à 114 milliards de yens (4,13 milliards de francs). La société a noté une progression des ventes vers l'Europe et l'Asie mais un recul vers l'Amérique du Nord. Les ventes de pneumatiques ont représenté 76 % du chiffre d'affaires pour atteindre 267,7 milliards de yens *(9,70 milliards de francs), en progres*sion de 2 %. Les ventes des autres produits (gomme industrielle, produits chimiques, articles de sport...) ont augmenté de 15 % à 84,4 milliards de yens (3,06 milliards de francs).

Pour l'exercice 1990 en entier, Bridgestone table sur une progression de 25 % de son bénéfice net à 51 milliards de yens (1,84 milliard de francs) et de 4 % de *son chiffre d'affaires* à 730 milliards de yens (26,46 milliards de francs).

□ **La SAE : un pacte d'actionnaires.** – Les dirigeants de la SAE, Société auxiliaire d'entreprise, viennent de mettre au point un pacte d'actionnaires qui détiendra près d'un tiers du capital de ce groupe de BTP. Cette mesure de protection intervient après l'offensive menée au printemps sur cette firme par M. Michel Pelège. Le promoteur immobilier avait réussi à devenir le premier actionnaire en acquérant 23 % du capital. Après un accord en juin, il devrait ramener sa participation à 20 %. *De leur côté*, les dirigeants de la SAE peuvent compter sur 32,5 % du capital réparti entre des mains amies à la suite du reclassement des 10 % détenus par la Caisse des dépôts, et de 8 à 9 % possédés par les familles fondatrices. Dans ce pacte se retrouvent Paribas (5 %), la Société générale (5 %), la SMA-BTP (mutuelle d'assurance de la profession) (4 %), le Comptoir des entrepreneurs (3 %), le personnel et le management (3 %), les familles fondatrices (2,5 %), l'autocontrôle (5 %), et la firme de BTP espagnole Ocisa qui, après avoir acquis 2,5 % des parts, devrait monter à 5 %.

□ **British Coal annonce des résultats désastreux pour 1989-1990.** – Les charbonnages nationalisés britanniques British Coal ont connu un exercice 1989-1990 désastreux, qui se solde par une perte de 441 millions de livres (4,4 milliards de francs), alors que la société avait réalisé en 1989 un bénéfice de 66 millions pour la première fois depuis dix ans. C'est « *un véritable revers* », a commenté le président de British Coal, lord Haslam, qui a attribué la chute des résultats à l'hiver inhabituellement doux, à une « *série extraordinaire* » de problèmes géologiques et à une hausse de productivité trop faible pour compenser les coûts de production, malgré la suppression de 20 000 *emplois (sur un total de* 85 000) et la fermeture de 13 puits.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associes	414	414
Asystel	105	....
B.A.C.	185	189 80
Bque Tarneaud	174	170
B.I.C.M.	830	....
Boiron (Ly)	365	372
Boisset (Lyon)	202	210
Câbles de Lyon	2971	2950
C.A.L.-de-Fr. (C.C.L.)	1144	1178
Calberson	440	440
Cardif	524	524
C.E.E.	344	340
C.E.G.E.P.	268 90	258
C.F.P.I.	257	257
Ciments d'Origny	559	560
C.N.I.M.	1100	1120
Codetour	280	275 50
Comareg	317	315
Conforama	925	900
Creeks	317	317
Dafsa	210 50	....
Dauphin	560	560
Demachy Worms Cie	575	575
Desquenne et Giral	245	245
Devanlay	855	....
Deville	385 50	425 50 d
Dolisos	157	160
Editions Belfond	254 40	255
Elysee Invest.	12 05	12 20
Europ. Propulsion	374 40	385
Finacor	180	177
Garonor	850	....
GFF (group.fon.f.)	402	395
Grand Livre	420	420
Gravograph	179 90	179 50
Guintoli	842	830
I.C.C.	250	257
IDIA	315	315
Idianova	135	135
I.M.S.	1130	1100
IN2	280	280
I.P.B.M.	127	128
Loca Investis.	297	296 50
Locamic	110	110
Matra Comm.	137	149 80 d
Métal.Minière	185 50	189
Molex	194	185
Navale-Delmas	945	926
Olivetti Logabax	590	599
Om. Gest. Fin.	623	619
Presbourg	90	90
Présence Assur.	332 80	....
Publ.Filipacchi	510	500
Razel	589	600
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	319	319
St-H. Matignon	228	228
S.C.G.P.M.	510	525
Segin (Ly)	295	295
Select Invest (Ly)	100	100
Serbo	436 80	450
S.M.T. Goupil	203 90	200
Sopra	195	196 90
Supra	165	180 30 d
TF1	266	266 80
Thermador H. (Ly)	262 40	....
Unilog	171	173
Union Fin. de Fr.	395	395
Viel et Cie	145	145
Y. St-Laurent Groupe	895	881

Marché des options négociables le 30 août 1990

Nombre de contrats : 28 229

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	24	–	–	–
CGE	520	46	73	5,50	17
Elf-Aquitaine	720	5	21	67	–
Eurotunnel SA-PLC	40	8	9	1,05	2
Euro Disneyland SC	90	–	7	–	–
Havas	600	–	20	–	–
Lafarge-Coppée	400	15	–	18	25
Michelin	90	1,50	5	9	11,50
Midi	1 100	–	31	–	–
Paribas	520	12	35	32	–
Pernod-Ricard	1 083	55	–	–	–
Peugeot SA	640	13	41	–	55
Rhône-Poulenc CI	300	–	–	14	–
Saint-Gobain	440	14	30	22	–
Source Perrier	1 400	30	105	–	–
Société générale	520	4	18	–	–
Suez Financière	360	8,80	24	–	26
Thomson-CSF	90	9,65	14	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 30 août 1990
Nombre de contrats : 79 189.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	98,60	98,60	98,66
Précédent	98,46	98,46	98,32

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
99	0,12	1,36	0,54	1,62

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,24 F ↓

Sur un marché des changes peu actif, le dollar s'est légèrement replié, vendredi 31 août, à Paris, cotant 5,2380 dans les premiers échanges entre banques pour se redresser ensuite à 5,2425 francs, 1,56 deutschemarks et 144,30 yens. Le sterling était en repli à 1,9075 dollar et 10,0203 francs.

FRANCFORT	30 août	31 août
Dollar (en DM)	1,5660	1,5600
TOKYO	**30 août**	**31 août**
Dollar (en yens)	144,80	144,50

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (31 août)	10 - 10 1/8 %
New-York (30 août)	8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	29 août	30 août
Valeurs françaises	81,60	82,80
Valeurs étrangères	85,10	86,30
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	458,09	464,86
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 698,66	1 723,23

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	29 août	30 août
Industrielles	2 632,43	2 593,32

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	29 août	30 août
Industrielles	1 658,90	1 687,90
Mines d'or	188,80	194
Fonds d'Etat	78,09	78,13

TOKYO

	30 août	31 août
Nikkei Dow Jones	25 669,96	25 978,37
Indice général	1 956,02	1 973,97

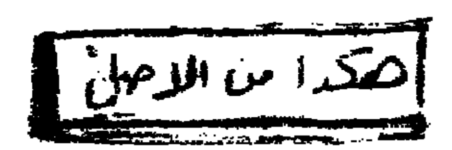
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2435	5,2455	+ 75	+ 85	+ 165	+ 185	+ 550	+ 610
$ can.	4,5743	4,5800	– 122	– 85	– 237	– 157	– 499	– 356
Yen (100)	3,6375	3,6407	+ 39	+ 56	+ 104	+ 126	+ 331	+ 388
DM	3,3505	3,3533	+ 35	+ 54	+ 82	+ 108	+ 239	+ 308
Florin	2,9733	2,9762	+ 31	+ 45	+ 73	+ 91	+ 222	+ 273
FB (100)	16,3146	16,3309	– 28	+ 214	+ 107	+ 464	+ 590	+ 1131
FS	4,0506	4,0553	+ 42	+ 66	+ 90	+ 121	+ 289	+ 374
L (1 000)	4,5232	4,5288	– 41	– 9	– 99	– 49	– 280	– 213
£	10,1357	10,1448	– 433	– 387	– 849	– 769	– 2132	– 1962

TAUX DES EUROMONNAIES

$E.-U.	–	–	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8
Yen	7 1/2	7 3/4	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16
DM	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 5/8	8 3/4
Florin	8	8 1/2	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
F.B.(100)	9	9 1/4	9 1/16	9 5/16	9 1/8	9 3/8	9 3/8	9 5/8
F.S.	7 1/4	7 3/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2	8 9/16	8 11/16
L(1000)	–	–	10 3/8	10 7/8	10 3/4	11 1/4	11 3/8	11 7/8
£	14 7/8	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 7/8	15
Franc.	9 3/4	10	9 7/8	10	10	10 1/8	10 3/8	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 AOUT

Cours relevés à 14 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3760	C.N.E. 3%	3740	3750	3740	....
960	B.N.P. T.P.	990	985	990	....
1140	C.C.F. T.P.	1190	....	....	....
1100	Cr.Lyon. T.P.	1090	1092	1096	+ 0 55
1750	Renault T.P.	1795	1789	1789	- 0 33
1900	Rhône Poul. T.P.	1890	1870	1880	- 0 53
1080	Saint Gobain T.P.	1115	1115	1107	- 0 72
1100	Thomson T.P.	1150	1148	1148	- 0 17
755	ACCOR	844	843	846	+ 0 24
610	Air Liquide	700	692	689	- 1 57
1400	Ala.Superm.	1595	1640	1600	+ 0 31
370	A.L.S.P.I.	415	430	411	- 0 96
1570	Arjom. Prioux	1743	1720	1700	- 2 47
960	AGF Sté Centrale	969	995	974	+ 0 52
925	Ass. Entrepr.	970	959	956	- 1 44
270	Avenir H. Média	287	280	285	- 0 70
181	Axa Midi Ass.	196	199	193	- 1 53
245	Bafip	250	247	246	- 1 60
179	Bail-Equipem.	219	210	210 50	- 3 88
895	Bail Investiss.	894	900	873	- 2 35
440	Bancaire	445 50	443	437 20	- 1 86
550	Bazar H.-V.	575	585	585	+ 1 74
710	Béghin-Say	784	788	774	- 1 28
1030	Berger (M)	1098	1100	1100	+ 0 18
480	Bic	580	580	578	- 0 34
760	B.I.P.	770	750	750	- 2 60
420	BIS	438	420	421	- 3 88
345	B N P (CI)	359	360	349 90	- 2 53
900	Bolloré Tech.	1000	970	966	- 3 40
2760	Bongrain	2917	2918	2899	- 0 62
760	Bon-Marché	825	805	804	- 2 55
470	Bouygues	530	521	524	- 1 13
104	BP France	123 90	125	118	- 4 76
720	B.S.N.	809	808	808	- 0 12
800	Canal Plus	887	885	874	- 1 47
365	Cap Gem.S.	435	430	425	- 2 30
3200	Carrefour	3420	3435	3392	- 0 82
106	Casino	127	126 10	127 50	+ 0 39
98	Casino ADP	104	107 50	104 10	+ 0 10
955	Castorama D.I.	999	995	995	- 0 40
151	C.C.F.	184	181 50	178	- 3 26
85	CCMC Ly.	100	92	92	- 8 00
340	C.D.M.E.	398	395	390	- 2 01
410	C.E.G.I.D.	472	451	442	- 6 36
250	Centrest (Ny)	251	251	251	....
485	C.E.P. Comm.	525	520	514	- 2 10
210	Cerus	241 10	240	236 90	- 1 74
420	Cassiem	428 50	427 60	427	- 0 35
410	C F A O.	453	445	450 20	- 0 62
375	CF Int.	384	385	388	+ 1 04
480	C G E.	565	561	558	- 1 24
315	CGI Info.	346	345	347	+ 0 29
1000	C G I P.	1094	1094	1070	- 2 19
485	CGP	542	536	524	- 3 32
750	Chargeurs S A.	817	831	825	+ 0 98
675	C I C A (M)	681	700	700	+ 2 79
1300	Ciments franç.	1418	1390	1379	- 2 75
405	Club Méditer.	479 50	479	467	- 2 61
120	CMB Packa.	138	138	131 50	- 4 71
121	Codetel	118	119 90	118	....
540	Coles	618	595	596	- 3 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
245	Cpt. Entrep.	260 20	258	258 90	- 0 50
1030	Compt Mod.	1064	1060	1054	- 0 94
250	Concept S.A.	209 80	200	178 50	- 14 9
315	CPR (Paris Réa.)	367	365	367	....
960	Créd. Foncier	1019	1000	1020	+ 0 10
800	Cr Lyon. (CI)	719	710	711	- 1 11
1000	Crédit Nat.	1168	1170	1160	- 0 68
285	CSEE	290	281	288 50	- 0 52
2650	Damart	2710	2681	2700	- 0 37
425	Dassault Aviation	531	520	519	- 2 26
285	Dassault Electr.	300	300	294 90	- 1 70
1540	De Dietrich	1550	1589	1535	- 0 97
195	Dév.R.d.C.(Li)	209 90	204 90	205	- 2 33
250	Dév.R.Sud-Est	286	281	281	- 1 40
375	D M C.	425	424	415	- 2 35
2800	Docks France	3400	3366	3365	- 1 03
550	Dumez	671	665	660	- 1 64
2050	Eaux (Gle)	2317	2310	2284	- 1 42
375	Ecco	426	429	415	- 2 58
645	Elf Aquitaine	668	666	666	- 0 30
450	- (Certific.)	480	485	484	+ 0 83
925	Epeda B.-F.	1005	950	990	- 1 49
360	Essilor	380	372	376	- 1 05
165	Essil.Int.(DP)	204	204	204	....
575	Esso	645	638	620	- 3 88
1300	Eurafrance	1480	1515	1470	- 0 68
1400	Eurocom	1680	1650	1620	- 3 57
84	Eurodisneyland	90	89 70	89	- 1 11
3290	Euromarché	3075	3100	3065	- 0 33
870	Europe 1	1060	1048	1047	- 1 23
43	Eurotunnel	46 70	46 60	46 55	- 0 32
1300	Exor	1496	1495	1474	- 1 47
1140	Facom	1369	1369	1343	- 1 90
168	Finacel	168 50	169 90	168 50	....
215	Fives Lille	279 30	278	279 80	+ 0 18
1700	Fromager. Bel	1940	1916	1830	- 5 67
1580	Gal.Lafayette	1765	1759	1759	- 0 34
1660	G.A.N.	1880	1840	1837	- 2 29
320	Gascogne (B)	360	365	362	+ 0 56
1300	Gaz et Eaux	1315	1365	1365	+ 3 04
1280	Géophysique	1215	1230	1240	+ 2 06
435	Gerland Ly.	490	469	475	- 3 06
710	Groupe Cité	715	705	729	+ 1 96
1450	GTM-Entrep.	1624	1605	1580	- 2 71
860	Guyenne-Gas.	970	950	942	- 2 89
205	Hachette	229	232 40	229 80	+ 0 35
460	Havas	540	538	536	- 0 74
490	Hénin (La)	525	520	525	....
820	Hutchinson	895	955	890	- 0 56
260	Imétal	283	284	276	- 2 47
87	Immob. Phénix	98 50	97 60	98 50	....
98	Ingénico	107	106 80	103 10	- 3 64
3600	Inst. Mérieux	3800	3750	3800	....
415	Interbail	438	444	435	- 0 68
1040	Intertechnique	1192	1276	1205	+ 1 09
770	J. Lefebvre	886	865	865	- 2 37
815	Labinal	901	895	901	....
2100	Lab. Bellon	2490	2450	2447	- 1 73

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
355	Lafarge	397	392	384	- 3 27
940	Labon	1110	1130	1138	+ 2 52
3630	Legrand	3870	3850	3801	- 1 78
2000	Legrand (DP)	2180	2268	2180	....
535	Legris Industries	625	624	616	- 1 44
800	Locabail Imm.	790	782	782	- 1 01
415	Locafrance	435	425	425	- 2 30
760	Locindus	770	760	761	- 1 17
380	Luchaire	480	456	455	- 5 21
3200	L.V.M.H.	3680	3561	3562	- 0 50
450	Lyonn. Eaux	520	520	509	- 2 12
260	Majorette Ly	290	290	292	+ 0 69
335	Mar. Wendel	366	356	360	- 1 64
250	Matra	288	293	288	....
480	Merlin-Gerin	547	554	544	- 0 55
93	Metaleurop	108	110	109 40	+ 1 30
124	Métrologie In.	154	152	150	- 2 60
72	Michelin	80 30	81	80 30	....
870	Midi (Cie)	955	948	948	- 0 73
92	Midl. Bk Sa *	113	112	114 90	+ 1 68
405	Min. Salsig (Ma)	360	361	366	+ 1 67
103	MMB	113	110	110	- 2 65
77	Moulinex	87	85	83 70	- 3 79
1370	Navig. Mixte	1434	1429	1410	- 1 67
135	Nord-Est	151	146 10	147 60	- 2 25
400	Nordon (Ny)	450	441	441	- 2 00
580	Nouv Galeries	605	590	590	- 2 48
585	Occid. (Gle)	620	610	600	- 3 23
1400	Omn. f. Paris	1430	1470	1450	+ 1 40
315	Olipar	321 90	319	319	- 0 90
435	Oréal	511	516	513	+ 0 39
480	Paribas	501	499	504	+ 0 60
1350	Pechelbronn	1450	1440	1440	- 0 69
103	Pechiney Int.	124	123 20	125 30	+ 1 05
245	Pechiney (CIP)	277	273	274 50	- 0 90
510	Penhoet	510	510	506	- 0 78
915	Pernod Ricard	1090	1090	1085	- 0 46
515	Peugeot	604	600	583	- 3 48
430	Pinault	459 90	453	465	+ 1 11
290	Plastic-Omn.	317	315	315	- 0 63
450	Poliet	495	499	495 10	+ 0 02
990	Prétabail-Sic	1060	1065	1055	- 0 47
560	Primagaz	694	641	660	- 4 90
495	Printemps	558	558	550	- 1 43
1820	Promodès	1959	1946	1946	- 0 66
480	Radiotechn.	485	509	500	+ 1 01
199	Raff. D.Total	242	243	234	- 3 31
2510	Redoute (La)	2800	2750	2750	- 1 79
320	Rémy et Associés	320	320	320	....
280	R. Poulenc CIP	295 10	294	290	- 1 73
295	Robur Financ.	332	333	323	- 2 71
47	Rochette (La)	54	53 40	53 30	- 1 30
1740	Roussel Uclaf	2070	2010	2040	- 1 45
3700	R. Impér.Ly *	3650	3700	3650	....
183	Sade (Ny)	190	186	186	- 2 11
1520	Sagem	1600	1575	1575	- 1 56
375	Saint Gobain	426	422	418	- 1 88
1050	Saint Louis	1237	1240	1191	- 3 72

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1240	Salomon Ly.	1359	1321	1330	- 2 13
380	Salvepar (Ny)	430	425	425	- 1 16
800	Sanofi	836	839	832	- 0 48
1700	S A T.	1750	1705	1716	- 1 94
235	Saul. Chât.	261 50	253 50	253	- 3 40
950	Saupiquet (Ns)	1199	1180	1180	- 1 58
730	Schneider	808	801	812	+ 0 50
15	SCOA	18 50	18 35	18 20	- 1 62
1050	S.E.B.	1135	1120	1160	+ 2 20
430	Sefimeg	435	450	441 50	+ 1 49
545	Sextant A.	580	590	580	....
1300	S F I M.	1300	1271	1271	- 2 23
168	S.G.E.	199	195 10	196	- 1 51
545	Simco	534	552	535	+ 0 19
960	Sk. Rossignol	970	989	989	+ 1 96
900	Sligos	942	945	925	- 1 80
420	Société Géné.	475	470	470	- 1 05
111	Sodecco (B)	116 50	116 80	116 80	+ 0 26
150	Sodero (Ns)	152	150	150	- 1 32
520	Sodexho	516	514	491	- 4 84
90	Sogenal (Ny)	95	94 90	94	- 1 05
470	Sogerap	466	474	484	- 0 22
1160	Som-Allib.	1290	1280	1275	- 1 16
1250	Source Perrier	1360	1350	1350	- 0 74
570	Sovac	600	600	595	- 0 83
460	SPEP	500	500	509	+ 1 80
480	Spie-Batignol.	580	560	539	- 3 75
1010	Strafor	1078	1090	1070	- 0 74
310	Suez	350	347 90	344	- 1 71
495	Synthélabo	536	535	546	+ 1 87
95	Thomson	99	97 10	97 60	- 1 41
605	Total	635	630	626	- 1 42
96	- (certif.)	102 60	102 50	103 10	+ 0 49
300	Truffaut Fin.	326	310	310	- 4 91
465	U.A.P.	502	502	506	+ 0 80
290	U F B Locab.	325	336	339	+ 4 31
950	U I C.	1020	1030	1030	+ 0 98
560	U I F.	582	609	585	+ 0 52
820	U I S.	828	830	826	- 0 24
765	Unibail	785	809	800	+ 1 91
205	U.C.B.	210	210	209 50	- 0 24
370	Valéo	390 50	393	385	- 1 41
198	Vallourec	250	252	246 10	- 1 56
365	Via Banque	392	393 50	389	- 0 77
990	Zodiac	1105	1100	1105	....
1820	Elf Gabon	1648	1632	1742	+ 5 70
123	Amax	131 50	131	131	- 0 38
117	Amer. Express	122	122	122	....
165	A.T.T.	169	165	165	- 2 37
150	Anglo Amer.C.	146 50	145	145	- 1 02
496	Amgold	448	450	450	+ 0 45
205	Banco Santander	241	242	242	+ 0 41
755	B.A.S.F.	790	779	779	- 1 39
785	Bayer	812	806	806	- 0 74
90	Buffelsfont.	89	91	91	+ 2 25
89	Chase Manh.	92 50	90	90	- 2 70
99	De Beers	107 60	107 20	107 20	- 0 37
2160	Deutsche Bank	2315	2308	2310	- 0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1290	Dresdner Bank	1370	1369	1365	- 0 36
72	Driefontein	65 50	67 40	67 40	+ 2 90
185	Du Pont-Nem.	194 50	189	189	- 2 83
196	Eastman Kodak	212	210 50	210 50	- 0 71
26	East Rand	24 10	24 80	24 80	+ 2 90
80	Echo Bay	71	71 20	71 20	+ 0 28
166	Electrolux	167 50	168	168	+ 0 30
970	Ericsson	1089	1070	1070	- 1 74
270	Exxon Corp.	264 50	259 50	259	- 2 08
179	Ford Motor	191	186	186 50	- 2 36
62	Freegold	56 15	56 05	56 05	- 0 18
14	Gencor	14 30	13 55	13 55	- 4 20
305	Gén. Elect.	328 50	323 50	322 50	- 1 83
187	Gén. Motors	215 50	210	210	- 2 55
425	Gén. Belgique	443	442 50	442 50	- 0 11
54	Gd. Métropol.	58	56	56 05	- 3 36
64	Guinness	70 50	71	71	+ 0 71
20	Hanson PLC	21 65	21 40	21 40	- 1 15
57	Harmony Gold	48 50	48 75	48 75	+ 0 52
160	Hewlett Packard	191	186	186	- 2 62
44	Hitachi	50 40	49 30	49 30	- 2 18
750	Hoechst	788	785	785	- 0 38
122	Homestake	105 30	107	107 50	+ 2 09
90	Imp. Chemical	93 90	91 80	91 80	- 2 24
510	I.B.M.	546	537	537	- 1 65
285	I.T.T.	279	272	272	- 2 51
111	Ito Yokado	126	131	131 50	+ 4 37
61	Matsushita	68	66 40	66 40	- 2 35
17	Maxwell	17 20	17 20	17 20	....
139	Mc Donald's	146 10	145 10	145 10	- 0 68
400	Merck	433	422	421 50	- 2 66
400	Minnesota M.	421	410	410	- 2 61
340	Mobil corp.	341 50	335	335	- 1 90
164	Morgan J.P.	174 90	168 50	168 50	- 3 66
29400	Nestlé	31130	30610	30610	- 1 67
950	Nixdorf	1015	1000	1000	- 1 48
200	Norsk Hydro	195	195 50	195 50	+ 0 28
144	OFSIL	128	128 40	128 40	+ 0 32
1630	Pétrofina	1759	1746	1746	- 0 74
215	Philip Morris	239	231 50	232	- 2 93
70	Philips	73 90	71	71 10	- 3 79
101	Placer Dome	93 50	93 70	93 80	+ 0 32
240	Quilmès	266	268	268	+ 0 75
34	Randfontein	29 10	29 70	29 70	+ 2 06
425	Royal Dutch	419 50	417 50	417 50	- 0 48
46	R T Z.	48 10	48	48	- 0 21
5 50	Saat.& Saatchi	6 70	6 80	6 75	+ 0 75
58	St Helena	54 60	54 70	54 85	+ 0 46
325	Schlumberger	333	334 10	335	+ 0 60
47	Shell transp.	47 20	46 50	46 50	- 1 48
1930	Siemens	2100	2094	2090	- 0 48
245	Sony	277 50	276 20	276 20	- 0 47
64	Sumitomo Bank	70 30	72 20	72 20	+ 2 70
205	T.D.K.	228 20	225	225	- 0 53
43	Telefonica	45 05	44 10	44 10	- 2 11
31	Toshiba	35 50	34 70	34 70	- 2 25
415	Unilever	422	418 50	418 50	- 0 83
245	Unit.Techn.	254	260	260	+ 2 36
480	Vaal Reefs	428	436	435	+ 1 64
280	Volvo	290	290	294 90	+ 1 69
215	West. Deep	200	204	204	+ 2 00
199	Xerox Corp.	220	217	217	- 1 36
81	Yamanouchi	98	94 80	94 80	- 3 27
2 90	Zambia Cop.	2	2 03	2 03	+ 1 50

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	117 60	2 41
Emp.Etat 9,8%78	99 60	1 34
10,80% 79/94	100 60	10 68
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83.	101 80	7 64
Emp.Etat 13,4%83	108 30	9 28
Emp.Etat 12,2% 84.	103 98	10 93
Emp.Etat 11% 85	104 20	5 75
10,26% mars 86	99 95	4 83
OAT 10% 5/2000	98 70	2 63
OAT 9,9% 12/1997	99 35	7 07
OAT 9,8% 1/1996	98 60	6 71
PTT 11,2% 85	102 50	7 70
CFF 10,30% 86	96 70	5 66
CNB Bques 5000F	99 75	1 61
CNB Paribas 5000F	100 13	1 61
CNB Suez 5000F	100 15	1 61
CNE 11,5% 85	101 38	2 52
CNI 1/82 5000F	99 76	1 61
CNT 9 % 86	92	3 24
CRH 10,90% déc.85	101 10	6 55
CHARB FCE 3% 100	151	....
CNCA	1075	....
Cams	2000	....
CGE 6 janv. 89/99	554	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1200	1200
Applications Hydr.	1400	....
Arbel	892	880
Astorg	286	....
Bains C.Monaco	979	1000
B.Hypoth.Europ.	345	340
B.N.P. Intercont.	246 50	249
Béghin-Say (C I)	550	....
Bénédictine	3940	3900
Blanzy Ouest	2708	2816
B T P.	86	86 10
Cambodge	749	764
Carbone Lorraine	880	890
Case Poclain	22	22 65
C.E.G.F (Frigor.)	410	400
Centenaire Blanzy	585	569
Cerabati	116 40	120
Champex Ny	135 10	....
CIC (CIP)	195	199
C.I.M.	749	750
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	525	....
Cofimeg	334	305

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1200	....
Cogifi	392 40	400
Comiphos	605	601
Cie Industrielle	6800	5850 o
Cpt Lyon Alemand	565	561
Concorde	856	860
Constr.Mét.Prov.	34	35
Crédit Gén.Ind.	425	425
Cr Universel (Cie)	610	612
Créditel	125 20	126
Darblay	720	....
Degremont	1202	1314 d
Delalande	2442	2440
Delmas Vieljeux	4250	4200
Didot Bottin	1250	1260
Eaux Bassin Vichy	2545	2469
Eaux Vittel	925	940
Ecia	252 10	259
Electro-Financ.	797	774
Electro-Banque	330	320
Elf Antargaz	1900	....
E.L.M. Leblanc	659	641
Enelfi Bretagne	510	507
Ent.Mag. Paris	4120	4000
Eter (ex. Eternit)	1900	1950
Europ Soutires Ind.	38	53 30d
Finalens	280	....
F.I.P.P.	180 10	180
F.N.A.C.	2030	....
Foncière (Cie)	679	676
Fonc.Lyonnaise	880	....
Foncina	480	492
Fougerolle	700	690
France I.A.R.D.	856	934
France SA (La)	1545	1700
From. Paul-Renard	2374	....
Gaumont	875	857
Genefim	297	....
Gévelot	536	540
G.F.C.	420	....
G.F.I.I.	301	301
Grds Moulins Paris	1450	1450
Groupe Victoire	1435	1450
G.T.I (Transport)	545	545
Immobail	375 20	372
Immobanque	744	774
Im.Marseillaise	6200	....
Imm. Plaine-Monceau	460	454
Immofice	471 90	475
Invest.(Ste Cle.)	3200	3160
Jaeger	78 80	75
Lambert Frères	333 10	319 80o
Lille Bonnières	1600	....
Loca-Expansion	288	285
Locafinancière	490	475 30
Locatel	306	....
Louis Vuitton	700	721
Louvre	4240	4190
Lucia	1910	1900
Machines Bull	43	49 50
Mag.Uniprix	196	178 40o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magnant	777	635
Métal Déployé	504	504
Mors	146	140 20
Navigation (Nle)	270	268
Nozal	182 50	158 40
Optorg	337	....
Oréal (CI)	236	....
Origny-Desvroise	1320	....
Palais Nouveauté	1168	1180
Paluel Marmont	639	640
Parfinance	195	196
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	210	205
Paris Orléans	248	250
Parthena Invest	398	399
Pathé Cinéma	1112	1035 o
Piper Heidsieck	2156	2156
P.L.M.	315	322
Porcher	618	630
Promodès (CI)	867	867
Publicis	830	800
Rochefortaise	158	154
Rosario	249	253
Rougier	440	....
S.A.C.E.R.	473 20	490
S.A.F.A.A.	497	....
S.A.F.I.C. Alcan	390	....
SAFT	1510	1520
Saga	206	200 50
Salins du Midi	626	610
Satam	109 50	....
Savoisienne M.	170	170
S.C.A.C.	790	780
Senelle Maubeuge	469 90	451 10
S.Eud.Part. (M)	174	179
Silic	730	730
Sinvim	373	383
S.I.P.H.	402	397 10
Sofal	700	700
Soffo	530	520
Sofical	1120	1101
Soficomi	587	587
S O F I P (M)	401	410
Sofragi	1545	1545
Sophia-Bail	430	430
Sopagi	179	176
Soudure Autogène	850	835
Sovabail	509	510
Stemi	728	....
Suez (CIP)	304	307
Taittinger	4500	4645
Télémécanique Elect.	4545	4650
Testut-Aequitas	900	900
Tour Eiffel	300	300
Ufiner	960	956
U.T.A.	1941	2122 d
Vicat	402 40	390
Viniprix	1732	1771
Virax	176 80	176 60
Waterman	1500	1501
Maroc Sté Brasserie	268	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	820	....
Akzo Nv Sico	282	....
Alcan Aluminium	110 50	111 50
Algemene B.Ned.	93 80	95
American Brands	322	352
Arbed	630	....
Asturienne Mines	176	....
Banco Popular Espa.	475	455
Banque Ottomane	1890	1892
B.Règlements Int.	36000	34300
Can.Pacifique	83 20	82 10
Chrysler Corp.	64 50	....
C I R.	17	17 20
Commerzbank	840	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	221 50	....
GBL (Brux Lamb.)	564	564
Gevaert	1200	....
Glaxo Holdings Ltd.	72 50	74 10
Goodyear Tire	127 50	130
Grace and Co (WR)	131	130
GTE Corp.	121	....
Honeywell Inc.	495	496
Johannesburg	1445	....
Kubota	29	....
Latonia	310	310
Midland Bank	26	....
Noranda Mines	83 90	83 20
Olivetti priv.	15 50	....
Pakhoed hold.	587	....
Pfizer Inc.	370 50	369 60
Procter Gamble	380	390
Ricoh	32	....
Robeco	267 50	266 90
Rodamco NV	221	220 60
Rolinco	261 10	260
Sapem	8 30	8 30
Sema Group	52 70	52 70
SKF Aktiebolaget	110	....
Tenneco Inc.	300	291 50
Thorn Electrical	65	64 80
Toray Ind.	21 90	25 10
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1590	1460
West Rand Cons.	13 95	....
Whitman Corp.	108	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	300	....
Busoni	815	....
Calciphos	200	200
C G H Cogedhor	104	104
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	380	....
Coparex	769	766
Drouot Assurances	161	149 o
Europ. Accum.	65 90	....
Gachot S.A.	80	80
Guy Degrenne	400	....
Haribo Ricqlès Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	331	321
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Paternelle RD	902	....
Particip. Poirier	350	....
Rorento N.V.	174 50	174
St-Gobain-Emballage	1895	....
Sarna Métro	310	306
S.E.P.R.	1522	....
Sici	445	410 o
S.P.R. act. B	262	330 d
Ufimeg	380	....
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 261	5 242	5 030	5 480
Ecu	6 961	6 949	....	....
Allemagne (100 dm)	335 300	335 450	324 500	346 500
Belgique (100 F)	16 325	16 326	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 600	297 690	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 520	4 523	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 550	87 550	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	10 100	9 949	9 750	10 550
Grèce (100 drachmes)	3 388	3 391	4 050	4 050
Suisse (100 f)	403 640	405 330	393	418
Suède (100 krs)	91 170	91 090	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 710	86 610	82	90
Autriche (100 sch)	47 654	47 679	46 150	49 400
Espagne (100 pes)	5 393	5 391	5 150	5 750
Portugal (100 esc)	3 802	3 795	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 583	4 554	4 410	4 810
Japon (100 yens)	3 635	3 661	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/8
Or fin (kilo en barre)	65300	65600
Or fin (en lingot)	65650	65900
Napoléon (20f)	401	407
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	458	465
Pièce Latine (20 f)	385	383
Souverain	485	490
Pièce 20 dollars	2340	2305
Pièce 10 dollars	1350	1350
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2475	2470
Pièce 10 florins	400	400

SICAV (sélection) 30/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1016 29	981 50
Actilion	213 76	208 04
Agepargne	760 80	728 04
Ageplacement	6914 03	6914 03
Agepremière	105 72	105 40
AGF Actions ex CIP	1078 02	1051 73
A.G.F. 5000	629 71	614 35
AGF ECU	1008 27	998 29
AGF Foncier	116 70	113 85
AGF Invest Sicav	108 81	106 16
AGF Interfonds	407 22	397 29
AGF Oblig.	1068 62	1063 30
AGF Sécurité Sicav	10835 93	10835 93
A.G.F.I.M.O.	648 15	632 34
AMERI-GAN	5765 27	5543 53
Amplitude	604 90	587 28
Arbitrages Court.T.	6121 99	6109 76
Associc	1111 79	1111 79
Atout Futur	349 24	340 72
Aurecic	1280 07	1242 79
Avenir Alizés	1547 88	1517 53
Avenir CIC	104 44	101 40
Axa Capital	141 11	135 03
Axa Europa	119 54	114 39
Axa Investments	115 92	110 93
Axa NPI	103 26	98 81
Axa Valeurs PER	122 04	116 78
Capimonétaire	5418 37	5412 96
Capioblig	5524 81	5443 16
Capitacic	1104 55	1088 23
Capital-Monde	364 55	355 66
Capital Plus	1729 59	1729 59
Cauden Pierre	32 31	31 52
Coaxis	1123 69	1096 28
Comptavalor	5986 91	5977 94
Convertimmo	385 57	370 74
Credinter	462 56	449 09
Crédit Mutuel Capital	1098 02	1074 53
Diese	1150 91	1122 84
Drouot France	802 04	767 50
Drouot Investiss.	966 78	925 15
Drouot Sécurité	235 93	225 77
Drouot Sélection	137 54	131 62
Ecucic	1052 42	1036 87◆
Ecuper	121 29	116 07
Ecureuil Capitalisation	2160 67	2139 28
Ecureuil Invest.	381 07	369 97
Ecureuil Monépremière	56909 05	56909 05
Ecureuil Monétaire	33536 67	33536 67
Ecureuil Trésorerie	2081 23	2081 23
Ecureuil Trimestr.	1943 21	1923 97
Elicash	367597 74	367597 74
Energie	286 24	273 26
Eparcic	3060 23	3060 23
Eparcourt-Sicav	4272 93	4262 27
Epargne Associat.	24755 75	24718 67
Epargne Capital	8928 23	8839 83
Epargne Court Terme	577 96	577 96
Epargne Croissance	1545 36	1504
Epargne Industrie	91 05	88 61
Epargne J.	59595 78	59595 78
Epargne Long Terme	187 65	182 53
Epargne Monde	1185 34	1154 59
Epargne Obligat.	186 03	181 05
Epargne Première	12388 40	12296 18
Epargne Quatre	1090 07	1060 90
Epargne-Unie	1264 65	1234
Epargne Valeurs	424 04	412 69
Epsilon	1158 96	1147 49
Eufinvest	638 04	619 46◆
Eurocic Leaders	1014 48	984 93
Eurodyn	1138 20	1110 44
Euro Gan	6935 99	6669 22
Euromaf	28 67	28 28
Fonsicav	12198 41	12198 41
FRANCE-GAN	8766 53	8429 36
France Garantie	259 30	258 78
France Investiss.	439 89	428 97◆
France Oblig.	449 96	445 50
Francic	439 05	426 26
Francic Pierre	110 51	107 29
Francic-Régions	1231 14	1195 28

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 44	30 44
Fructi-Capi	35 23	34 71
Fructi Court	121054 97	121054 97
Fructidor	230 76	227 35
Fructi-Eco	555 83	547 62
Fructi-Epargne	28 14	28 43
Fructifrance	842 33	821 79
Fructimmo	30 34	29 60
Fructi-Première	10293 94	10141 81
Fructivar	4652 21	4640 61
Futuroblig	1200 29	1171 01
Gestilion	12445 07	12414 03
Gest.Associations	151 45	148 12
Gest. F. Sécur.	10242 70	10191 74
Horizon	1140 58	1107 34
Interepar	102298 81	99319 23
Interoblig	11788 32	11315 69
Intersélection Fce	520 48	505 32
Japacic	162 07	157 35
Jeunepargne	248 29	244 62
Laffitte Amérique	194 43	185 61
Laffitte Europe	263 98	252 01
Laffitte Expan.	257 54	245 86
Laffitte France	321 25	306 68
Laffitte Immobil.	240 15	229 26
Laffitte Japon	418 14	399 18
Laffitte Oblig.	134 15	128 07
Laffitte Rendement	177 86	169 79
Laffitte Tokyo	358 26	342 01
Latitude	5787 30	5778 63
Leumi C.T.	10793 72	10793 72
Leumi L.T.	5967 91	5794 09
Lion Association	11263 35	11263 35
Lion Institution	24639 59	24578 14
Lionplus	822 81	806 68
Lion Trésor	2085 38	2064 73
Lion 20 000	22574 90	22574 90
Livret Bourse Inv.	512 99	498 05
Livret Portefeuil.	661 35	642 09
Méditerranée	183 23	175 34
Mensuel CIC	10099 43	9988 44
Mondial Investissem.	400 77	382 60
Monecic	5381 13	5381 13
Monéden	57553 68	57553 68
Mone.J.	62150 99	62150 99
Monévalor	69910 75	69910 75
Mutualité dépôts	11530 25	11507 24
Mutuelle Unie Sél.	144 41	138 19
Natio Court Terme	241433 00	241433
Natio-Epargne	14941 74	14793 80
Natio-Ep. Ret.	116 31	113 20
Natio Eparg.Trésor	6623 13	6609 91
Natio-Imm.	1183 52	1161 84
Natio-Inter	1157 91	1126 92
Natio-Monétaire	21769 82	21769 82
Natio Obligations	500 10	486 72
Natio-Patrimoine	1406 73	1389 08
Natio-Placements	65118 54	65118 54
Natio-Revenus	989 79	979 99
Natio Sécurité	12097 13	12097 13
Natio-Valeurs	798 14	776 78
Nippon-Gan	5666 30	5448 37
Nord Sud Dévelop.	1276 55	1274
Obli-Associations	123 91	122 68
Oblicic-Mondial	2302 58	2268 55
Oblicic-Régions	1003 23	988 40
Oblig. ass coté	152 05	149 80
Oblilion	1114 38	1103 35
Oblisécurité	10965 29	10965 29
Optimat	31483 04	30586 06
Oraction	1091 39	1084 77
Orvalor	6180 78	5967 38
Paribas Epargne	17690 60	17655 29
Paribas Opportunités	113 81	109 17
Paribas Patrimoine	516 99	495 91
Paribas Revenus	88 53	87 65
Patrimoine Retraite	188 57	184 87
Pervalor	640 56	621 90
Phenix Placement	283 10	274 85
Pierre Investissements	726 47	707 78
Placement A.	1190 07	1168 74
Placements C T.	7644 03	7628 77

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6158 31	6146 02
Placement Premier	5612 34	5601 14
Pléniade	117 55	114 40
Poste Gestion	55804 54	55804 54
Première Oblig.	10897 51	10888 82
Prév. Ecureuil	108 83	106 92
Privassociation	25106 16	25106 16
Proficius	1047 95	1022 39
Quartz	123 54	120 53
Réalvalor	902 26	875 98
Rentacic	158 39	156 05
Revenus Trimestr.	5217 37	5165 71
Revenu-Vert	1125 38	1108 75
St Honoré Bio-Alim.	857 91	819 01◆
St Honoré Global	245 31	234 19◆
St Honoré Mat.Plac.	214 77	205 03◆
St Honoré Pacifique	571 68	545 76◆
St Honoré PME	503 80	480 95◆
St Honoré Réel	12795 95	12744 97◆
St Honoré Services	475 30	457 02◆
St Honoré Techno	723 51	690 70◆
Sécuricic	1500 34	1500 34
Sécuri-Gan	12998 90	12744 02
Sécuri-Taux	1193 53	1193 53
Sicaden	689 96	679 76
Sicav Associations	1586 72	1584 34
S.F.I. fr. et etr.	647 09	628 24
Sicav 5.000	404 32	393 50
S.I. Est.	1392 47	1332 51
Slivafrance	658 56	640 92
Slivam	406 14	395 27
Slivarente	204 66	200 65
Slivinter	415 95	404 82
S.N.I.	1138 33	1105 17
Sogépargne	340 50	328 19
Sogéroc	53324 75	51771 60
Sogevar	1031 96	985 16
Soginter	1246 05	1189 65
Soleil Investissements	502 88	483 54
Solstice	2055 14	2050 01
Stratégie Actions	925 81	890 20
Stratégie Rendements	1204 08	1166 16
Technocic	1033 16	1003 09
Techno-Gan	5630 47	5413 91
Thesora	554 15	548 66
Transplus	132 31	126 61
Trésor Avenir	105 47	104 43
Trésor Plus	1089 18	1078 40
Trésor Réel	12255 27	12255 27
Trésoricic	109961 00	109961
Trilion	5105 67	5055 12
U.A.P. Investiss.	436 61	420 83
U.A.P. Act. F.	556 01	535 91
U.A.P. Act. Sél.	602 92	581 13
U.A.P. Aedifi.	620 59	598 16
U.A.P. Altaï	198 48	191 31
U.A.P. Alto	163 14	157 24
UAP Moyen Terme	117 47	113 22
Uni-Associations	116 82	116 82
Uni-Foncier	1368 89	1333 55
Unifrance	560 91	547 23
Uni-Garantie	1305 41	1282 33
Uni Régions	1480 65	1444 54
Unirenta	2406 98	2348 27
Univar	204 79	204 79
Univers Actions	1231 56	1201 52
Univers-Obligation	1629 77	1590 02
Valorem	515 33	502 76
Valorg	1779 13	1777 35
Valrea	45557 03	45534 26
Vauban	24686 70	24642 03

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

La fin de la visite du président de la République

Accords bilatéraux et tourisme en Islande pour M. Mitterrand

M. François Mitterrand a regagné Paris, jeudi 30 août en fin de journée, à l'issue de sa visite officielle de quarante-huit heures en Islande.

REYKJAVIK

de notre envoyée spéciale

Les relations bilatérales entre la France et l'Islande vont se renforcer avec une série d'accords conclus dans le domaine de la culture : coproduction cinématographique, avec pour commencer le prochain film de Kristin Johannesdottir intitulé *Sur la terre comme au ciel*, dont le thème est le naufrage en 1936 dans la baie de Reykjavik du *Pourquoi pas?* du commandant Charcot; plan Jules Verne de cinq ans pour accélérer les traductions de livres; coédition d'un dictionnaire islando-français, franco-islandais; et programme de manifestations artistiques dans les deux pays en 1992-1993.

Les deux délégations ont également examiné des projets de coopération en matière de recherche scientifique et les perspectives commerciales dans les domaines de l'aéronautique, des télécommunications, de l'énergie et des travaux publics.

Envisagée, à l'origine, comme devant être privée, la seconde journée de cette première visite officielle du chef de l'Etat (1) a permis à M. Mitterrand de faire, jeudi, du tourisme. D'abord avec la présentation des manuscrits médiévaux rendus par le Danemark à l'Islande, puis à l'intérieur de l'île.

Premier arrêt : Gullfoss, une chute de 32 mètres qui troue un plateau volcanique recouvert de lichen et de mousse. Deuxième halte : Geysir. Pour déclencher le jaillissement du geyser, il faut jeter dans la cheminée du savon. La recette n'a que partiellement fonctionné : le grand jet n'était pas *« en forme »*, comme l'a soufflé la présidente Vigdis Finnbogadottir.

Me Georges Kiejman, invité du chef de l'Etat, a donné force détails sur l'effet quasi chimique du savon dans la cavité bouillonnante. *« Voilà des explications données à un ignorant par un autre ignorant »*, a plaisanté M. Mitterrand. Déjà M. Jack Lang, le matin-même, avait eu droit à l'ironie présidentielle. Au ministre de la culture qui se montrait intarissable sur les manuscrits, le chef de l'Etat avait lancé : *« Vous êtes pour la première fois devant cette vitrine et vous en savez plus que des spécialistes! »*

L'humeur de M. Mitterrand était au beau fixe, comme le temps plutôt clément. Sur le site de Thingvellir, où pour la première fois s'est réuni en 930 l'*althing* (Parlement) et où fut créée la République d'Islande, le premier ministre, M. Steingrimur Hermannsson, l'a fait sourire en lui expliquant qu'il était encore sur le continent européen, et que dix mètres plus loin il serait sur le continent américain.

En effet, en ce lieu apparaît à l'air libre la monumentale faille qui court du sud au nord de la grande dorsale atlantique : les deux plaques tectoniques s'écartent d'au moins un centimètre par an.

Avant de quitter l'Islande où moutur.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) M. Mitterrand s'était déjà rendu en Islande le 7 novembre 1989 alors que la France présidait le Conseil des Douze et l'Islande celui de l'AELE (Association européenne de libre échange). En 1973, Georges Pompidou avait rencontré M. Richard Nixon également dans la capitale islandaise.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1990 a été tiré à 552 659 exemplaires.

M. Chevènement affirme qu'il n'y a « pas la moindre nuance » entre le chef de l'État et lui

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, affirme qu'il n'y a *« pas la moindre nuance, le moindre dissentiment »* entre le président de la République et lui sur l'interprétation de la résolution 665 de l'ONU. Selon lui, les informations qui ont fait état d'un désaccord lors du conseil des ministres du 27 août sont fausses.

« Toutes les décisions prises ont été exécutées dans l'heure et je défie quiconque d'apporter le moindre commencement de preuve à cette campagne, que je méprise (...), a-t-il déclaré vendredi 31 août sur France-Inter. *Je fais mon métier. Il n'y a qu'une politique dans l'Etat, celle qui est définie par le président de la République, et que j'applique »*. M. Chevènement a parlé de *« calomnies qui sont ridicules quand elles ne sont pas répugnantes. »*

□ **SFP : négociations sur les licenciements.** – La direction de la Société française de production a entamé jeudi soir 30 août des négociations avec les syndicats sur le plan qui prévoit 556 suppressions d'emplois. Elle réclamait auparavant que cessent *« les coups de force et les atteintes à la liberté du travail »*. Le même jour, les syndicats ont suspendu leur ordre de grève. Après avoir séquestré pendant une nuit M. Jean-Pierre Hoss, PDG de la SFP, certains groupes de grévistes avaient interdit au début de la semaine l'accès aux studios des Buttes Chaumont ou de Bry-sur-Marne, perturbant l'enregistrement de jeux télévisés et de feuilletons.

Selon la direction, les négociations *« devraient permettre d'apprécier dans quelle mesure la modernisation du fonctionnement peut sauvegarder certains emplois sans compromettre la réalisation des objectifs du plan d'entreprise »*.

POLOGNE : dixième anniversaire des accords de Gdansk

M. Mazowiecki a affronté les critiques des ouvriers

Sombre anniversaire. Dans cette même salle des chantiers navals où, *le 31 août 1980, furent signés* les fameux accords de Gdansk, qui, en donnant naissance à Solidarité, *signalaient aussi le début de la fin* du communisme, M. Tadeusz Mazowiecki, alors conseiller des grévistes et aujourd'hui premier ministre, a passé, jeudi 30 août, plusieurs heures difficiles à affronter l'amertume et les récriminations des ouvriers.

M. Lech Walesa ne participait pas à la réunion. Il s'est manifesté par une conférence de presse, également à Gdansk, au cours de laquelle il a regretté que *« les gens ne participent pas à ce qui se passe en Pologne »*. *« Tout ce qui est bien, c'est le Parlement qui le fait; le gouvernement ne trouve aucun répondant dans la société*, a dit le président de Solidarité. *Cela ne peut finir que tragiquement, et cela finira tragiquement. »*

L'exposé de M. Mazowiecki, invité par les travailleurs à prendre la parole aux chantiers navals, a été accueilli dans un silence glacial par les quelque trois cents ouvriers présents. Encadré de ses ministres du travail, M. Jacek Kuron, et de l'industrie, M. Tadeusz Syryjczyk, le premier ministre a lancé un appel à l'unité. *« Le gouvernement ne peut pas faire de miracles*, a-t-il déclaré. *La Pologne traverse des eaux tumultueuses et ne peut pas faire demi-tour. La seule chance de survie de la Pologne, c'est l'entente mutuelle. Nous avons lutté dans cette même salle pour que notre pays puisse se développer démocratiquement. »*

Rencontre avec M. Walesa

Mais l'assistance n'était guère disposée à se laisser prêcher la patience. *« La société polonaise est passive et apathique parce que le gouvernement est passif*, s'est écrié un ouvrier. *L'ancienne nomenklatura continue de gouverner sur le terrain. » « Rien n'a changé*, a lancé un autre, *les pauvres sont restés pauvres et les riches sont devenus plus riches. »* Tour à tour, M. Mazowiecki et ses ministres se sont vu accuser d'indécision, de manque de fermeté, de vouloir préserver le système communiste. Autant d'arguments qu'assène presque quotidiennement Lech Walesa depuis plusieurs mois. M. Mazowiecki s'est défendu comme il pouvait et s'est déclaré en faveur d'un calendrier de transformations politiques. *« Soyons honnêtes*, a-t-il poursuivi, lançant la balle à M. Walesa; *à ceux qui accusent le gouvernement d'être responsable de la passivité des Polonais, je demande : que fait le syndicat Solidarité ? »* Fort de dix millions d'adhérents pendant sa première existence légale, en 1980-81, le syndicat en compte aujourd'hui péniblement deux millions.

Enfin, M. Mazowiecki, repoussant comme *« prématurées »* les questions sur son éventuelle candidature à la présidence de la République, a averti les mécontents : *« Je suis un homme libre et je ne m'accroche pas au fauteuil de premier ministre*, a-t-il dit. *Je peux quitter mes fonctions lorsque la société le souhaitera. »*

Vendredi, MM. Mazowiecki et Walesa, les deux amis devenus adversaires politiques, devaient se retrouver à Gdansk pour la commémoration des accords de Gdansk. – *(UPI, AFP, Reuter.)*

A Rochefort

Mystérieuse équipée près du domicile d'un militaire irakien

La présence de militaires irakiens, assignés à résidence ou surveillés par les services de police, semble avoir été à l'origine d'un fait divers nocturne à Rochefort (Charente-Maritime). Dans la nuit du jeudi 30 août au vendredi 31 août, deux hommes en état d'ébriété ont été repérés alors qu'ils tournaient à bord d'une voiture autour de l'immeuble où réside le colonel Basim Alfatah, militaire attaché à l'ambassade d'Irak à Paris, ayant le statut diplomatique et chargé de superviser la formation des pilotes irakiens stagiaires au Centre interarmées de formation (CIFR) de Rochefort.

Rapidement remarqués par les policiers chargés de la surveillance rapprochée du colonel, ils ont tenté de s'enfuir avant d'avoir un accrochage avec un autre véhicule à proximité du lieu de résidence de l'officier irakien. L'un des deux devait échapper aux policiers tandis que le second, Patrick Bouju, tirait en l'air un coup de feu avec un fusil de chasse avant d'être interpellé.

Vendredi matin, il était encore en chambre de dégrisement dans les locaux de la police urbaine. Agé de vingt-huit ans, il serait inconnu des services de police. Très prudent et réservé sur cet incident, le ministère de l'intérieur assurait, vendredi en fin de matinée, ne pas être encore en mesure de préciser les motivations de cette équipée.

Retrouvé par « France-Soir »

Un témoin du massacre de Katyn raconte

Seize jeunes soldats soviétiques chargés de creuser les fosses communes pour les milliers d'officiers polonais assassinés *de mars à mai 1940* dans la forêt de Katyn, en Biélorussie, furent exécutés une fois leur besogne accomplie pour qu'ils ne puissent jamais témoigner, affirme l'un des rares témoins du massacre de Katyn, dont *France-Soir* publie le récit vendredi 31 août.

Selon cet homme, Ivan Titkov, alors chauffeur du NKVD, la police politique de Staline, et aujourd'hui âgé de soixante-douze ans, il reste vingt témoins du massacre, tous anciens fonctionnaires du NKVD, à qui l'on a demandé de jurer le silence. Jusqu'à cette année, l'URSS a en effet nié toute responsabilité dans le massacre. En janvier dernier, dit Titkov, *« le major Zakirov du KGB »* lui a rendu visite et l'a autorisé à dire la vérité. Mais le lendemain, le général Kriouzertsev met en garde Titkov : *« Souvenez-vous de vos promesses... »*

M. Titkov nomme M. Piotr Soprunienko comme étant l'homme qui supervisait l'opération. Ce nom correspond à celui révélé en juillet par les autorités polonaises qui, l'identifiant comme l'un des responsables directs du massacre en tant que commandant du NKVD, ont affirmé qu'il vivait toujours, à Moscou.

Le témoignage de M. Titkov n'apporte cependant aucun éclaircissement sur la localisation des cadavres des quelque 10 000 prisonniers polonais présumés exécutés au même moment, mais dont on n'a jamais retrouvé trace. Un peu plus de 4 000 corps ont été exhumés à Katyn, alors que 15 000 militaires polonais étaient détenus dans trois camps par les Soviétiques . Mais Titkov affirme que *« toutes les datchas du KGB de Smolensk, Kharkov et Kalinine »* ont été données aux bonnes œuvres, *« car elles sont construites sur d'autres charniers »*.

Devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU

M. Mazilu dénonce les méthodes du pouvoir en Roumanie

Il aura fallu cinq ans – et une foule de péripéties souvent tragiques et parfois rocambolesques – pour permettre à M. Dumitru Mazilu, expert roumain à la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, de présenter à ses collègues le rapport sur « les droits de l'homme et la jeunesse » qu'il avait été chargé de rédiger en 1985.

GENEVE

de notre correspondante

M. Mazilu avait disparu peu après que cette tâche lui fut confiée et les autorités roumaines opposèrent à toutes les demandes le concernant des réponses contradictoires, voire calomnieuses. Entre avril 1988 et mai 1989 toutefois, il parvint à envoyer au centre des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, d'abord quelques extraits anodins de son texte, puis un rapport explosif (*le Monde* du 23 août 1989). L'ONU publia intégralement ce document, provoquant la colère du représentant de la Roumanie auprès des Nations unies et celle de M. Ion Diaconu, qui avait succédé entre-temps à M. Mazilu.

Celui-ci réapparaît à Bucarest après la révolution de décembre 1989 et devient vice-président du Front de salut national, aux côtés de Ion Iliescu. Le 25 janvier, il démissionne de ses fonctions. Il se rend en Suisse où il reçoit, dit-il, des menaces en langue roumaine. Au Palais des Nations, un bureau de « rapporteur spécial » l'attend, mais après quelques jours, dit-il encore, son tiroir est fracturé et des papiers lui sont dérobés. Quant à M. Diaconu, il est de nouveau à Genève, secondé dans sa tâche par M. Maxim, autre expert qui officiait déjà également du temps de Nicolae Ceausescu.

Mercredi 29 août, l'apparition de M. Mazilu pour présenter son rapport à la sous-commission a été saluée par une véritable ovation. Ce rapport relève entre autres *« la violation de l'un des droits les plus importants de la jeunesse, le droit de connaître son histoire »*. Suivant les règles onusiennes tacites, il ne cite nommément aucun pays . M. Mazilu reçoit les félicitations de ses collègues, y compris celles de M. Maxim (M. Diaconu étant absent de Genève) .

Mais M. Mazilu ne s'en est pas tenu là. Dans une lettre adressée le 15 août à M. Danilo Türk, expert yougoslave qui préside la sous-commission, il se fait plus virulent et plus précis. Affirmant qu'il avait été condamné à mort par Ceausescu le 21 décembre dernier, il ne fut sauvé que grâce à la révolution déclenchée le lendemain. Il démissionna ensuite de son poste de vice-président du FSN en raison de son *« désaccord avec les méthodes staliniennes des nouveaux dirigeants »* .

D'autre part, dans un rapport manuscrit remis au président de la sous-commission, il décrit en détails les événements du 13 au 15 juin dernier à Bucarest. Les étudiants et intellectuels qui occupaient la place de l'Université avaient pour objectif principal d' *« éliminer la nomenklatura et la Securitate des nouvelles structures politiques »* .

Selon lui, *« l'action brutale »* dirigée contre les manifestants fut organisée et animée par un ex-chef de la Securitate *« bien connu »* nommé Camaracescu. Quant à ses troupes, *« on peut sérieusement douter qu'elles aient été composées de vrais mineurs »* et *« il est en tout cas certain que nombre de soi-disants mineurs étaient des hommes de la Securitate »*. Le rapporteur spécial rappelle à cet effet que les 28 et 29 janvier, de *« vrais mineurs »* s'étaient mis en grève contre le gouvernement.

ISABELLE VICHNIAC

Le synode européen des évêques aura lieu à l'automne 1991

Annoncé par le pape à Prague le 21 avril dernier lors de sa visite en Tchécoslovaquie, le synode européen des évêques aura lieu à l'automne 1991. Il examinera la nouvelle situation créée pour l'Eglise catholique par les changements politiques en Europe de l'Est. Une première session préparatoire s'est tenue, du 27 au 29 août à Castelgandolfo, près de Rome, sous la direction de Mgr Jan Schotte, secrétaire général du synode des évêques. Le pape a assisté à une partie des travaux. Parmi la vingtaine d'évêques et de théologiens présents, on note en particulier les noms de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, et de prélats irlandais, polonais, tchèques, roumains, et hongrois.

M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, député du Var, président du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 2 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le maire de Fréjus répondra aux questions de Thierry Bréhier et Daniel Carton du *Monde* et de Dominique Pennequin et Isabelle Torre de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

